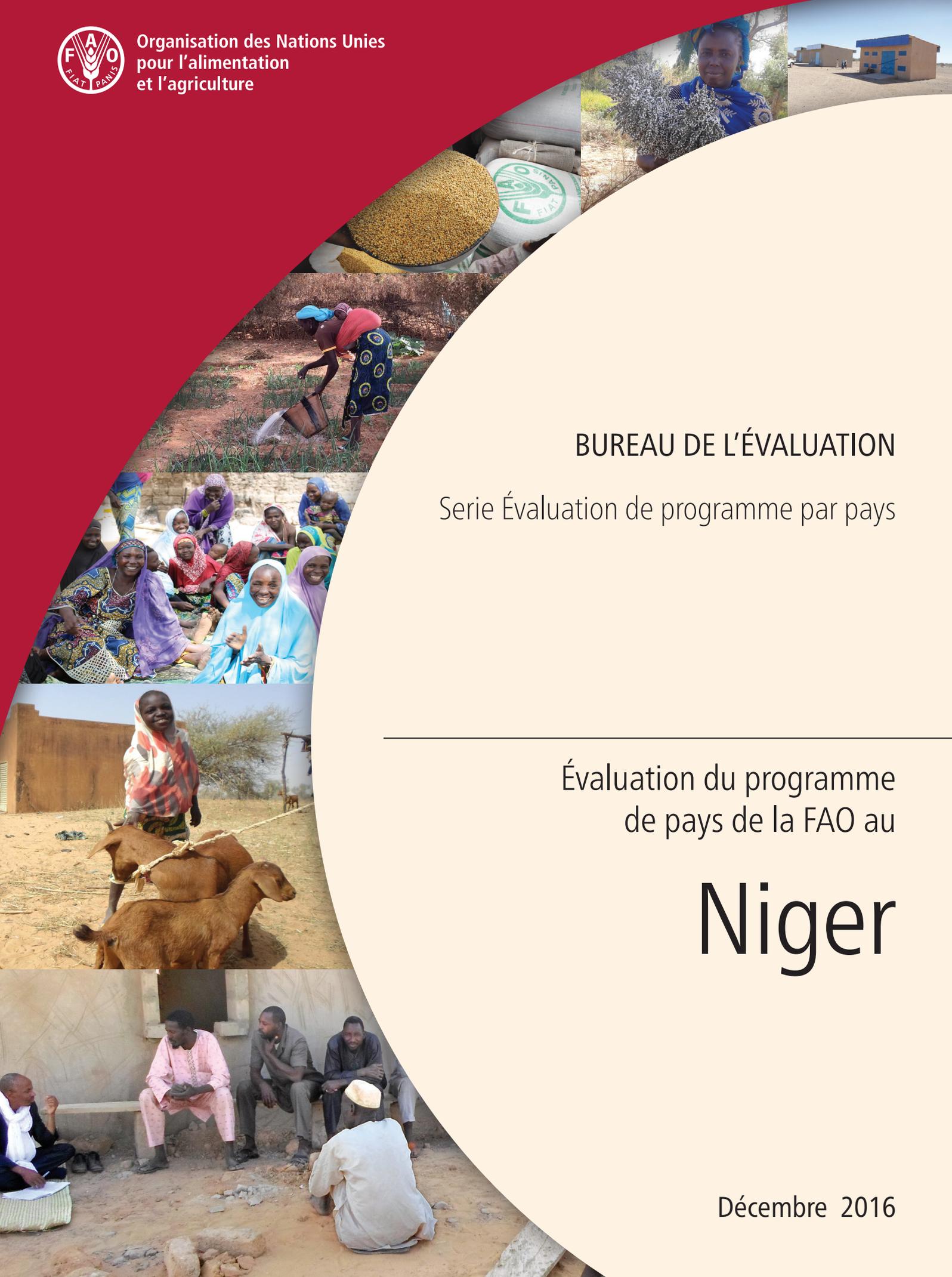




Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



BUREAU DE L'ÉVALUATION

Serie Évaluation de programme par pays

Évaluation du programme
de pays de la FAO au

Niger

Décembre 2016

SERIE ÉVALUATION DE PROGRAMME PAR PAYS

**Évaluation du programme de pays
de la FAO au Niger**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
BUREAU DE L'ÉVALUATION**

Décembre 2016

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Bureau de l'Evaluation (OED)

Ce rapport est disponible en version numérique sur: <http://www.fao.org/evaluation>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org

Pour plus ample information sur ce rapport, contacter:
Directeur, OED
Viale delle Terme di Caracalla 1
00153 Rome, Italie
Courriel: evaluation@fao.org

Crédits photos: page de couverture (par ordre descendant) ©Adamou Mahaman Moustapha ; ©Sambo Bodé ; ©FAO/Mediabase; ©FAO/Genny Bonomi; ©FAO/Dimitra; ©Sambo Bodé ; ©Adamou Mahaman Moustapha

Table des Matières

<i>Remerciements</i>	<i>vi</i>
<i>Abréviations</i>	<i>vii</i>
Résumé	1
1. À propos de cette évaluation	10
1.1 Justification et finalité de l'évaluation	10
1.2 Portée de l'évaluation	10
1.3 Les questions principales de l'évaluation.....	10
1.4 Processus et méthodologie	10
1.5 Structure du rapport.....	12
2. Le contexte et la FAO au Niger	13
2.1 Contexte national	13
2.1.1 Sécurité alimentaire et nutritionnelle	13
2.1.2 Le secteur rural	14
2.1.3 Le contexte institutionnel	15
2.1.4 La nutrition - un nouveau cadre politique pour appréhender une situation nutritionnelle toujours préoccupante	15
2.1.5 La protection sociale - une thématique émergente sur la période.....	16
2.2 Le Bureau de pays.....	17
2.3 Le programme de terrain de la FAO	17
3. Positionnement stratégique	20
3.1 Pertinence globale du programme de la FAO	20
3.1.1 Alignement avec les politiques nationales.....	20
3.1.2 Alignement avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)	21
3.1.3 Le Cadre de programmation par pays	21
3.2 Avantages comparatifs de la FAO	24
3.3 Le rôle de la FAO dans des domaines centraux de l'Initiative 3N.....	25
3.3.1 Nutrition	25
3.3.2 Protection sociale.....	26
3.4 Le Niger: un pays focus pour l'Organisation	26
3.5 Partenariats et synergies	28
3.5.1 Partenariat avec les institutions nationales dans le secteur rural	28
3.5.2 Les autres agences du SNU	29
3.5.3 Les ONG.....	30

4. Contributions de la FAO aux Domaines prioritaires du CPP	32
4.1 Domaine prioritaire 1: Renforcement de la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	32
4.1.1 Effet 1: Les capacités d'anticipation des crises alimentaires et catastrophes naturelles sont renforcées	32
4.1.2 Effet 2: Les moyens de subsistance des populations vulnérables sont préservés	34
4.1.3 Effet 3: L'état nutritionnel des ménages est amélioré	44
4.2 Domaine prioritaire 2: Accroissement, diversification et valorisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques	46
4.2.1 Effet 4: La productivité des systèmes de production agro-sylvo-pastorale et halieutique est accrue.....	46
4.2.2 Effet 5: Les revenus des petits producteurs sont améliorés	54
4.3 Domaine prioritaire 3: Renforcement des capacités des institutions du secteur rural	56
4.3.1 Effet 6: Des stratégies, programmes et projets de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont élaborés	56
4.4 Thématiques transversales.....	61
4.4.1 Le genre	61
4.4.2 Le foncier	64
4.4.3 Le travail des enfants dans l'agriculture.....	65
5. D'autres thématiques	66
5.1 Comment l'Organisation travaille ensemble	66
5.2 L'intégration de l'Unité des urgences dans la Représentation et les défis à venir.....	67
6. Conclusions et Recommandations	68
6.1 Conclusions	68
6.2 Recommandations	69
Appendices.....	72
Appendice 1: Bibliographie	72
Appendice 2: Liste de projets 2011-2015	73
Appendice 3: Analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces)	79
Appendice 4: Liste Personnes Rencontrées.....	81

Tableau et figures

Tableau

Tableau 1: Source de financement i3N (milliards de FCFA)	15
--	----

Figures

Figure 1: Personnes en insécurité alimentaire sévère ou modérée	13
Figure 2: Évolution de la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) et chronique (MC) chez les enfants de 6 à 59 mois	14
Figure 3: Dépenses par an sur la période 2011-2015	18
Figure 4: Pourcentage du budget des projets par donateur	18
Figure 5: Cadre de programmation par pays - Cadre Logique	19
Figure 6: Financement des Axes de l'Initiative 3N 2012-2015 (en milliard F CFA)	21
Figure 7: Estimation des coûts et dépenses des domaines prioritaires du CPP 2013-2015	22
Figure 8: Situation de la distribution des semences pluviales	36
Figure 9: Les interventions phares de la FAO dans les ComdeCon, avant et après le lancement de l'A2C (2014)	44
Figure 10: Production brute de semences (kg) supportée par la FAO et d'autres partenaires	48
Figure 11: Nombre de BI existantes par région	50
Figure 12: Nombre clubs Dimitra par région	63

Remerciements

L'équipe d'évaluation était composée de Genny Bonomi, responsable de l'évaluation, Tala Talae, analyste d'évaluation, les deux membres du Bureau de l'évaluation et 4 experts thématiques: Anne Bichard pour la nutrition ; Georgette Konate Traoré pour les questions relatives au genre ; Adamou Mahaman Moustapha pour le développement rural, le changement climatique et l'eau; et Sambo Bodé pour l'élevage et le pastoralisme.

Le Bureau de l'évaluation souhaite remercier toutes les personnes qui ont contribué à cette évaluation. En particulier, nous exprimons toute notre gratitude à l'équipe de la FAO au Niger pour les nombreuses rencontres et échanges qui ont constitué des moments importants de discussion pour comprendre le contexte et le travail de la FAO au Niger. Nous les remercions également pour le support administratif et logistique qu'ils ont fourni à l'évaluation.

Nous souhaitons également remercier Amina Ari, qui a coordonné le programme de l'équipe d'évaluation au Niger, pour sa professionnalité et disponibilité. En outre, nous remercions Nadine Monnichon, du Bureau de l'évaluation, pour le support administratif fourni et pour son aide précieuse.

Enfin, nous souhaitons remercier toutes les personnes que l'équipe a rencontrées, notamment les partenaires institutionnels de la FAO, les membres du Groupe consultatif, les partenaires techniques et financiers, les Organisations paysannes, les ONG et les bénéficiaires pour le temps qu'ils nous ont accordé et les importantes contributions qu'ils ont apportées à l'évaluation.

Abréviations

A2C	Approche «communes de convergence»
AGIR	Alliance globale pour la résilience
ASTF	Fonds fiduciaire africain de solidarité
AT-Nutrition	Assistant technique pour la nutrition
BI	Boutique d'intrants
BIT	Bureau international du Travail
CCD-OPN	Cadre de collaboration et de dialogue des organisations paysannes du Niger
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEP	Champ école paysan
CES	Conservation des eaux et des sols
CH	Cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones et des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CLCPRO	Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale
CMPS	Comité de pilotage multisectoriel des Programmes stratégiques
CNLA	Centre national de lutte antiacridienne
COGES	Comité de gestion
ComdeCon	Commune de convergence
CountrySTAT	Système national d'informations statistiques pour l'alimentation
CPP	Cadre de programmation par pays
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
DGA	Direction générale de l'agriculture
DNGCCA	Dispositif national de prévention et gestion des catastrophes et crises alimentaires
DP	Domaine prioritaire
DRS	Défense et restauration des sols
ECTAD	Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières
EMPRES	Système de prévention des crises
EPP	Évaluation du programme de pays
ERCU	Unité des opérations d'urgence et de réhabilitation et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FAOR	Représentant de la FAO
FGI	Fonds de garantie intrants
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMM	Mécanisme d'appui aux programmes multidonateurs
FOSEL	Fonds de sécurisation de l'élevage
GTRR	Groupe technique de travail inter-agences sur la résilience
HC-i3N	Haut-Commissariat à l'Initiative 3N
IARBIC	Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives

ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
IDH	Indice de développement humain
IESA	Initiative eau et sécurité alimentaire
INRAN	Institut national de la recherche agronomique du Niger
INS	Institut national des statistiques
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
IR	Initiative régionale
i3N	Initiative «Les Nigériens nourrissent les Nigériens»
LABOCEL	Laboratoire central de l'élevage
MAG	Malnutrition aiguë globale
MC	Malnutrition chronique
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OED	Bureau de l'évaluation
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OP	Organisation paysanne
OS	Objectif stratégique
PAA Africa	Acheter aux Africains pour l'Afrique
PAM	Programme alimentaire mondial
PASEC	Projet d'appui à l'agriculture sensible aux risques climatiques
PCIMA	Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë
PCT	Programme de coopération technique
PDES	Plan de développement économique et social
PNPS	Politique nationale de protection sociale
PNSN	Politique nationale de sécurité nutritionnelle
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
P4P	Initiative Achats au service du progrès
PTF	Partenaires techniques et financiers
RAF	Bureau régional pour l'Afrique
REACH	Efforts renouvelés contre la faim chez les enfants
RESEPI	Réseau régional des réseaux d'épidémiosurveillance nationaux
RESOLAB	Réseau ouest et centre africain des laboratoires vétérinaires de diagnostic de l'influenza aviaire et des autres maladies transfrontalières
REV	Réseau d'épidémiologie-vétérinaire
RWEE	Accélérer les progrès en faveur de l'autonomisation des femmes rurales
SA	Sécurité alimentaire
SAP	Système d'alerte précoce
S&E	Suivi et évaluation
SNU	Système des Nations Unies
SUN	Mouvement pour le renforcement de la nutrition (<i>Scaling Up Nutrition</i>)
TCE	Division des urgences et de la réhabilitation
TCI	Division du Centre d'investissement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Résumé

Introduction

- R1 Cette évaluation fait partie d'une série d'évaluations des programmes de pays (EPP) conduites par le Bureau de l'évaluation de la FAO. La finalité principale d'une EPP est de contribuer à mieux orienter le programme de la FAO au niveau d'un pays, afin de le rendre plus pertinent aux besoins de ce dernier, et de renforcer l'impact des efforts de l'Organisation vers la réalisation des Objectifs mondiaux des États membres: i) éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition; ii) éliminer la pauvreté et favoriser le progrès social et économique pour tous; et iii) gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles. Les résultats de l'évaluation contribueront à informer le processus de développement du nouveau cycle du CPP du Niger qui démarrera à la mi-2016.
- R2 L'équipe d'évaluation était composée de quatre évaluateurs indépendants et deux membres du Bureau de l'évaluation. Les profils des membres de l'équipe correspondaient aux domaines clés d'intervention de la FAO, identifiés pendant la phase préparatoire de l'évaluation: le développement rural, le changement climatique, l'élevage et le pastoralisme, la nutrition et le genre.
- R3 Au total, pendant la phase d'enquête, qui s'est déroulée entre novembre 2015 et janvier 2016, l'équipe a rencontré environ 300 personnes, aux niveaux central et décentralisé, incluant des représentants des institutions nationales, des organisations de la société civile, des organisations et fédérations paysannes, des bailleurs de fonds, des agences du Système des Nations Unies et d'autres agences internationales de développement. En outre, l'équipe d'évaluation a organisé des groupes de discussion avec les bénéficiaires sur des sites de projets sélectionnés dans cinq régions du Niger (sur un total de huit): Tahoua, Zinder, Maradi, Dosso et Tillabéri.
- R4 Selon l'indice de développement humain (IDH), le Niger est parmi les pays les plus pauvres du monde, avec un faible niveau d'éducation (le taux d'alphabétisme parmi les adultes est de 28,6% pour cent¹) et une couverture sanitaire limitée. Le pays enregistre un des plus forts taux de croissance démographique du monde (3,9 pour cent) se traduisant, entre autre, par une forte pression sur les ressources naturelles (RGP/H, 2012). Même dans les années excédentaires, une partie importante de la population se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire plus ou moins sévère. Durant la période couverte par l'évaluation, la malnutrition aiguë est demeurée à un niveau supérieur au seuil d'alerte (10 pour cent) et souvent proche du seuil d'urgence (15 pour cent). La prévalence de la malnutrition chronique a, quant à elle, dépassé systématiquement le seuil critique de 40 pour cent.
- R5 L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie nationale et représentait plus de 45 pour cent du PIB en 2010. Le sous-secteur de l'élevage est un secteur important pratiqué par 87 pour cent de la population active. Le socle de l'agriculture nigérienne est constitué de petites exploitations familiales qui développent des stratégies de diversification de manière à faire face aux nombreux risques auxquels elles sont soumises, au premier rang desquels l'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des événements climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, etc.).

Principales constatations

- R6 Les EPP abordent deux aspects principaux: i) le positionnement stratégique de l'Organisation, et ii) la contribution de la FAO aux Domaines prioritaires (DP) du Cadre de Programmation par pays (CPP). Les Domaines prioritaires identifiés par le CPP au Niger dans le cadre de la collaboration entre le Gouvernement nigérien et la FAO étaient: DP1) le renforcement de la résilience; DP2) l'accroissement, diversification et valorisation des productions et DP3) le renforcement des capacités des institutions du secteur rural. Ce résumé présente les constatations principales ainsi que les conclusions et recommandations de l'évaluation.

1 Taux d'alphabétisation 15 ans et plus, source: ECVMA - 2011, INS.

Pertinence et positionnement stratégique

- R7 Au cours de la période évaluée, le contexte institutionnel et politique au Niger a considérablement évolué avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement en avril 2011 et l'affirmation d'un engagement renforcé en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Cela s'est traduit par l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention centrée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dénommée «les Nigériens nourrissent les Nigériens» (i3N). Le programme de la FAO est en cohérence avec l'i3N qu'elle a largement supporté.
- R8 La nature multisectorielle de l'i3N facilite l'émergence de thématiques comme la nutrition et la protection sociale au niveau central et devrait contribuer à impliquer les ministères du développement rural sur ces questions transversales. La FAO doit jouer un rôle clé dans cette évolution. Pour ce qui concerne la nutrition, la FAO a renforcé ses équipes, elle est présente dans les réunions de coordination et a organisé différents ateliers pour faciliter l'adoption d'approches sensibles à la nutrition par les acteurs du secteur de la sécurité alimentaire et du développement rural. Pour ce qui relève de la protection sociale, le positionnement de la FAO au Niger n'a pas encore été clairement défini.
- R9 La nécessité de lier les interventions d'urgence et de développement est reconnue aujourd'hui par la majorité des acteurs rencontrés. Dans ce domaine, la FAO au Niger a un rôle à jouer car elle met en œuvre des actions humanitaires en réponse aux crises, tout en étant un partenaire clé du développement rural nigérien. Malgré cette double compétence, et l'intégration en 2013 de l'Unité des urgences dans la Représentation au niveau du pays, la capacité de l'Organisation à proposer des approches intégrées urgence-développement n'a pas été suffisamment exploitée.
- R10 Au Niger, bien que plusieurs interventions proposées par la FAO aient une large composante d'adaptation au changement climatique, la visibilité de sa contribution dans ce domaine, dont l'importance va croissante, est limitée. Le bureau pays n'a pas une expertise dédiée à cette thématique qui pourrait permettre à la FAO d'accroître sa contribution et sa visibilité dans ce domaine.
- R11 L'évaluation note positivement plusieurs collaborations entre les agences du SNU qui se sont concrétisées par des projets conjoints. La FAO a été parmi les promoteurs de l'Approche «Communes de convergence» (A2C), adoptée en 2013, qui est aujourd'hui une initiative phare du SNU et qui opérationnalise l'i3N au niveau communal. Les agences du SNU (et d'autres partenaires) à travers cette approche visent à planifier et mettre en œuvre de manière conjointe des interventions en faveur de la résilience à l'échelle des communes. Ce processus positif, qui est relativement nouveau, au moment de l'évaluation se limitait principalement à une convergence géographique.
- R12 La FAO met en œuvre ses interventions à travers des partenaires opérationnels (ONG et Organisations paysannes). En général, les partenaires apprécient positivement leur collaboration avec l'Organisation, mais les relations que la FAO établit avec ses partenaires, formalisées par des protocoles d'accord, relèvent principalement de la prestation de service et concernent des activités très ponctuelles. Les compétences des partenaires, (dans des domaines comme le genre ou la nutrition par exemple) sont insuffisamment valorisées par l'Organisation. Les modalités de collaborations, qui sont principalement de courte durée, ne facilitent pas un vrai engagement qui devrait se concrétiser par la prise en compte des avis des partenaires, de leurs propositions et de leurs connaissances du contexte.
- R13 Des expériences de projets conjoints avec le PAM pour lesquels les deux agences ont mis en œuvre leurs interventions à travers le même partenaire opérationnel ont montré des résultats très positifs et une amélioration des synergies des actions.
- R14 Le Niger bénéficie d'une attention particulière de l'Organisation avec plusieurs interventions provenant du siège et du Bureau régional d'Accra. Cette attention a contribué à enrichir le programme au niveau du pays avec des expériences innovantes. Cependant, l'attention portée au Niger par l'Organisation peut se traduire par une multiplication d'initiatives qui

ne renforcent pas nécessairement les capacités du Bureau pays. La modalité de mise œuvre adoptée pour l'Initiative régionale 1 (IR1) supportant l'Objectif stratégique 1 (OS1) offre un exemple positif d'un véritable renforcement du Bureau pays en ayant contribué à créer et financer les postes d'un Chargé des politiques et d'un nutritionniste. La valeur ajoutée de ces deux postes transversaux dans deux domaines clés l'intervention de la FAO au Niger a été très importante pour renforcer l'équipe pays. L'initiative Faim zéro a également fourni un appui au renforcement des capacités dans le domaine de la mobilisation de ressources.

- R15 Plusieurs partenaires pensent que la FAO a un rôle important à jouer, mais indiquent qu'elle n'est pas suffisamment active dans la recherche de financements. Malgré les opportunités existantes au niveau du pays pour la mobilisation de ressources, la FAO éprouve des difficultés à se positionner.

Renforcement de la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

- R16 Les entretiens conduits lors de l'évaluation montrent que le terme «résilience» est très présent dans les discours des différents acteurs étatiques et non étatiques sans qu'il y ait un réel consensus sur le sens à donner à ce terme. Le renforcement de la résilience justifie des actions dont la nature diffère en fonction des acteurs: pour certains, les activités d'appui à la production des ménages sont des activités étiquetées «résilience», pour d'autres ce sont les actions à caractère «social» qui renforce la résilience et pour d'autres encore sont les actions en réponse à des crises. Les travaux préparatoires du nouveau plan d'action 2016-2020 de l'i3N avaient également souligné que ce terme est compris de manière très variable selon les personnes, les acteurs et les secteurs. En outre, les discussions ont mis en évidence la nécessité d'une différenciation plus claire entre les interventions de prévention et de réduction de la vulnérabilité chronique d'une part et les réponses d'urgence d'autre part pour atteindre les objectifs poursuivis.² La reformulation du nouveau CPP devrait faire également cette distinction.
- R17 La sécurité alimentaire au Niger implique un grand nombre d'acteurs et d'institutions et plusieurs cadres de concertation.³ Pour la FAO, il est difficile d'assurer une présence efficace dans tous ces groupes à cause de la disponibilité limitée du personnel au niveau du Bureau de pays. Sa participation dans le Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA) apparaît diluée par rapport à celle d'autres agences. La FAO a efficacement contribué à la facilitation des clusters au niveau de Niamey et dans les régions où elle dispose de sous-bureaux.
- R18 Les actions pour le renforcement de la résilience ont surtout porté sur les cultures pluviales et irriguées, la distribution de «kits élevage», la mise à disposition d'aliments pour bétail, d'intrants zootechniques et de médicaments vétérinaires.
- R19 En général, les distributions de semences (pluviales et irriguées) reconduites chaque année rentrent dans une logique de réponse aux crises ponctuelles (vulnérabilité conjoncturelle). Elles pourraient également être conçues pour s'inscrire dans une démarche de réduction de la vulnérabilité structurelle en ciblant les mêmes ménages sur plusieurs années. Une mobilisation de fonds pluriannuels permettant de fournir un appui prévisible aux bénéficiaires pourrait inscrire cet appui dans une logique de protection sociale. Cela pourrait également permettre de mieux planifier les interventions, qui souffrent encore de retards dans les distributions, d'investir plus de temps dans le ciblage pour garantir sa qualité, dans le suivi des effets et impacts, mais également d'établir des collaborations avec les partenaires opérationnels sur une plus longue durée.
- R20 Parmi les différentes interventions de renforcement des moyens d'existence, les effets des distributions d'animaux se sont avérés être les plus durables. Les impacts positifs de ces actions observés par l'équipe d'évaluation incluent l'amélioration des revenus grâce aux ventes suite à l'augmentation du cheptel, l'amélioration du statut social des femmes

2 Plan d'action de l'i3N 2016-2020 p. 11.

3 Cluster SA piloté par le Ministère de l'agriculture, différents cadres de concertation du Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA) rattaché à la primature, groupes restreint Alliance ECHO, GTTR, GTI, etc.

vulnérables et la disponibilité du lait pour les enfants. Les animaux constituent également une épargne pour les ménages. En général, on note que les appuis de la FAO en faveur de l'élevage et du pastoralisme se sont limités à des actions d'urgence sans promouvoir dans le temps une articulation entre l'urgence et le développement permettant d'assurer leur durabilité, avoir plus d'impacts et renforcer la résilience des communautés vulnérables.

- R21 En général, il existe un certain consensus au niveau de la FAO et des partenaires sur la nécessité d'intervenir parallèlement dans plusieurs sphères de la vie des populations vulnérables pour renforcer leur résilience. Dans ce sens, la FAO promeut dans différents pays l'approche intégrée «Caisses de résilience» qui inclut trois composantes: technique, financière et sociale. Au Niger, cette approche fait écho à des interventions plus anciennes de la FAO comme les projets «Intrants» ou IARBIC. Les acquis de ces projets sont perceptibles dans les trois composantes de l'approche «Caisses de résilience».⁴ Pourtant les actions de renforcement de la résilience mises en œuvre sur la période n'ont pas eu toujours ce caractère intégré : les trois composantes ont été souvent mises en œuvre séparément, sur des zones ou pour des bénéficiaires différents.
- R22 Si la FAO s'est bien positionnée sur le plan institutionnel dans le domaine de la nutrition, au niveau opérationnel des efforts restent à faire. Dans ses interventions, la FAO inclut des actions de promotion de la nutrition, mais ces actions souvent ciblent peu de bénéficiaires, ne sont pas coordonnées avec celles conduites par d'autres acteurs, et sont confiées à des opérateurs qui n'ont pas une expérience consolidée dans ce domaine. Les ressources allouées à la nutrition demeurent trop marginales pour en mesurer l'impact.

Accroissement, diversification et valorisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques

- R23 La FAO enregistre un succès au Niger en ce qui concerne l'introduction de nouvelles approches et leurs adoptions. Cela a été possible grâce à l'existence de projets comme Intrants et IARBIC qui ont permis à la FAO d'avoir un financement sur une durée suffisamment longue. Ces projets ont largement impliqué les acteurs nationaux, en particulier les OP et le Ministère de l'agriculture, ce qui représente un élément important contribuant à l'appropriation des innovations et à leur durabilité. En outre, en lien étroit avec IARBIC, la FAO a mis en place au Niger le projet «Capitalisation de bonnes pratiques» qui a largement documenté et diffusé les expériences de l'Organisation sur des thématiques comme le warrantage, les boutiques d'intrants, la micro-dose et l'utilisation des engrais. La qualité et le dynamisme des personnes ayant travaillé à ces projets représentent un autre facteur clé de leur succès.
- R24 La diffusion de l'approche «Champs école paysans» (CEP) comme mécanisme de transmission des innovations et bonnes pratiques est un exemple de ce succès. Aujourd'hui, cette approche est utilisée par plusieurs programmes et projets de développement et le Ministère de l'agriculture est en train de développer un «Guide pratique du facilitateur des CEP». Une expérience pilote menée en 2013 pour introduire les Champs école pastoraux, bien que très pertinente dans le contexte du Niger, n'a pas abouti à des résultats visibles à cause de son échelle limitée et du manque de suivi.
- R25 La FAO a joué un rôle important dans l'appui aux dispositifs d'approvisionnement et de distribution des intrants agricoles. L'appui de la FAO a permis au Niger de disposer d'une Loi semencière. Sa contribution dans la formation et la mise en réseau des acteurs de la chaîne a permis de renforcer le dispositif national semencier. En outre, à travers les projets «Intrants» et IARBIC, l'Organisation a largement contribué à créer et étendre les réseaux de boutiques d'intrants améliorant la disponibilité en engrais au niveau national. En général, l'évaluation note que l'implication du secteur privé dans la commercialisation des intrants (semences et engrais) devrait être prise en considération dans la stratégie d'intervention pour améliorer la durabilité du système.
- R26 Les systèmes de productions irriguées ont été soutenus par des distributions de semences maraichères bénéficiant aux ménages vulnérables. Cependant, l'évaluation note que les

4 Par exemple les CEP pour le domaine technique, le warrantage pour le domaine financier et les clubs d'écoute Dimitra pour le domaine sociale.

investissements de la FAO dans la création/réhabilitation de périmètres irrigués ainsi que la vulgarisation de techniques modernes d'irrigation à faible coût (goutte à goutte) ont été faibles. L'arrivée récente au sein de l'équipe pays d'un expert dans ce domaine est un atout qui pourrait contribuer à développer ce secteur qui tient une place importante dans le nouveau Plan d'action de l'i3N (l'Axe 1 du nouveau plan concerne la maîtrise de l'eau) et est un élément clé pour faire face aux enjeux climatiques.

R27 L'évaluation a constaté un faible engagement de la FAO au Niger sur les étapes post-récolte (transformation et commercialisation). Une initiative pertinente d'appui à la commercialisation des produits est l'approche PAA (achats locaux) promue par la FAO en partenariat avec le PAM. Au Niger, la FAO a contribué à adapter l'approche au contexte rural du pays et à faciliter la mise en contact du PAM avec les organisations paysannes. Cependant, les faibles ressources mobilisées pour cette activité et la disponibilité limitée en personnel ne permettent pas à la FAO de participer pleinement à cette intervention.

Renforcement des capacités des institutions du secteur rural

R28 La FAO a fourni son soutien à l'i3N depuis sa création à travers la contribution au développement de son Plan d'investissement et la mise à disposition de quatre experts au niveau de l'HC-i3N. La relation de la FAO avec les ministères techniques et l'HC3N dès son lancement est une valeur ajoutée de l'Organisation.

R29 Durant la période analysée, la FAO a été chef de file des partenaires techniques et financiers (PTF) du Comité de pilotage multisectoriel des Programmes Stratégiques 1 (CMPS) devant contribuer à l'animation et à la coordination de l'Axe 1 de l'i3N «Accroissement des productions». Dans l'ensemble, les mécanismes de coordination de l'i3N n'ont pas été très dynamiques, et la faiblesse du CMPS1 en particulier, a engendré un manque d'espace de concertation sur les questions liées au développement du secteur rural.

R30 La FAO a contribué à une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques et programmes nationaux à travers plusieurs activités. La présence d'un expert nutrition au sein de la Représentation a permis à la FAO de contribuer à l'élaboration d'une PNSN qui inclut les dimensions de prévention portées par les secteurs de développement rural (agriculture et élevage). Les ateliers organisés dans le cadre du programme régional «Développer les capacités pour l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire» sont très pertinents et répondent à des besoins existants, mais leur mise en pratique reste faible. L'implication des universités ou des centres de formation présents au niveau national aurait pu accroître la pérennité de l'action.

R31 Le Niger est parmi les pays bénéficiant de l'initiative FIRST, un programme de partenariat entre la FAO et l'UE. Ce programme vise à renforcer les capacités des gouvernements et des organisations régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que de mise en œuvre de politiques agricoles durables, sous la forme d'un appui aux politiques et au renforcement de capacités. Au Niger FIRST mettra à disposition du Gouvernement un expert international sur la nutrition et un fonctionnaire international en charge de politiques (P4) qui seront basés à l'HC3N. FIRST permettra à la FAO et à l'UE de mieux supporter le Gouvernement dans ce domaine.

R32 Dans le domaine des statistiques, la mise en place de CountrySTAT a contribué à améliorer la disponibilité et l'accessibilité des données statistiques concernant le secteur rural. Malgré la pertinence du projet et les résultats obtenus, son appropriation par les institutions nationales reste limitée.

R33 La FAO est un partenaire très proche des OP qui a constamment appuyé le renforcement de leurs capacités et a été capable de proposer des actions sur la durée répondant à leurs besoins. La mise en place dans le cadre du projet IARBIC d'un fonds de garantie pour faciliter l'accès au crédit et l'initiative CoOPéquité qui a facilité la participation des OP aux processus décisionnels et, en particulier, au développement de la Loi d'orientation agricole, sont considérées comme des initiatives très importantes par les OP. Si les fédérations des OP au niveau central émergent comme des structures dynamiques, au niveau local les capacités des OP sont faibles et les actions de renforcement de leurs capacités devraient se poursuivre.

Genre

- R34 La prise en compte du genre dans l'intervention de la FAO est faite principalement à travers l'inclusion de femmes parmi les bénéficiaires des interventions, mais des analyses de genre ne sont pas conduites au cours de la conception des projets.
- R35 L'évaluation a constaté sur le terrain les acquis de projets antérieurs, tels que les projets IARBIC, «Capitalisation des bonnes pratiques» et, plus récemment, l'initiative CoOPéquité, qui ont affronté la question des inégalités de genre en agriculture au travers: de formations d'organisations paysannes, de faïtières et de services techniques sur le genre; et, la promotion d'innovations telles que le warrantage afin de permettre aux petits producteurs, et en particulier aux femmes, d'améliorer leur moyen d'existence.
- R36 Dans le domaine du genre, la FAO a promu la création de clubs d'écoute Dimitra. Au Niger, il existe actuellement près de 1 000 clubs d'écoute communautaires fonctionnels. L'ensemble des femmes et des hommes membres des clubs Dimitra rencontrés reconnaissent unanimement que les clubs ont induits des changements positifs dans leurs communautés, parmi lesquels: une certaine cohésion sociale; une plus grande participation des femmes à la prise de décisions dans les villages; et, dans certains cas, une réduction de la charge du travail ou de la pénibilité des tâches attribuées généralement aux femmes à travers une contribution majeure des hommes. Les clubs pourraient mettre davantage en évidence les causes sous-jacentes des inégalités entre hommes et femmes afin de bousculer certaines pratiques au niveau communautaire et aboutir à un changement positif durable. L'approche des clubs d'écoute reçoit une reconnaissance croissante de la part d'autres programmes de la FAO, ainsi que des partenaires techniques et financiers (BM et FEM), pour son rôle de mobilisation communautaire et d'autonomisation sensible au genre, et vient en appui à d'autres projets dans le domaine de l'égalité hommes-femmes.

Conclusions

Conclusion 1: Le Niger - un pays prioritaire pour la FAO

Pays parmi les plus pauvres du monde selon l'IDH, au Niger, la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeure un défi central. Ce défi est identifié comme une priorité nationale et le gouvernement s'est fortement engagé pour le relever. Le Niger est un pays prioritaire pour la FAO et bénéficie d'une attention particulière du siège et du Bureau régional qui se traduit par son inclusion dans plusieurs initiatives régionales et internationales. Dans sa configuration actuelle, la représentation de la FAO apparaît en manque de ressources humaines et financières pour être en mesure d'accompagner de manière pertinente le pays dans sa démarche. La capacité limitée au sein de la Représentation au niveau de la mobilisation de ressources, de la conception de projets et de la gestion des opérations limitent fortement la capacité de la FAO à jouer le rôle technique de référence que les partenaires attendent d'elle.

Conclusion 2: Appui i3N

La FAO a su accompagner les changements institutionnels marqués par l'adoption de la stratégie de l'i3N. Elle a également contribué à la conceptualisation de l'approche «Communes de convergence», qui constitue une démarche concrète des agences de SNU (et d'autres partenaires) pour la mise en œuvre de l'i3N portée par la volonté de créer des synergies en faveur du renforcement de la résilience et d'harmoniser leurs interventions. Les ComdeCo bénéficient d'une forte visibilité et constitue une opportunité pour montrer les expertises que l'Organisation peut offrir. Cela devrait faciliter la mobilisation de ressources additionnelles qui est nécessaire pour une participation accrue de la FAO dans l'opérationnalisation de cette approche.

Conclusion 3: Contribution à la coordination des acteurs œuvrant dans la sécurité alimentaire et le développement rural

La FAO a efficacement contribué à la facilitation du cluster sécurité alimentaire, mais sa contribution dans d'autres groupes de concertation dans ce domaine a été plus diluée. L'Organisation n'a pas été capable d'assurer une participation consistante et à un niveau suffisamment élevé pour la prise de positions ou décisions. Une participation active dans les cadres de concertations est essentielle pour assurer la visibilité de la FAO et contribue également à la perception que les partenaires ont

de l'Organisation. La FAO a également un rôle à jouer dans la redynamisation des espaces de discussion relatives aux enjeux du développement rural au niveau de l'IGN.

Conclusion 4: Des domaines de travaux émergents - la nutrition et la protection sociale

La nutrition et la protection sociale sont des domaines de travail émergents au Niger. Dans le domaine de la nutrition, la FAO a su, au cours de la période analysée, se positionner parmi les acteurs au niveau national. Des efforts doivent encore être réalisés pour assurer l'intégration de la nutrition dans les interventions de la FAO et pour faciliter l'implication des partenaires du secteur rural. Dans le domaine de la protection sociale, qui devient de plus en plus important au Niger, la FAO n'a pas encore défini son rôle et sa valeur ajoutée par rapport aux autres intervenants.

Conclusion 5: Un capital d'expériences à valoriser

Le Niger a constitué pour l'Organisation un laboratoire de développement et diffusion de bonnes pratiques et d'innovations pendant plusieurs années à travers des projets de développement pluriannuels. La richesse des expériences de la FAO au Niger est reconnue par les acteurs nationaux du développement rural, mais ignorée par d'autres (par exemple par les acteurs impliqués principalement dans la réponse aux crises ou par certains bailleurs de fonds). Cela nuit à la construction de l'image de la FAO, à la mobilisation de fonds et à l'établissement de partenariats équilibrés. Les acquis de la FAO dans les projets de développement sont insuffisamment utilisés pour proposer des approches intégrées pour le renforcement de la résilience.

Conclusion 6: Élevage et pastoralisme – un secteur central au Niger

Les appuis de la FAO en faveur de l'élevage et du pastoralisme, secteur clé pour l'économie nationale et pour la résilience des populations, se sont principalement limités à des actions d'urgence. Un investissement conséquent dans des projets plus structurants et une meilleure articulation entre les actions d'urgence et de développement sont nécessaires pour assurer la durabilité, avoir plus d'impacts et renforcer la résilience des communautés vulnérables. Les Champs écoles pastoraux sont une approche très pertinente par rapport au contexte du Niger, mais leur diffusion a été limitée.

Conclusion 7: Les partenariats

La FAO n'a pas de stratégie partenariale établie avec les ONG. Les collaborations sont limitées à des activités ponctuelles. Des collaborations de plus longue durée, ouverte à l'avis et aux propositions des partenaires dans un dialogue sur l'ensemble du cycle de projet permettraient d'améliorer les résultats des interventions. La contractualisation avec le même partenaire opérationnel que le PAM, lorsque les deux organisations travaillent sur les mêmes terrains, est une stratégie pertinente qui a donné des résultats positifs et a facilité les synergies sur le terrain.

Conclusion 8 : L'intégration du genre dans le programme de la FAO

Plusieurs projets de la FAO se sont attaqués aux inégalités de genre en agriculture et les femmes ont été quelques fois seules bénéficiaires de certaines initiatives. Cependant, malgré les acquis, la prise en compte des questions de genre dans la formulation de projets/programme n'est pas systématique. Des analyses genre ne sont pas conduites dans la phase de conception des projets. En outre, les capacités de l'équipe pays dans ce domaine nécessite d'être renforcées.

Recommandations

Huit recommandations ont été développées sur la base des constatations principales et des conclusions.

Recommandation 1: Le Niger – un pays prioritaire pour la FAO

En tant que pays prioritaire, l'Organisation devrait renforcer les capacités du Bureau pays dans la mobilisation de ressources, le développement du programme ainsi qu'au niveau opérationnel. Cet investissement pourrait permettre à terme à la FAONE d'accéder davantage aux ressources disponibles au niveau pays et de jouer pleinement son rôle. Dans la mise en place des initiatives/

projets mondiaux et régionaux, les divisions au Siège et le Bureau régional devraient améliorer les synergies et privilégier la création de postes dans des domaines transversaux (comme par exemple le genre ou l'accompagnement des organisations paysannes) à la place de points focaux de projets individuels.

R37 La première recommandation, qui concerne le renforcement du Bureau pays, est une priorité qui conditionne la mise en œuvre des autres recommandations émises par l'évaluation. Le Niger est un contexte complexe où intervient une multiplicité d'acteurs humanitaires et de développement. Il bénéficie d'une attention des bailleurs de fonds qui se traduit par des opportunités en termes de mobilisation de ressources. Le Bureau pays devrait tirer profit de ces opportunités pour mieux appuyer le pays. Pour ce faire, le renforcement de capacités dans la mobilisation de ressources, la conception de projets et la gestion des opérations est essentiel. Dans certains pays, ces fonctions sont généralement supportées par le Représentant adjoint, mais ce poste ne figure pas actuellement dans l'organigramme du Bureau de la FAONE.

Recommandation 2: Appui i3N

2a: Le nouveau CPP devrait continuer à s'aligner sur l'i3N. Le document devrait explicitement faire la distinction entre vulnérabilité chronique, faisant recours à des interventions de développement à long terme ou à des actions de protection sociale, et vulnérabilité conjoncturelle, qui nécessite des réponses d'urgence. La mobilisation de financements pluriannuels devrait être une priorité pour mettre en œuvre des interventions adaptées.

2b: Le nouveau CPP devrait prendre en compte les ComdeCo. La FAO devrait maintenir son appui au HC-i3N tout en renforçant son positionnement opérationnel. Les ComdeCo bénéficiant d'une grande visibilité, la FAO devrait présenter les interventions favorables à la résilience qu'elle peut programmer à l'échelle communale dans une démarche active de recherche de financement. L'approche ComdeCo ne doit pas être une approche exclusivement onusienne. La FAO devrait favoriser l'implication des ministères techniques du secteur rural dans les ComdeCo; continuer, en collaboration avec les autres agences du SNU, à supporter l'i3N dans le renforcement des cadres de concertation au niveau local ; et encourager la venue d'autres intervenants.

Recommandation 3: Contribution à la coordination des acteurs œuvrant dans la sécurité alimentaire et le développement rural

La FAO devrait s'impliquer davantage dans l'animation des espaces de dialogue sur les questions du développement rural. Elle devrait mobiliser plus fortement ses partenaires du développement rural dans les mécanismes de coordination de l'i3N. En outre, la FAO devrait renforcer sa participation dans les groupes de coordination sur la sécurité alimentaire au niveau central, en assurant une participation active et continue. Enfin, la FAO devrait continuer à supporter les efforts de coordination au niveau décentralisé.

Recommandation 4: Des domaines de travaux émergents - la nutrition et la protection sociale

La FAO devrait consolider son positionnement au niveau national dans le domaine de la nutrition. Pour cela, la présence de d'AT-Nutrition est essentielle pour assurer la participation dans les cadres nationaux de coordination et les groupes de travail pour la nutrition. L'AT-Nutrition devrait être impliqué dans la formulation des projets de sécurité alimentaire et de développement rural, et du prochain CPP. La FAO devrait continuer à encourager les ministères des secteurs ruraux à prendre en considération la nutrition dans leur politique et programmes sectoriels. En outre, elle devrait essayer de mobiliser des financements dédiés spécifiquement à la nutrition dans ses interventions au niveau du terrain. Dans le domaine de la protection sociale, la FAO devrait définir, avec ses partenaires du secteur rural, son positionnement stratégique, sa déclinaison opérationnelle et prendre sa place parmi les différents acteurs en défendant sa valeur ajoutée et le rôle qu'elle compte jouer. La protection sociale devrait être prise en compte dans le nouveau CPP.

Recommandation 5: Un capital d'expériences à valoriser

La FAO devrait utiliser les acquis de son programme au Niger pour proposer des approches intégrées pour renforcer la résilience des populations. La FAO devrait continuer à capitaliser les bonnes pratiques et diffuser les leçons apprises. Elle devrait également maintenir un dialogue constant et assidu avec les bailleurs de fonds présents au Niger pour promouvoir les compétences de l'Organisation.

Recommandation 6: Élevage et pastoralisme – un secteur central au Niger

La FAO devrait s'investir davantage dans le secteur du pastoralisme à travers la promotion dans le temps d'une meilleure articulation entre les interventions d'urgence et de développement. Elle devrait soutenir davantage les Institutions nationales dans ce domaine à travers l'accompagnement des politiques et stratégies nationales par exemple en matière de santé animale, de sécurisation du foncier pastoral, de sécurisation de la mobilité pastorale et des ménages pastoraux et promouvoir des filières animales innovants. En outre, elle devrait réintroduire l'approche Champs école pastoraux vu sa pertinence par rapport au contexte national.

Recommandation 7: Les partenariats

La FAO devrait revoir la modalité de sélection et d'engagement avec les partenaires opérationnels. Elle devrait investir davantage dans une stratégie partenariale, s'engager dans des collaborations pluriannuelles et évaluer les performances et besoins de renforcement de capacités de ses partenaires. Dans le domaine de la nutrition, la FAO devrait rechercher des partenaires présents dans les zones d'intervention, ayant déjà des capacités en nutrition et mobiliser leurs compétences. Dans les communes de convergences, la contractualisation avec les opérateurs déjà impliqués sur des initiatives du PAM devrait être favorisée. La FAO devrait également s'assurer que ses partenaires aient les compétences nécessaires dans le domaine du genre et que ces compétences soient valorisées dans la collaboration.

Recommandation 8 : L'intégration du genre dans le programme de la FAO

La FAO devrait veiller à une prise en compte des questions de genre dans toutes les étapes du processus de conception et mise en place des projets et songer à diffuser sa politique et ses stratégies «genre» au sein de la Représentation ainsi qu'au niveau des partenaires de mise en œuvre des programmes et projets. Pour assurer l'adoption d'une approche genre dans ses interventions, la FAO devrait renforcer les capacités de l'équipe pays, par exemple à travers des formations. Elle pourrait également créer des synergies avec les structures nationales existantes pour bénéficier de leurs capacités dans ce domaine.

1. À propos de cette évaluation

1.1 Justification et finalité de l'évaluation

- 1 Cette évaluation fait partie d'une série d'Évaluations des programmes de pays (EPP) conduites par le Bureau de l'évaluation (OED) de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). La finalité principale de ces évaluations est de contribuer à mieux orienter le programme de la FAO au niveau d'un pays, afin de le rendre plus pertinent aux besoins de ce dernier, et de renforcer l'impact des efforts de l'Organisation vers la réalisation des Objectifs mondiaux des États membres.
- 2 Le programme de la FAO au Niger a été sélectionné pour faire l'objet d'une EPP suite à un processus de concertation qui a impliqué le Bureau régional pour l'Afrique (RAF) et différentes divisions au sein de l'Organisation. Les résultats de cette évaluation contribueront à informer le processus de développement du nouveau Cadre de programmation par pays (CPP) du Niger qui démarrera à la mi-2016.

1.2 Portée de l'évaluation

- 3 L'évaluation couvre l'ensemble des interventions de la FAO mises en œuvre au Niger dans le cadre du CPP 2013-2016. Pour avoir une prospective plus ample, l'équipe d'évaluation a décidé d'étendre l'analyse à la période 2011-2016 afin de pouvoir prendre en considération le projet «Intensification de l'agriculture par le renforcement des boutiques d'intrants coopératives» (IARBIC) qui a été une des interventions clés de la FAO au Niger.
- 4 En tant qu'évaluation du programme, l'analyse ne s'est pas concentrée sur des projets spécifiques, mais a examiné la contribution globale de la FAO aux résultats dans les Domaines prioritaires (DP) identifiés par le CPP.

1.3 Les questions principales de l'évaluation

- 5 Les Évaluations du programme de pays (EPP) abordent deux aspects principaux: i) le positionnement stratégique de l'Organisation, et ii) la contribution de la FAO aux Domaines prioritaires du CPP. Pendant la phase préparatoire, une série de questions autour de ces deux aspects ont été développés pour guider l'évaluation, dont les principales sont:
 - Dans quelle mesure le programme de la FAO répond-il aux priorités et besoins du Niger?
 - Quels sont les avantages comparatifs de la FAO au niveau du pays et dans quelle mesure ses interventions valorisent-elles ces avantages?
 - Dans quelle mesure les partenariats engagés par la FAO en particulier avec les structures étatiques, les autres agences du Système des Nations Unies (SNU) et les organisations de la société civile ont-ils été complémentaires et synergiques?
 - Les actions de la FAO sont-elles pertinentes? Quels ont été les effets et les impacts de ces interventions et ont-ils induit des changements durables?
 - Dans quelle mesure le programme de la FAO a-t-il fait le lien entre l'urgence et le développement?
 - Dans quelle mesure le soutien fourni par les initiatives mondiales et régionales de la FAO a-t-il été complémentaire au programme national pour atteindre les résultats du CPP? Y a-t-il eu une cohérence entre les différentes interventions au sein de l'Organisation?

1.4 Processus et méthodologie

- 6 L'évaluation a débuté en septembre 2015 par une mission préparatoire. La phase d'enquête s'est déroulée entre décembre 2015 et janvier 2016.

- 7 L'équipe d'évaluation était composée de quatre évaluateurs indépendants et deux membres du Bureau de l'évaluation de la FAO (OED). Les profils des membres de l'équipe correspondent aux domaines clés d'intervention de la FAO et ont été identifiés pendant la phase préparatoire. Les domaines d'expertise des membres de l'équipe touchent le développement rural, le changement climatique, l'élevage et le pastoralisme, la nutrition et le genre.
- 8 Au total, pendant la phase d'enquête, l'équipe a rencontré environ 300 partenaires de la FAO aux niveaux central et décentralisé incluant des partenaires du gouvernement, de la société civile, des organisations et fédérations paysannes, des bailleurs de fonds, des agences du SNU et d'autres agences internationales de développement (voir la liste de personnes rencontrées en Appendice 3).
- 9 L'évaluation a couvert le programme mis en œuvre par la FAO sur une période de 5 années. Le nombre de sites que l'équipe a pu visiter est limité par rapport à l'ampleur du programme et l'étendue du pays. Des choix ont été nécessaires. La sélection des sites de projet visités a été faite en s'assurant d'avoir une vue d'ensemble, la plus complète possible, des différents types d'interventions et une représentation géographique des différentes régions. La situation sécuritaire qui limite les visites de terrain dans certaines zones, en particulier, le Nord du pays (Agadez) et Diffa a été également prise en compte. Au total, l'équipe d'évaluation a visité cinq régions (sur un total de huit): Tahoua, Zinder, Maradi, Dosso et Tillabéri. Dans chaque région, des sites représentatifs des activités de la FAO ont été sélectionnés en concertation avec le Bureau de pays.⁵ Sur les sites visités l'équipe a conduit des entretiens semi-structurés avec des informateurs clés et des groupes de discussion avec les bénéficiaires et l'ensemble des communautés.
- 10 Vu le nombre important de partenaires opérationnels de la FAO au Niger, un questionnaire a été élaboré pour recueillir leurs avis concernant leur collaboration avec l'Organisation dans la mise en œuvre des projets. Le questionnaire a inclus également des questions destinées aux partenaires qui participent aux réunions du Cluster/groupe thématique Sécurité Alimentaire (Cluster SA) concernant son fonctionnement et sa valeur ajoutée. Au total, 81 partenaires ont répondu à ce questionnaire pour un taux de réponses de 33%.
- 11 Un questionnaire spécifique, incluant principalement des questions ouvertes a été développé et envoyé à 12 fédérations/structures représentant les organisations paysannes (OP). L'avis de dix de ces fédérations/structures concernant différentes interventions de la FAO a ainsi pu être recueilli.
- 12 L'analyse a bénéficié des résultats de deux autres évaluations conduites par l'OED durant les mois précédents la phase d'enquête, à savoir: l'Évaluation finale du programme Amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim (2012-2015) et l'Évaluation du mécanisme d'appui aux programmes multidonateurs de la FAO (FMM). Enfin, les résultats de l'étude *Bilan et performance des boutiques d'intrants et des organisations de producteurs au Niger* réalisée par l'équipe IARBIC ont également été pris en compte.
- 13 Pour assurer l'appropriation au niveau national du processus et des résultats de la présente évaluation, un Groupe consultatif a été mis en place. Ce groupe était composé des représentants du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (*les Nigériens Nourrissent les Nigériens*) (HC-i3N), du Ministère de l'agriculture, du Ministère de l'élevage, du Ministère de l'environnement, du Ministère de la population, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant ainsi que du Dispositif national de prévention et gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNGCCA).

5 Dans ces sites l'équipe a pu visiter des activités des projets suivants: EP/INT/606/GEF, GCP/INT/130/EC, GCP/NER/042/EC, GCP/NER/047/MUL, GCP/NER/056/MUL, GCP/RAF/464/SPA, GCSP/NER/043/MNC, OSRO/NER/006/BEL, OSRO/NER/010/SWE, OSRO/NER/305/NOR, OSRO/NER/308/UNJ, OSRO/NER/402/NOR, OSRO/NER/404/SWE, OSRO/NER/405/USA, OSRO/NER/406/FRA, OSRO/NER/408/CHA, OSRO/NER/501/FRA, OSRO/RAF/309/EC, TCP/NER/3403, UNJP/NER/057/UNJ.

1.5 Structure du rapport

- 14 Une description du contexte du pays et un aperçu du programme de la FAO sur la période 2011-2015 sont présentés en chapitre 2 du rapport. Le chapitre 3 analyse le positionnement stratégique de la FAO au Niger, à savoir: la pertinence globale du programme par rapport aux priorités nationales, l'avantage comparatif de l'Organisation, les partenariats développés avec les structures étatiques, les autres agences du SNU et les partenaires opérationnels. Le chapitre 4 analyse les contributions de la FAO aux Domaines prioritaires du CPP et apprécie l'intégration du genre, thème transversal dans le CPP, dans les interventions de la FAO. Ce chapitre suit dans ces grandes lignes la structure du CPP avec ses effets et produits. Enfin, les modalités de travail de la FAO, incluant la cohérence et les synergies internes à l'Organisation, sont discutées dans le dernier chapitre.

2. Le contexte et la FAO au Niger

2.1 Contexte national

2.1.1 Sécurité alimentaire et nutritionnelle

- 15 Selon l'indice de développement humain (IDH), le Niger est parmi les pays les plus pauvres du monde avec un faible niveau d'éducation (le taux d'alphabétisme parmi les adultes est de 28,6% pour cent⁶) et une couverture sanitaire limitée. Environ 80 pour cent de la population (sur un total de 17 millions) vit en milieu rural. Le pays enregistre un des plus forts taux de croissance démographique du monde (3,9 pour cent) se traduisant, entre autres, par une forte pression sur les ressources naturelles (RGP/H, 2012).
- 16 Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au pays reste un défi. En effet, même dans les années excédentaires, une partie importante de la population se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire plus ou moins sévère. La principale menace pour la sécurité alimentaire provient de l'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des événements climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, etc.). Ainsi, au cours des quarante dernières années, la vie au Niger a été émaillée par des crises alimentaires récurrentes. Ces phénomènes considérés autrefois comme exceptionnels (années 70 et 80) sont actuellement de plus en plus fréquents (2005, 2009, 2011). L'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire constituera dans le futur une préoccupation majeure pour le Sahel en général et pour le Niger en particulier.

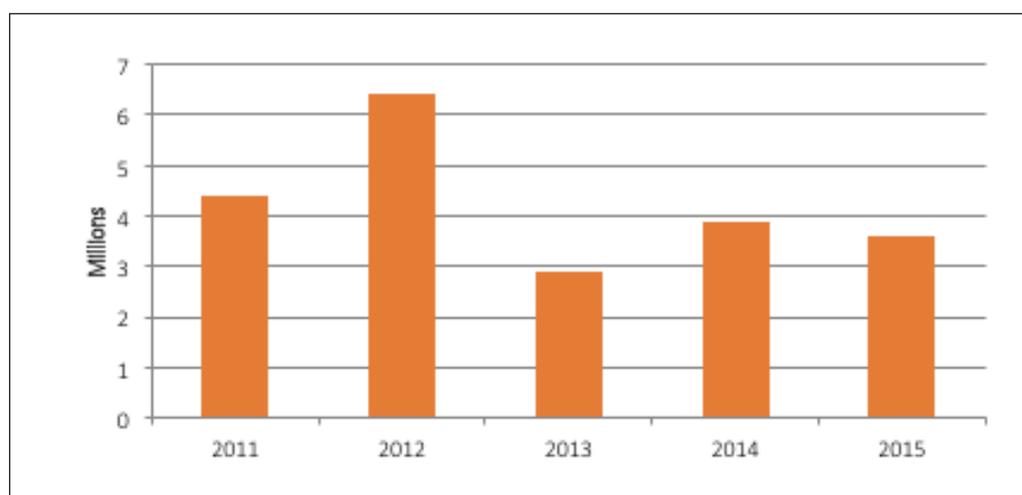


Figure 1: Personnes en insécurité alimentaire sévère ou modérée

Source: OCHA

- 17 La crise de 2005 avait révélé une situation nutritionnelle alarmante au Niger. Dix ans plus tard, la situation n'a guère évolué avec 15 pour cent des enfants de 6-59 mois souffrant de malnutrition aiguë globale et 46,4 pour cent de malnutrition chronique. Depuis 2008, la malnutrition aiguë demeure à des taux supérieurs au seuil d'alerte (10 pour cent) et souvent proches du seuil d'urgence (15 pour cent) de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). La prévalence de la malnutrition chronique dépasse, quant à elle, systématiquement le seuil critique de 40 pour cent (figure 2). Par ailleurs, les données disponibles montrent que les carences en micronutriments sont multiples et fréquentes: 75 pour cent des enfants et 46 pour cent des femmes en âge de procréer sont touchés par l'anémie⁷ et la carence en vitamine A concerne 60 pour cent des enfants en âge préscolaire.⁸

6 Taux d'alphabétisation 15 ans et plus, source : ECVMA - 2011, INS.

7 EDSN-MICS IV 2012

8 WHO Global Database on Vitamin A Deficiency 2009

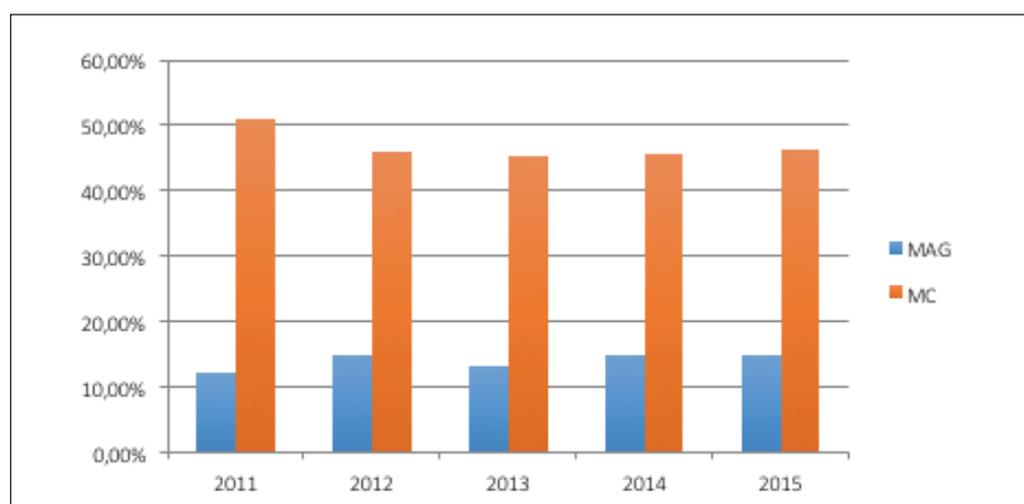


Figure 2: Évolution de la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) et chronique (MC) chez les enfants de 6 à 59 mois

Sources: REACH Niger 2014 et ENISED 2015

2.1.2 Le secteur rural

- 18 L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie nationale et représentait, avec plus de 1 000 milliards de FCFA, plus de 45 pour cent du Produit intérieur brut (PIB) en 2010. Le socle de l'agriculture nigérienne est constitué de petites exploitations familiales qui développent des stratégies de diversification de manière à faire face aux nombreux risques auxquels elles sont soumises. Elles combinent des cultures pluviales (mil ou sorgho en association avec des légumineuses comme le niébé ou l'arachide) et des cultures irriguées (oignon et autres cultures maraichères, riz) ou de décrues. Les cultures irriguées sont en croissance et représentent 30 pour cent de la production agricole et 90 pour cent des exportations du secteur.
- 19 Le sous-secteur de l'élevage représente 13 pour cent du PIB national et 40 pour cent du PIB agricole. Ces chiffres démontrent l'importance macro-économique de l'élevage pour le pays. On considère que environ 80 pour cent des nigériens habitent en zone rurale et que l'élevage est pratiqué par 87 pour cent de la population active (avec environ 35 millions de têtes de bétail). Le bétail est la principale source de recettes d'exportation du secteur primaire.
- 20 Les contraintes qui limitent les performances du secteur rural qui s'ajoutent aux conditions climatiques défavorables sont:⁹ i) un système d'approvisionnement et de distribution qui n'assure pas la disponibilité d'intrants de qualité adéquate et en quantité suffisante à des prix accessibles; ii) une insuffisance de technologies répondant aux besoins des producteurs; iii) la faiblesse du système de gestion intégrée des filières vivrières; iv) la faiblesse du tissu agro-industriel et l'absence de débouchés sûrs ne stimulent pas les investissements; v) des ressources financières peu accessibles; vi) l'insuffisance de mesures de soutien, de protection et d'accompagnement des producteurs; et vii) la compétition entre les systèmes de production agricole et pastorale.
- 21 Les ressources en eaux souterraines et de surface sont fortement affectées par les effets de la variabilité climatique se traduisant par une diminution des stocks d'eau. Ainsi, la mobilisation et la gestion intégrée et durable des ressources en eau constituent un impératif pressant pour gérer l'impact négatif de la variabilité climatique. Allié aux menaces qui pèsent sur l'approvisionnement en eau, le raccourcissement des périodes de croissance des cultures risque de provoquer des pertes considérables dans la production végétale et animale. Les sécheresses mettent en péril tous les efforts des producteurs et particulièrement des pasteurs. Lorsque le troupeau disparaît, c'est la totalité des moyens de subsistance des familles qui s'effondre. La transhumance transfrontalière est parmi les stratégies utilisées par les éleveurs pour faire face à l'insécurité alimentaire du cheptel.

2.1.3 Le contexte institutionnel

- 22 Au cours de la période évaluée, le contexte institutionnel et politique au Niger a considérablement évolué avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement en avril 2011 et l'affirmation d'un engagement renforcé en faveur de la sécurité alimentaire dans le pays. Cela s'est traduit par l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention centrée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, *les Nigériens nourrissent les Nigériens (i3N)*,¹⁰ et de son Plan d'investissement pour la période 2012-2015.
- 23 La mise en place de la nouvelle stratégie a été accompagnée par la création du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N (HC-i3N), une institution en mesure de jouer un rôle de coordination et de faciliter le pilotage d'initiatives multisectorielles pouvant contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. La volonté politique du gouvernement a bénéficié d'un soutien affirmé de l'ensemble des partenaires techniques et financiers (PTF)¹¹ et les financements reçus dépassent les coûts prévisionnels envisagés dans le Plan d'Investissement (119 pour cent).

Tableau 1: Source de financement i3N (milliards de FCFA)

Source	Financement	% sur total
État	278,65	23,33
PTF bilatéraux	333,05	27,89
PTF multilatéraux	528,89	44,28
Fonds commun des donateurs	51,48	4,31
Bénéficiaires	2,29	0,19
Total	1 194,36	100

Source: Bilan 2011-2015 de mise en œuvre de l'i3N

2.1.4 La nutrition - un nouveau cadre politique pour appréhender une situation nutritionnelle toujours préoccupante

- 24 La lutte contre la malnutrition est reconnue au Niger comme une priorité nationale; l'engagement du pays s'est concrétisé par l'adhésion en 2011 au mouvement pour le renforcement de la nutrition SUN,¹² à l'initiative REACH,¹³ mais également par l'adoption en 2005 (puis la révision en 2012) du protocole national de Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA).
- 25 Le PCIMA est un programme de large envergure, conduit, avec l'aide de partenaires, sur la totalité du territoire national. Il a pu contribuer à la réduction observée des taux de mortalité infantile au Niger, mais cette approche essentiellement curative portée par la Direction de la nutrition du Ministère de la santé publique ne permet pas d'assurer une prévention efficace de la malnutrition. Les causes de la malnutrition sont multiples, liées aux déficits alimentaires chroniques, à la pauvreté, aux pratiques de soins défavorables

10 Les cinq axes de l'i3N sont: i) l'accroissement et diversification des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques; ii) l'approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires; iii) l'amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et catastrophes; iv) l'amélioration de l'état nutritionnel des nigériennes et des nigériens; et, v) la création d'un environnement favorable à la mise en œuvre de l'Initiative 3N.

11 Le plan a été favorablement accueilli et soutenu par les bailleurs de fonds lors d'une table-ronde des bailleurs de fonds (11-12 novembre 2012 à Paris).

12 Scaling Up Nutrition

13 REACH (Renew Effort Against Child Hunger and Undernutrition) est une initiative de quatre agences du SNU (FAO, OMS, PAM et UNICEF) qui appuie, à leur demande, les gouvernements des pays à fort taux de malnutrition pour intensifier les interventions en faveur de la nutrition des enfants et des femmes en proposant, sous la direction des gouvernements, un partenariat et une coordination des actions des agences du SNU, des partenaires au développement, et de la société civile.

aux enfants et aux femmes, aux maladies infectieuses et parasitaires intervenant dans un environnement défavorable (faible accès à la santé, à l'eau potable et à l'assainissement, à l'éducation).

- 26 Conscient que des interventions multisectorielles sont nécessaires pour réduire la prévalence de la malnutrition, le Gouvernement nigérien s'est engagé depuis 2011 à développer une approche mobilisant l'ensemble des secteurs pouvant contribuer à l'amélioration de la situation nutritionnelle. Cette démarche a été portée par un comité multisectoriel¹⁴ de l'i3N et elle a bénéficié de l'appui technique de l'initiative REACH. Elle a permis d'élaborer la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN), qui, au moment de l'évaluation, avait été validée techniquement mais qui devait encore être adoptée par le gouvernement, et être déclinée en plans d'actions chiffrés. La PNSN sera le cadre politique des interventions de l'Axe 4 de l'i3N.
- 27 L'engagement n°3 de la PNSN relève de la responsabilité des ministères de l'agriculture et de l'élevage et concerne l'amélioration de «la disponibilité, de l'approvisionnement et de la consommation d'aliments diversifiés, pour garantir une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate aux enfants de moins de cinq ans, aux adolescentes et adolescents, aux femmes enceintes et allaitantes et ceci durant les différentes périodes de l'année y compris la période de soudure».

2.1.5 La protection sociale - une thématique émergente sur la période

- 28 Au Niger, une grande partie de la population, en particulier en zone rurale, vit en dessous du seuil national de pauvreté et subit de manière régulière des chocs qui la contraignent à adopter des stratégies néfastes qui aggravent sa vulnérabilité face aux crises alimentaires et limitent sa capacité à contribuer à l'économie nationale. En période de soudure ou en réponse aux crises, des interventions d'ampleur croissante de soutien aux ménages vulnérables se succèdent, mobilisant des distributions de vivres ou des transferts monétaires. Aujourd'hui, les acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger s'entendent sur les limites de ces actions à court terme. Un consensus émerge sur la nécessité d'adopter des mécanismes à long terme, prévisibles, qui s'inscrivent dans une logique d'investissement social.
- 29 Il s'agit donc de faire évoluer les interventions de filets de sécurité alimentaire (ponctuelles, en réponse à un choc) développées par différents acteurs (organisations non gouvernementales - ONG, agences du SNU) vers des programmes permanents, portés par le gouvernement, permettant de garantir un revenu minimum aux ménages.
- 30 Ce constat intervient alors que la protection sociale est une thématique qui prend de l'ampleur au niveau du pays. Le Niger a inscrit le droit à la protection sociale dans la Constitution de 2010 et a adopté en septembre 2011 une Politique nationale de protection sociale (PNPS), dont le premier axe concerne la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Plan de développement économique et social (PDES) 2012-2015 accorde une place importante à ce domaine.
- 31 L'opérationnalisation de la PNPS soulève des difficultés stratégiques, institutionnelles, de coordination et de financements. De nombreux partenaires techniques et financiers se sont engagés à appuyer l'opérationnalisation de la PNPS. Des groupes de travail sont associés à chaque axe de la PNPS¹⁵ et le groupe de travail impliqué sur l'axe 1, sécurité alimentaire et nutritionnelle, est considéré par les acteurs rencontrés comme le plus dynamique.
- 32 Plusieurs questions restent sans réponse: quelle part de la population devrait bénéficier de cette protection¹⁶? Quelle méthode utiliser pour identifier les populations à cibler?

14 Ce comité a tardé à être fonctionnel du fait de l'absence de points focaux nutrition au niveau des ministères.

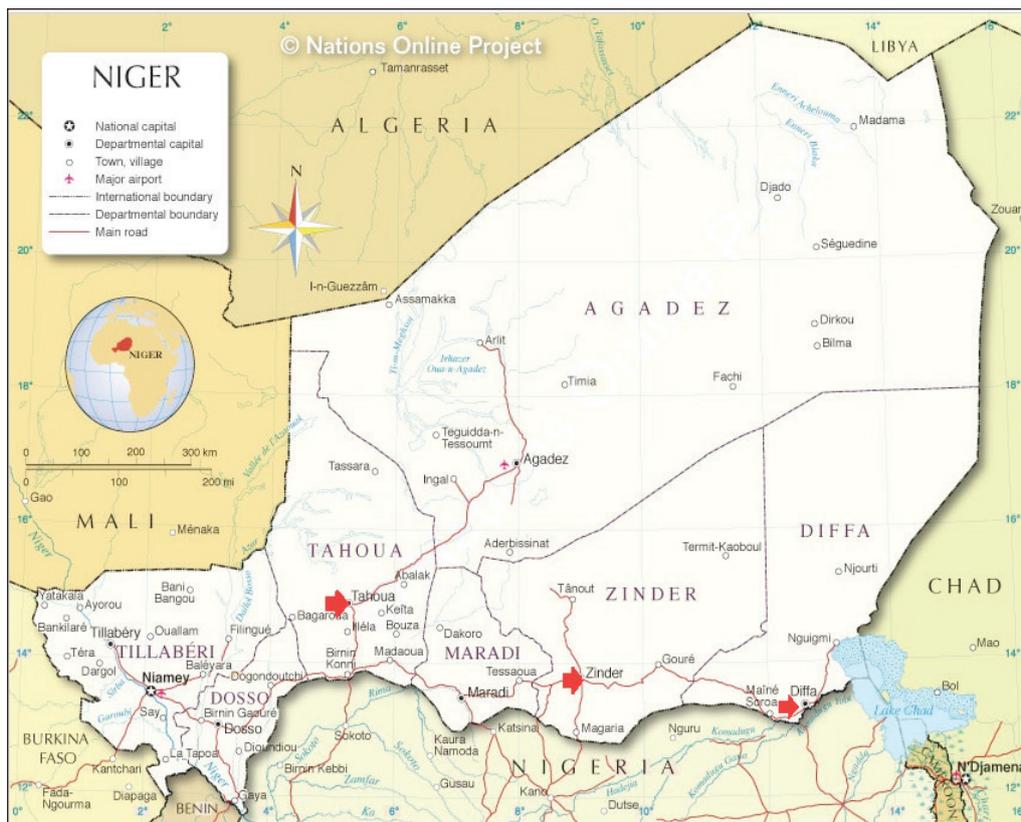
15 Les axes de la PNPS: Axe I: Sécurité alimentaire et nutrition; Axe II: Sécurité sociale, travail et emploi; Axe III: Services sociaux et infrastructures sociales de base; Axe IV: Actions spécifiques en faveur des groupes vulnérables; Axe V: Renforcement du cadre législatif et réglementaire.

16 Selon la Banque mondiale: 25% de la population doit être couverte; selon le PDES: 35%; et selon le PNUD 42%.

Comment faciliter la coordination entre les ministères et les différentes structures interministérielles, les agences du SNU, et les différents acteurs impliqués? La prise en compte de la protection sociale dans le nouveau plan d'action de l'i3N peut être l'amorce d'une solution à cette dernière question.

2.2 Le Bureau de pays

33 La FAO est présente au Niger depuis 1978 avec une Représentation à part entière sous la responsabilité générale du Bureau régional pour l'Afrique (RAF), basé à Accra.¹⁷ L'actuel Représentant est soutenu par une équipe d'une cinquantaine de personnes financées par le Programme ordinaire et les contributions volontaires. La FAO possède également trois antennes régionales basées respectivement à Diffa, Tahoua et à Zinder (voir carte 1).



Carte 1: Carte du Niger – Antennes régionales

34 Jusqu'en 2013, la FAO était présente au Niger à travers le Programme régulier de la Représentation et une Unité des opérations d'urgence et de réhabilitation et de la coordination (ERCU). Cette Unité répondait en grande partie directement aux décisions de la Division des urgences et de la réhabilitation (TCE) du siège. Avec la décentralisation des opérations d'urgence au niveau de l'Organisation, les deux programmes, urgences et développement, ont été intégrés au niveau des pays et font aujourd'hui partie des compétences directes du Représentant.

2.3 Le programme de terrain de la FAO

35 Depuis 2011, la FAO a mis en œuvre 65 projets nationaux dont 11 ont été des projets du Programme de coopération technique (PCT), les autres étant financés à travers des

¹⁷ Jusqu'en 2013, il existait un Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest basé à Accra chargé de fournir un soutien technique aux Bureaux pays dans la sous-région. Bien que le Bureau sous-régional ait fusionné avec le Bureau régional en 2013, il a été décidé de conserver une équipe se consacrant à l'Afrique occidentale au sein du Bureau régional pour l'Afrique (RAF).

ressources extrabudgétaires. Les dépenses totales sur la période analysée s'élèvent à 49,6 millions USD. Les interventions d'urgence représentent 73 pour cent du budget du programme.

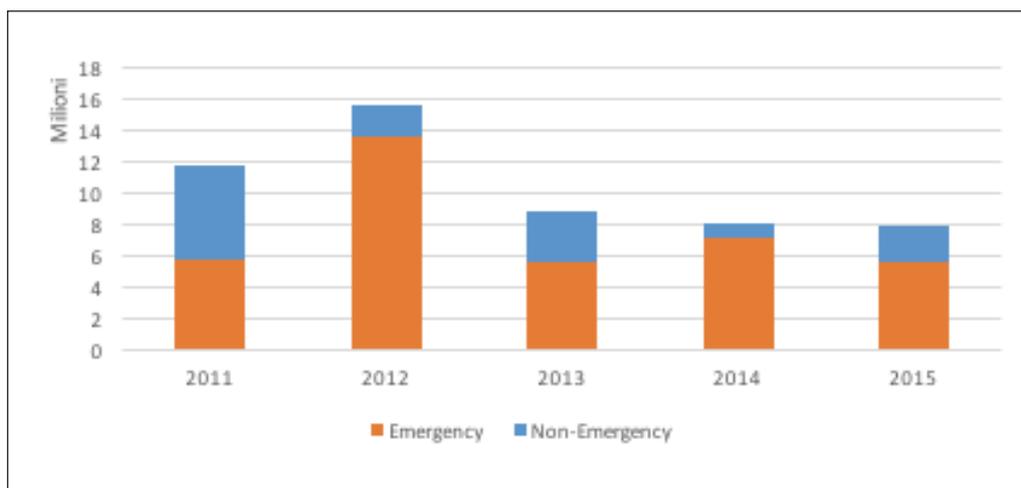


Figure 3: Dépenses par an sur la période 2011-2015

Source: FPMIS

36 Le graphique ci-dessous présente, pour les projets nationaux, les donateurs dont la contribution dépasse 1,15 million USD.

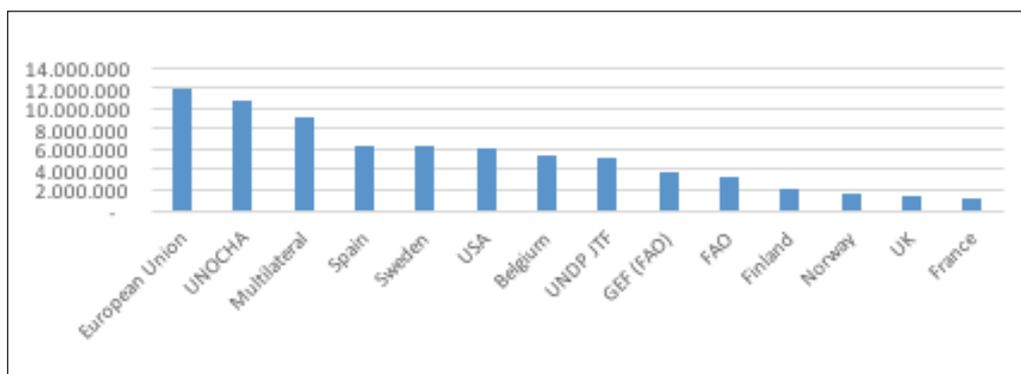


Figure 4: Pourcentage du budget des projets par donateur

Source: FPMIS

37 Par ailleurs, 70 projets mondiaux et régionaux intègrent le Niger comme pays bénéficiaire. Lors de l'évaluation, le Bureau de pays a été invité à indiquer l'importance pour le pays de chaque projet mondial et régional. Ce dernier a identifié 29 projets en fonction de leur portefeuille d'activités exécutées au niveau pays. Ces 29 projets ont été inclus dans l'évaluation (la liste des projets pris en compte est présentée en Appendice 2).

38 Le graphique ci-dessous présente le cadre logique du CPP pour la période 2013-2015 avec ses trois domaines prioritaires (DP), ses six effets et 15 produits.

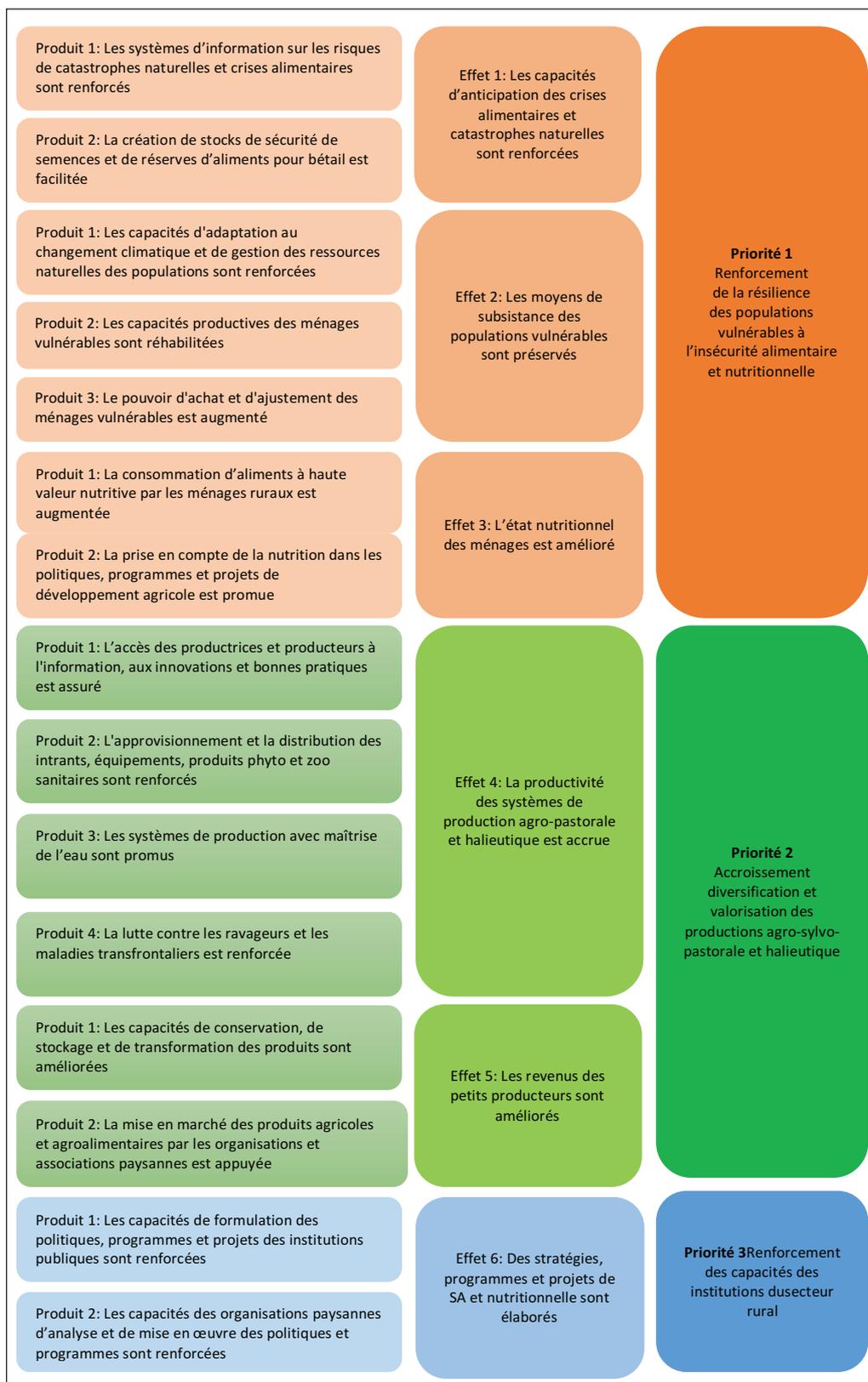


Figure 5: Cadre de programmation par pays - Cadre Logique

3. Positionnement stratégique

3.1 Pertinence globale du programme de la FAO

3.1.1 Alignement avec les politiques nationales

Constataion principale

En général, le programme de la FAO est aligné sur les priorités nationales. Durant la période analysée, la FAO a été chef de file des PTF du Comité de pilotage multisectoriel du Programme stratégique 1 (CMPS) devant contribuer à l'animation et à la coordination de l'Axe 1 de l'i3N. Les mécanismes de coordination de l'i3N n'ont pas été très dynamiques dans l'ensemble et les partenaires regrettent un manque d'espace de discussion sur les questions liées au développement du secteur rural.

- 39 La période prise en considération par cette évaluation coïncide avec l'adoption par le Niger de la Stratégie de l'i3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable, stratégie multisectorielle qui constitue le principal cadre de référence pour les interventions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 40 En général, l'évaluation constate que le CPP de la FAO et les interventions mises en œuvre par l'Organisation durant la période analysée sont en cohérence avec les axes de l'i3N.¹⁸ En particulier, la FAO a contribué: à l'Axe 1 «Les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques sont accrues», qui correspond au domaine prioritaire 2 (DP2) du CPP, et aux Axes 3 et 4 «La résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes» et «l'état nutritionnel des nigériens sont améliorés», qui sont pris en compte dans le DP1 du CPP axé sur la résilience des populations. Enfin, en ce qui concerne l'Axe 2 «Approvisionnement régulier des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et agroalimentaires», qui est partiellement intégré dans le DP2 du CPP, la contribution de la FAO a été, comme on le verra, plus limitée.
- 41 L'Axe 5 de la Stratégie i3N est un axe fonctionnel qui concerne l'animation, la coordination de l'Initiative 3N et l'impulsion des réformes. Pour la coordination et l'opérationnalisation de l'i3N, des Comités de pilotage multisectoriels des Programmes Stratégiques (CMPS) ont été mis en place pour chacun des quatre axes. Ces comités sont présidés par le Ministre le plus concerné par le programme et secondé par un représentant des PTF. Ayant un rôle de supervision et de suivi des différents programmes, ils constituent également des espaces de débat et réflexion regroupant toutes les parties prenantes actives dans le secteur. Durant la période analysée, la FAO a été le représentant des PTF pour l'Axe 1. En général, ces mécanismes de coordination n'ont pas fonctionné correctement à l'exception des CMPS 4 et CMPS 5.
- 42 Les partenaires ont indiqué un manque de dynamisme du cadre de concertation de l'Axe 1. Le manque d'un espace de discussion a constitué une contrainte pour le développement agricole et, en particulier, pour la discussion de certaines thématiques telles que la Loi d'orientation agricole ou encore le foncier. Par contre, comme on le verra, il existe au niveau national une multitude de groupes de concertation dans le domaine de la résilience (Axe 3).
- 43 Le Bilan 2011-2015 de la mise en œuvre de l'i3N montre que le total des budgets acquis dépasse les coûts prévisionnels (119 pour cent). Les Axes 3 (résilience) et 4 (nutrition) ont des taux de financement de 456 pour cent et 330 pour cent, à noter aussi que l'Axe 2 est couvert à 282 pour cent. Par contre, le financement de l'Axe 1 reste au-dessous des coûts prévus (41,93 pour cent). Cela peut indiquer une forte capacité de mobilisation des PTF

18 Les interventions de la FAO dans les différents domaines seront analysées en détail dans la deuxième partie du rapport.

pour les interventions visant à réduire les vulnérabilités (économiques, alimentaires et nutritionnelles) et répondre aux crises et une plus faible attention portée aux enjeux de développement du secteur rural (Axe 1).¹⁹

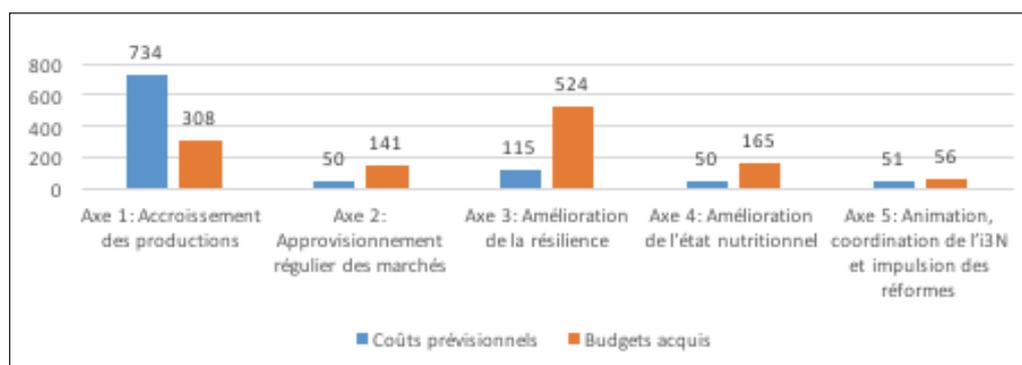


Figure 6: Financement des Axes de l'Initiative 3N 2012-2015 (en milliard F CFA)

Source: Bilan 2011-2015 de mise en œuvre de l'Initiative 3N

3.1.2 Alignement avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)

Constataion principale

La FAO participe activement à l'Équipe de pays des Nations Unies, au Comité technique inter-agences et à l'Équipe humanitaire de pays. Elle contribue principalement au domaine 1 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) sur la résilience, pour lequel l'Organisation est chef de file du groupe de travail élargi.

44 La FAO participe au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2014-2018. En particulier, elle contribue au domaine de coopération 1 «Résilience: Sécurité alimentaire et nutritionnelle, gestion environnementale, prévention et gestion des risques et catastrophes» pour lequel l'Organisation est chef de file du groupe de travail élargi et participe de manière plus limitée au domaine de coopération 2 «Développement social et capital humain». Pour ce qui concerne le domaine 3 «Gouvernance, paix et sécurité», la FAO est une agence partenaire, sans contribution directe.

45 Les groupes thématiques mis en place autour des trois domaines de coopération doivent assurer le suivi de la mise en œuvre des interventions. En général, les mécanismes de suivi n'ont pas été très actifs. La résilience, qui est le domaine d'intervention le plus large du PNUAD, pose le plus de difficultés en termes de suivi. Pour l'année 2015, on note des difficultés à mobiliser les acteurs impliqués dans ce domaine d'interventions pour la collecte de données nécessaires au suivi du PNUAD. Cela a entraîné une insuffisance de données à disposition en temps utiles pour préparer le bilan annuel. Au niveau du SNU la FAO participe activement à l'Équipe de pays des Nations Unies, au Comité technique inter-agences et à l'Équipe humanitaire de pays.

3.1.3 Le Cadre de programmation par pays

Constataion principale

Les discussions pour la préparation du nouveau plan d'action de l'i3N ont mis en évidence la nécessité d'une différenciation plus claire entre les interventions de prévention et de réduction de la vulnérabilité chronique d'une part et les réponses d'urgence d'autre part pour atteindre les objectifs poursuivis.²⁰ La reformulation du nouveau CPP devrait prendre en compte cette distinction.

19 Certains acteurs considèrent que c'est une sous-estimation initiale des besoins nécessaires aux interventions des Axes 3 et 4 qui expliquent cette mobilisation financière supérieure aux prévisions. A noter que la crise de 2012 a fortement mobilisé les acteurs humanitaires ce qui explique en partie ces «dépassements».

20 Plan d'action de l'i3N 2016-2020 p. 11.

- 46 Le CPP a été développé au moment de l'intégration de l'Unité des urgences dans la Représentation et conserve la marque de la dichotomie qui existait avant l'intégration. Le DP1 du CPP concerne la résilience et inclut les activités qui, au niveau du pays, étaient précédemment conduites par l'Unité des urgences. Le DP2 concerne l'appui à la production et inclut, de son côté, les projets de développement qui étaient sous la responsabilité de la Représentation. Enfin, le DP3 touche aux actions de renforcement des capacités des institutions nationales.
- 47 Le budget prévu sur la période 2013-16 dans le CPP pour le DP1 «résilience et nutrition» (qui correspond aux Axes 3 et 4 de l'i3N) était de 40 millions USD contre 10 millions USD pour le DP2 «production» (Axes 1 et 2 de l'i3N). Considérant les dépenses sur la période 2013-2015 (un an avant la fin du CPP): le DP1 est sous financé par rapport aux objectifs fixés; par contre, le DP2 n'est pas loin d'atteindre son objectif (voir graphique ci-dessous). Il faut noter cependant en termes de volume que le DP1 a reçu près de trois fois les ressources allouées au DP2 (274 pour cent).

i) Résilience dans le contexte du Niger

- 48 Les entretiens conduits lors de l'évaluation montrent que le terme «résilience» est très présent dans les discours des différents acteurs étatiques et non étatiques sans qu'il y ait un réel consensus sur le sens à donner à ce terme. Le renforcement de la résilience justifie des actions dont la nature diffère en fonction des acteurs: pour certains, les activités d'appui à la production des ménages sont des activités étiquetées «résilience», pour d'autres ce sont les actions à caractère «social» qui renforce la résilience.

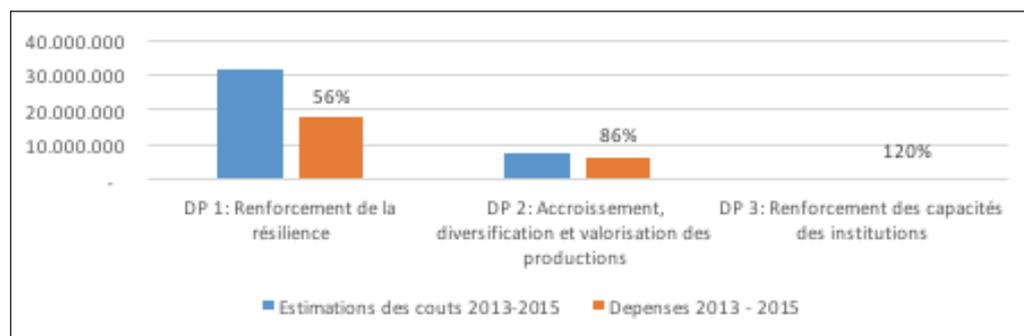


Figure 7: Estimation des coûts et dépenses des domaines prioritaires du CPP 2013-2015

Source: Estimation faite par l'OED

- 49 Le même constat est fait dans les travaux préparatoires du nouveau plan d'action 2016-2020 de l'i3N. En effet, les discussions ont souligné que le terme résilience est compris de manière très variable selon les personnes, les acteurs et les secteurs. Dans le contexte du Niger on peut considérer que l'amélioration de la résilience est un objectif très large, englobant, ambitieux, qui correspond aux résultats attendus de l'i3N et des plans de développement socioéconomique durable dans leur ensemble.²¹
- 50 On retrouve le même problème au niveau du CPP où distinguer les activités qui relèvent de la résilience (DP 1) des autres activités (DP2) s'avère parfois complexe. Par exemple, la production de semences de qualité à cycle court rentre dans le DP2, mais cette intervention permet clairement un renforcement de la résilience du système dans son ensemble car cet appui améliore la disponibilité en semences plus adaptées aux changements climatiques, permettant de mieux répondre à l'irrégularité des précipitations et, donc, de faire face aux pics d'insécurité alimentaire.
- 51 Les discussions pour la préparation du nouveau plan d'action de l'i3N ont mis également en évidence la nécessité d'une différenciation plus claire entre les interventions de prévention et de réduction de la vulnérabilité chronique d'une part et les réponses d'urgence d'autre part pour atteindre les objectifs poursuivis (voir encadré ci-dessous).

21 HC3N (2016) Note sur le nouvel Axe 4 de l'i3N et ses programmes stratégiques

Amélioration de la sécurité alimentaire des communautés et ménages les plus vulnérables

Protection sociale en lien avec l'accès aux revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Les populations les plus pauvres et vulnérables, qui ont un accès limité aux moyens de production, doivent pouvoir bénéficier de mécanismes durables de transferts sociaux et de protection sociale, qui visent à garantir l'accès à l'alimentation et aux besoins essentiels, et ce en phase avec l'Axe 1 de la Politique nationale de protection sociale et les travaux en cours dans le cadre du Socle de protection sociale.

Ces instruments doivent être associés à des opportunités en termes d'appuis productifs et de renforcement des moyens d'existence permettant à ces populations de reconstituer leurs moyens d'existence et de sortir de leur vulnérabilité chronique.

Anticipation et réponses aux crises

Les dispositifs d'anticipation et de réponses d'urgence, en particulier aux crises alimentaires, seront poursuivis pour faire face aux chocs ponctuels afin d'éviter que des phénomènes conjoncturels aggravent la situation des populations les plus fragiles et n'entravent les efforts de développement à travers la décapitalisation et l'adoption de stratégies d'adaptation néfastes.

Source: Note d'Orientation pour l'élaboration du plan d'action 2016-2020 de la stratégie de l'Initiative 3N « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », HC3N.

- 52 La reformulation du CPP pour la période à venir devra prendre en compte cette orientation de l'i3N en faisant une distinction entre la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire chronique nécessitant des actions sur le long terme et des actions de réponse à des crises ponctuelles (vulnérabilité conjoncturelle) et en faisant de la résilience un objectif global de l'Organisation.

ii) Renforcement des capacités des institutions du secteur rural

- 53 Le DP3 du CPP concerne le renforcement des capacités des institutions du secteur rural. Comme formulé, le DP3 met l'accent sur le renforcement des capacités en matière de formulation de politiques, programmes et projets. Bien que ce type d'actions réponde à un besoin existant et exprimé par les partenaires pendant l'évaluation, les besoins des institutions au niveau central et décentralisé vont au-delà de la formulation et incluent également des besoins d'appui pour la mise en œuvre et le suivi. Ce domaine prioritaire pourrait considérer de façon plus ample l'appui à la gouvernance incluant d'autres fonctions essentielles de la FAO telles que la facilitation du dialogue et de la coordination des acteurs au niveau central et déconcentré, ou l'amélioration de la qualité et disponibilité des données pour la prise de décisions. L'adoption d'une définition plus large du concept de renforcement des capacités, qui reflète les trois dimensions considérées par la définition de la FAO (individuelle, organisationnelle et création d'un environnement propice) pourrait également être prise en compte dans la formulation du nouveau CPP.

- 54 Le renforcement des capacités des organisations paysannes (OP) a une place importante dans le DP3. L'analyse réalisée lors de cette évaluation montre la pertinence de l'inclusion de ce produit dans le CPP étant donné le contexte Nigérien.

iii) Le suivi du CPP

- 55 Le CPP est complété par une matrice des résultats qui fournit des indicateurs à plusieurs niveaux (priorités, effets et produits). Les indicateurs choisis ne permettent pas de suivre les progrès réalisés pour les différents produits car, dans plusieurs cas, ils sont difficiles à renseigner et ne sont pas toujours directement imputables aux efforts de l'Organisation. Le Bureau de pays est conscient de cette limite et prévoit pour le nouveau CPP de redéfinir sa matrice des résultats.
- 56 Au moment de l'évaluation, le Bureau de pays développait un système de suivi du CPP devant permettre à chaque responsable de fournir régulièrement des informations sur l'état de la mise en œuvre des activités afin de renseigner les indicateurs. Ce système permettra également de faire le lien entre le CPP et les Objectifs stratégiques mondiaux de l'Organisation.

- 57 Les nouvelles lignes directrices de la FAO pour la formulation du CPP prévoient l'adoption d'indicateurs communs au niveau de l'Organisation. Le Bureau de pays, pour chaque produit du CPP, devra choisir les indicateurs de produit de l'Organisation les plus pertinents.²² Ainsi, il sera plus simple de lier les résultats obtenus par l'exécution du CPP à la contribution aux Objectifs stratégiques mondiaux de l'Organisation.

3.2 Avantages comparatifs de la FAO

Constatation principale

Les entretiens avec les partenaires et l'analyse de l'équipe d'évaluation font ressortir plusieurs avantages comparatifs de la FAO au Niger, notamment: des expertises dans le développement et l'urgence et les capacités à proposer des approches intégrées; une expertise technique dans le domaine du changement climatique; la proximité aux institutions nationales incluant le HC-i3N et les ministères techniques du développement rural; la connaissance du contexte rural. Ces avantages comparatifs reconnus ne sont pas pleinement exploités.

i) Une agence avec des expertises dans le développement et l'urgence capable de proposer des approches intégrées

- 58 La nécessité de lier les interventions d'urgence au développement est reconnue aujourd'hui par la majorité des acteurs rencontrés. Dans ce domaine, la FAO a un profil particulier puisqu'elle est à la fois un partenaire du développement et un acteur en mesure de mettre en œuvre des interventions d'urgence. Cette double compétence doit être valorisée pour proposer des interventions répondant à des enjeux d'urgence ponctuels tout en s'inscrivant dans des perspectives de développement.

- 59 Concernant sa contribution au développement rural, la FAO au Niger peut se baser sur des acquis reconnus du passé. Pour l'Organisation, le Niger a été pendant plusieurs années un laboratoire de développement et diffusion de bonnes pratiques et d'innovations à travers les projets «Intrants» et «IARBIC/Capitalisation». Ces projets sont largement connus et reconnus par les partenaires nationaux, et les acteurs du développement plus en général. Ils ont contribué à consolider la visibilité de l'Organisation. À noter que ce rôle de promoteur des innovations et des bonnes pratiques n'est pas toujours perçu par les partenaires rencontrés, en particulier par les acteurs impliqués dans les interventions de réponse aux crises et par certains donateurs.

- 60 Comme on le verra au cours du rapport, ces acquis pourraient être utilisés pour proposer une approche intégrée au renforcement de la résilience. En effet, le Bureau d'Accra promeut dans différents pays l'approche «Caisnes de résilience». Il s'agit d'une approche intégrée qui inclut trois composantes: technique, financière et sociale. Les acquis de la FAO sont perceptibles au Niger dans ces trois domaines (technique: Champ école paysan - CEP, social: clubs DIMITRA et financier: warrantage).

- 61 La division des rôles entre la Représentation et l'Unité des urgences jusqu'à 2012 n'a pas facilité la promotion d'approches intégrées. La nouvelle organisation n'a pas, pour l'instant, complètement permis l'adoption de stratégie intégrée urgence/développement. Pour le moment, les interventions de résilience ne tiennent pas suffisamment en compte le savoir-faire de la FAO en termes de développement. Dans le CPP également les liens et synergies possibles entre DP1 (résilience) et DP2 (production) sont sous valorisés.

ii) Une expertise technique dans le domaine du changement climatique

- 62 Au niveau international, la FAO a des compétences reconnues dans le domaine de l'environnement, l'utilisation des ressources naturelles et le changement climatique. Au Niger, les interventions proposées par le programme de la FAO ont une large composante d'adaptation au changement climatique. Cependant, la FAO pourrait mieux se positionner au niveau du pays en donnant plus de visibilité à sa contribution dans ce domaine dont

22 Le niveau de réalisation des produits de l'Organisation sera mesuré par un ou deux indicateurs de l'Organisation et leurs cibles. Ce niveau de réalisation devra être imputable à la FAO.

l'importance va croissante. Le manque d'expertise technique spécifique sur cette thématique au sein du Bureau de pays est une contrainte qui empêche la FAO d'exploiter pleinement son avantage comparatif au niveau global.

iii) Une organisation proche des institutions nationales

63 La FAO est perçue par le gouvernement et les autres agences du SNU comme étant un acteur très proche des institutions nationales. Ses relations avec les ministères techniques et également avec l'i3N dès son lancement apparaissent comme un atout. Par exemple, dans les domaines de la protection sociale ou de la nutrition, la FAO est idéalement placée pour mobiliser les ministères techniques (agriculture et élevage), qui traditionnellement ne sont pas actifs dans ces domaines, et faciliter leur inclusion dans les initiatives engagées. Les partenaires indiquent le besoin d'une FAO plus forte pour pouvoir effectivement jouer ce rôle.

iv) La connaissance du contexte rural

64 La FAO travaille depuis des années au Niger en collaboration avec les organisations paysannes (OP) et leurs structures. La connaissance approfondie du contexte rural est vue par d'autres agences du SNU comme une valeur ajoutée qui peut être mise au service des autres acteurs. Par exemple, la FAO a joué un rôle important pour faciliter la prise de contacts entre le Programme alimentaire mondial (PAM) et les OP dans l'initiative «Acheter aux Africains pour l'Afrique» (PAA Africa). En outre, le Bureau international du Travail (BIT) voit l'implication de la FAO dans l'Axe 2 de la politique nationale sur la protection sociale en tant que partenaire historique des organisations paysannes.

3.3 Le rôle de la FAO dans des domaines centraux de l'Initiative 3N

65 La démarche et l'approche portées par l'i3N impliquent de faire avancer les stratégies nationales en faveur de la nutrition et de la protection sociale en les connectant avec les enjeux de développement rural et de sécurité alimentaire. Ces orientations concernent directement la FAO et représentent des enjeux stratégiques sur lesquels l'Organisation est en mesure d'apporter une valeur ajoutée.

3.3.1 Nutrition

Constatation principale

La FAO s'est engagée à améliorer la prise en compte de la nutrition par les acteurs du secteur de la sécurité alimentaire et du développement rural. Elle a renforcé ses équipes, elle est présente dans les réunions de coordination pour la nutrition et a organisé différents ateliers pour faciliter l'adoption d'approches sensibles à la nutrition. Elle est aujourd'hui identifiée comme un acteur clé pouvant améliorer la prise en compte de la nutrition par les secteurs de l'agriculture et de l'élevage.

66 La nutrition est devenue pour le Gouvernement nigérien un enjeu prioritaire. Longtemps rattachée au secteur de la santé et souvent abordée selon une approche curative, la nutrition est, avec l'adoption de la PNSN, considérée dans un cadre multisectoriel au sein duquel l'agriculture et l'élevage sont des secteurs clés. L'enjeu de la prévention est fortement mis en avant dans la PNSN.²³ Dans ce contexte, la FAO apparaît comme un partenaire clé de la nutrition au Niger, en mesure de faciliter l'implication des ministères techniques du développement rural dans une stratégie intersectorielle de lutte contre la malnutrition.

67 La FAO au Niger a pris la mesure de cet enjeu; en témoigne, l'effet 3 du CPP entièrement dédié à la nutrition «l'état nutritionnel des ménages d'agriculteurs, pêcheurs, pasteurs et agropasteurs est amélioré» et associé à deux produits: l'un est relatif à la promotion

23 La PNSN reconnaît toutefois l'importance des programmes curatifs (Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë – PCIMA)

de la prise en compte de la nutrition dans les politiques, programmes et projets de développement agricole et l'autre à l'augmentation de la consommation d'aliments à haute valeur nutritive par les ménages ruraux.

- 68 Selon les principaux acteurs de la nutrition rencontrés par l'équipe d'évaluation au niveau de la capitale,²⁴ l'arrivée en 2013 de l'Assistant technique pour la nutrition (AT-Nutrition) à la Représentation de la FAO marque un engagement plus fort de l'Organisation dans ce domaine.²⁵ Cette expertise a permis à la FAO de faciliter l'élaboration d'une PNSN qui inclut les dimensions de prévention portées par les secteurs de développement rural (agriculture et élevage). Selon nos interlocuteurs, la présence de l'AT-Nutrition dans l'équipe de pays a également contribué à positionner l'Organisation dans les cadres de coordination pour la nutrition et plus généralement dans le secteur. Les contributions de l'AT-Nutrition sont très appréciées et il apparaît essentiel de sécuriser ce poste pour accompagner les étapes à venir et en particulier l'opérationnalisation de la PNSN.

3.3.2 Protection sociale

Constatation principale

La protection sociale est une thématique qui a pris de la place au Niger depuis 2011 et sur laquelle la FAO est en train de définir son rôle et sa valeur ajoutée.

- 69 La protection sociale est une thématique qui a émergé au Niger depuis 2011 et des avancées importantes ont été enregistrées dans le secteur. Au niveau global, la FAO se positionne sur les questions de protection sociale en lien avec l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette thématique est un champ relativement nouveau pour l'Organisation qui est en train de définir son positionnement stratégique vis-à-vis des autres acteurs.
- 70 Au Niger, bien qu'attendue par les partenaires, la contribution de la FAO dans les cadres associés à la protection sociale est moins perceptible que dans ceux associés à la nutrition. Plusieurs actions, pilotées par le Bureau régional, ont été engagées (en particulier un projet régional PCT incluant Burkina Faso, Sénégal et Niger). Des missions d'appui ponctuelles ont été conduites et une étude²⁶ faisant l'état des lieux des politiques a été réalisée. Il apparaît aux évaluateurs que le Bureau de pays perçoit les enjeux que représente la protection sociale, mais éprouve des difficultés à se positionner sur ce sujet et à définir son rôle et sa valeur ajoutée par rapport aux autres acteurs. A noter que le CPP ne mentionne pas la protection sociale. En outre, le Bureau de pays n'a pas d'expertise dans ce domaine.
- 71 Attendue en appui sur l'Axe 1 de la PNPS (sécurité alimentaire et nutritionnelle), il ressort des entretiens avec les partenaires (le BIT) que la FAO pourrait également contribuer aux réflexions liées à l'Axe 2 (sécurité sociale, travail et emploi). Par exemple, des propositions pourraient être formulées avec les professionnels du secteur rural et, en particulier, avec les organisations paysannes, pour assurer à leurs membres des mécanismes de protection contributifs permettant de faire face à certains aléas comme la maladie.

3.4 Le Niger: un pays focus pour l'Organisation

Constatation principale

- Le Niger reçoit une attention particulière de l'Organisation qui se traduit par une pluralité des interventions et explique la richesse du programme.

24 Direction de la Nutrition du Ministère de la santé publique et du MINAGRI, agences du SNU (PAM, UNICEF, OMS), plateforme REACH, ONG

25 A noter également qu'un consultant en nutrition a renforcé le personnel du sous-bureau de Zinder au cours de la période évaluée.

26 Les résultats de l'étude sur l'état des lieux des politiques ont été présentés aux partenaires lors d'un atelier. Les interlocuteurs rencontrés sont peu convaincus par la façon dont le travail a été géré: l'atelier a été organisé trop tard, après l'élaboration du plan d'action de l'i3N pour 2016-2020 et n'a pas pu être pris en compte; le document n'a pas été partagé avant l'atelier avec les participants et les données présentées ne sont pas à jour, (...) Le rapport du consultant intitulé «*Revue documentaire des politiques pour la formulation d'un programme dans le domaine de la protection sociale en relation avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté. Décembre 2015*» était disponible en version provisoire.

- 72 Le Niger est un pays focus pour les Objectifs stratégiques (OS) de l'Organisation OS1, OS2, OS3 et l'OS5 et bénéficie des Initiatives régionales (IR) 1 et 3 (voir tableau ci-dessous).

Objectifs Stratégiques	Actions
1. Créer les conditions nécessaires pour éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition IR1: Partenariat renouvelé pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025	Initiative «Faim zéro» dans son ensemble
2. Intensifier et améliorer de manière durable la fourniture de biens et de services par l'agriculture, la foresterie et les pêches	IARBIC Projet CEP et Adaptation au Changement Climatique financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
3. Réduire la pauvreté rurale	DIMITRA, CoOPéquité, Travail des Enfants dans l'Agriculture, Accélérer les progrès en faveur de l'autonomisation des femmes rurales (RWEE), analyse de politique ... protection sociale
5. Améliorer la résilience des moyens d'existence face aux menaces et aux crises IR3: Favoriser la résilience dans les zones arides d'Afrique	DP1 du CPP en large partie en renforcement de la résilience Appui au développement des Priorités résilience pays (PRP) dans le cadre de l'initiative Alliance globale pour la résilience (AGIR)

- 73 En 2012, l'attention pour le Niger a été mise en exergue par la visite du Directeur général de la FAO qui a réaffirmé l'engagement de l'Organisation à accompagner le gouvernement et les ministères techniques dans la mise en œuvre de l'i3N.
- 74 L'adoption de l'i3N met l'accent sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle signe également l'adoption d'une approche multisectorielle. Les enjeux de sécurité alimentaire dans le pays et la volonté politique affichée par le gouvernement ont désigné naturellement le Niger pour être un des pays pilotes en Afrique pour l'opérationnalisation dès 2012 du programme «Faim zéro» qui rentre dans l'OS1.

Faim zéro

«Faim zéro» est une initiative qui s'inspire du modèle développé au Brésil à partir de 2003 sous la présidence de Lula. La stratégie brésilienne Fome Zero s'appuyait sur une cinquantaine de programmes nationaux coordonnés pour améliorer l'accès à l'alimentation, renforcer l'agriculture familiale, générer des revenus, et assurer la promotion du partenariat et la mobilisation sociale. Les programmes emblématiques de la politique brésilienne ont été la Bolsa Familia (système d'allocations familiales), le PRONAF (crédit et assurance dédiés au renforcement de l'agriculture familiale); le PAA (programme d'achat public de produits alimentaires); et le PNAE (programme d'alimentation scolaire). Il s'agit d'une approche multisectorielle et multi-acteurs qui combine investissements agricoles et investissements sociaux. Les résultats spectaculaires enregistrés au Brésil ont incité à répliquer ce modèle dans d'autres contextes.

Outre la volonté politique, des prérequis sont identifiés pour une déclinaison efficace du modèle brésilien: des capacités financières d'intervention publique, la possibilité d'une réelle démocratie participative, une gouvernance efficace, un équilibre entre agriculture familiale et agrobusiness ou la mise en place d'un système de redistribution intersectoriel vers l'agriculture familiale depuis des secteurs porteurs dans les pays où l'agrobusiness est peu développé.²⁷

La FAO a contribué à faire connaître largement les résultats de l'expérience brésilienne²⁸ et a soutenu sa déclinaison et son adaptation avec l'initiative «Défi Faim zéro» lancée en juin 2012.

- 75 Durant la période analysée, l'OS1 et son Initiative régionale «Partenariat renouvelé pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025» ont joué un rôle important dans le renforcement de l'i3N (voir section 4.3.1), la contribution à l'opérationnalisation de l'i3N à travers l'approche

27 Sources: http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Note_FaimZero_Sept2012.pdf

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Faim_Zero_FR.pdf

https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/sites/3/2014/09/defis_sud_faim_zero_introduction.pdf

28 http://www.grazianodasilva.org/wp-content/uploads/2011/06/Zero-Hunger-Book-ENGLISH_full.pdf

commune de convergence (voir section 4.1.2) et également à travers le renforcement du Bureau de pays (voir section 5.1). Bien que l'initiative Faim zéro ait eu un rôle clé durant cette période, elle est brièvement mentionnée dans le CPP.²⁹ Au Niger l'initiative Faim zéro s'est fondue dans l'i3N qui préexistait. Cette «fusion», que l'évaluation estime être très pertinente, réduit toutefois la visibilité de l'initiative elle-même. Il existe au niveau national une certaine confusion et certains interlocuteurs confondent Faim zéro au Niger avec l'initiative PAA Africa.

- 76 Aujourd'hui, le Niger est pays focus pour l'OS5 et bénéficie également de l'Initiative régionale associée (IR3: «Favoriser la résilience dans les zones arides d'Afriques»). Le programme de résilience de la FAO au Niger a une longue histoire. Depuis 2006, la FAO a été présente à travers un programme d'urgence et réhabilitation relativement important. La résilience occupe une place importante dans le document constituant le DP1. Ce domaine est aligné sur les axes de l'OS5 (gouvernance, surveillance, mesures de prévention et d'atténuation, et réponse aux crises) et inclut toutes les activités, qui avant l'intégration, étaient conduites par l'Unité des urgences.
- 77 Enfin, OS2 et OS3 sont présents au Niger à travers des projets ponctuels en accords avec les priorités du CPP et qui constituent des éléments importants du Programme de pays parmi lesquels on retrouve Dimitra, IARBIC, CoOPéquité, Travail des Enfants dans l'Agriculture etc.
- 78 Bien que ces interventions rentrent dans les priorités identifiées par le CPP, cette attention particulière pose en même temps des défis au niveau du Bureau de pays en termes de gestion et coordination des différentes contributions provenant du siège ou du Bureau régional d'Accra (ce point sera discuté dans la section 5.1 du rapport).

3.5 Partenariats et synergies

3.5.1 Partenariat avec les institutions nationales dans le secteur rural

Constatation principale

La FAO est une organisation très proche du HC-i3N et des ministères techniques. En général, ces institutions apprécient la collaboration, mais reprochent l'adoption de modalités d'interventions pas suffisamment participatives.

- 79 En général, les ministères techniques et le HC-i3N apprécient leur collaboration avec la FAO. Cependant, ils reprochent à la FAO l'adoption de modalités d'intervention qui limitent le rôle de l'État. Dans le cas des projets de développement, ils indiquent un recul de leur implication par rapport au passé. Nos interlocuteurs opposent le modèle de IARBIC, dans lequel le coordinateur national était au niveau du ministère, à celui du projet FEM pour lequel la FAO a créé une unité de coordination du projet et a recruté un coordinateur national. Les partenaires nationaux estiment que ce montage ne permet pas d'assurer la pérennité du projet.
- 80 Les projets d'urgence, qui ont pris une place importante au cours des dix dernières années, sont gérés directement par la FAO avec l'implication des ONG et des Services techniques déconcentrés pour leur mise en œuvre. De même, au niveau du SNU, l'initiative « Communes de convergence » voit une délégation limitée des responsabilités aux administrations locales. Les partenaires nationaux pensent qu'aujourd'hui les compétences au niveau pays ont évolué ce qui implique de faire évoluer les modalités d'intervention en responsabilisant les institutions nationales au niveau central et décentralisé.
- 81 Le CPP a été élaboré en consultation avec les partenaires de la FAO et en particulier le Ministère de l'agriculture, qui est le ministère de tutelle de la FAO, et le HC-i3N qui venait de s'établir au moment de la formulation du document. Les autres ministères qui collaborent

29 Le CPP en relation à cette approche spécifique que l'i3N «Les Nigériens nourrissent les Nigériens» se présente comme une stratégie «Faim zéro» et mentionne le fait que le Niger fait partie des pays pilotes retenus dans le cadre de la nouvelle initiative pour l'éradication de la faim en Afrique de l'Union Africaine en partenariat avec la FAO et la Fondation Lula.

avec la FAO, en particulier le Ministère de l'élevage et le Ministère de l'environnement, ont été relativement moins impliqués dans les consultations pour la formulation du nouveau CPP. Cela pourrait expliquer l'espace relativement limité consacré à ces deux domaines dans le document.

- 82 L'émergence du HC-i3N, en tant que plateforme multisectorielle, a facilité l'implication de la FAO sur des thématiques qui ne sont pas traditionnellement des domaines d'intervention des ministères avec lesquels la FAO collabore habituellement comme par exemple la protection sociale. En ce sens, l'existence du HC-i3N représente un atout. Cependant, elle peut représenter un risque d'éloignement des ministères techniques partenaires, que ce soit au niveau institutionnel ou opérationnel. Par exemple, les ministères techniques semblent peu impliqués dans l'initiative « Communes de convergence » comparativement au HC-i3N. Ce risque a été identifié par le HC-i3N qui semble déterminé dans son prochain plan d'action à privilégier son rôle de coordination et réduire son implication dans la mise en œuvre directe des programmes.

3.5.2 Les autres agences du SNU

Constatation principale

L'évaluation note positivement plusieurs collaborations entre les agences du SNU durant la période analysée qui se sont concrétisées par des projets conjoints et plus récemment par l'adoption de l'Approche «communes de convergence» (A2C).

- 83 L'évaluation a observé un environnement généralement positif pour ce qui concerne la collaboration entre les agences du SNU au Niger. Durant la période analysée, plusieurs projets conjoints ont été mis en place avec d'autres agences. Au niveau national, l'initiative phare de la collaboration entre agences du SNU est l'initiative « Communes de convergence » (A2C). La FAO a participé à la conception même de cette approche. Cette initiative, en faveur du renforcement de la résilience, prévoit un appui multisectoriel sur plusieurs années convergeant vers des communes prioritaires ou «communes de convergence» (ComdeCon). D'une manière générale, la volonté des agences de coordonner leurs actions est appréciée par plusieurs interlocuteurs rencontrés et est perçue comme une avancée qui permettra sur le terrain des synergies favorables aux populations.
- 84 Si la FAO a joué un rôle important dans la conception de l'A2C, sa participation à sa mise en œuvre a été limitée par l'insuffisance de ressources. En effet, les ressources humaines et financières de la FAO sont moins importantes que celles déployées par d'autres agences. La contribution de la FAO semble, par conséquent, sous-estimée par les partenaires qui mentionnent «l'approvisionnement en semences», mais omettent de citer les autres composantes proposées par la FAO telles que «la Maison du paysan», «les clubs d'écoute Dimitra», ou encore «les champs écoles paysans», etc.
- 85 En général, la disponibilité limitée en ressources financières et en personnel empêche la FAO de jouer pleinement son rôle parmi les agences du SNU. Un exemple est donné par l'initiative PAA que la FAO a contribué à mettre en place avec le PAM et à adapter au contexte du Niger. Cette initiative est associée à l'approche Faim Zéro que la FAO promeut au niveau mondial, mais le manque de ressources ne lui permet pas d'y contribuer pleinement. De même, dans le projet conjoint avec le PAM financé par USAID (Food for Peace), la FAO se charge de l'approvisionnement en intrants, des aménagements maraichers et des ouvrages de maîtrise d'eau pour la petite irrigation, mais les gros ouvrages sont réalisés par le PAM (construction seuil radier, ouvrage de franchissement, etc.) alors que la FAO détient une expérience notoire dans ce domaine au Niger.
- 86 De 2013 au 2015, le bureau de la FAO a eu un FAOR ad interim dont le travail a été très apprécié par les partenaires. Il a contribué à renverser une certaine tendance négative et à la mobilisation de ressources financières et humaines. Il a apporté beaucoup à l'Organisation et rehaussé son image. Cependant, le fait d'avoir eu pendant deux ans un FAOR ad interim, même si de haut profil, a été identifié par les agences du SNU et d'autres acteurs comme un obstacle à un véritable engagement de l'Organisation.

- 87 Toutes les agences du SNU reconnaissent le rôle important que la FAO pourrait jouer au Niger et sont demandeuses d'une FAO plus forte, plus agressive dans la mobilisation des ressources et plus résolue dans ses prises de positions au niveau des cadres de concertations et dans ses rapports avec les institutions. La faiblesse de l'Organisation au cours de la période analysée explique peut-être en partie la montée en puissance du PAM qui s'impose comme l'agence leader de la sécurité alimentaire, à travers des programmes d'envergure et un appui non négligeable aux structures nationales, mais également comme un nouvel acteur du développement rural, secteur d'influence traditionnel de la FAO.
- 88 Les agences dont le siège se situe à Rome (FIDA, PAM et FAO) ont développé au Niger un dialogue actif. Une étude de cas sur le travail de ces trois agences dans le domaine de la résilience a été présentée au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Cette étude indique une intention du siège de la FAO de renforcer la visibilité de son programme au Niger. Cependant, cet effort ne s'accompagne pas d'un renforcement adéquat en ressources humaines et financières ce qui place la Représentation dans une situation délicate. Les ressources mobilisées par les autres agences sont significativement plus importantes. Ce déséquilibre nuit à l'image de la FAO dans le pays.

3.5.3 Les ONG

Constatation principale

En général, l'appréciation des partenaires opérationnels concernant leur collaboration avec la FAO est positive. Cependant, les collaborations sont souvent de brève durée et pour des activités très ponctuelles. En outre, la FAO valorise peu les compétences de ses partenaires: Il n'y a pas de consultations ou une implication de ces acteurs dans le développement d'approches plus stratégiques.

- 89 La FAO collabore avec les ONG principalement dans la mise en œuvre de projets où elle utilise la stratégie du faire-faire.
- 90 Au cours de l'évaluation, un questionnaire a été envoyé aux partenaires opérationnels de la FAO. De l'analyse de ce dernier il ressort que les ONG ont, en général, une bonne appréciation de leur collaboration avec la FAO. Plus de la moitié des partenaires ont bénéficié d'actions de la FAO en matière de renforcement des capacités. Les partenaires sont satisfaits des efforts engagés par la FAO en termes de coordination, communication et collaboration lors de la mise en œuvre des interventions. Leur opinion est plus mitigée quant à leur implication dans la conception des interventions (identification des besoins, programmation et budgétisation des activités). Ces phases s'effectuent avant la sélection des partenaires opérationnels ce qui empêche la prise en compte de leur expérience et de leur connaissance du terrain (voir Annexe 1 - *Analyse du questionnaire pour les partenaires de mise en œuvre de la FAO au Niger*).
- 91 Le questionnaire et les entretiens avec les ONG montrent que, souvent, la FAO ne capitalise pas les compétences de ses partenaires opérationnels. Par exemple, les protocoles d'accord ne valorisent pas les compétences dans le domaine de la nutrition ou du «genre» que les ONG possèdent; par conséquent, ces thématiques sont souvent absentes des projets alors qu'elles pourraient y être incluses à moindre coût.
- 92 Certaines ONG sont actives dans le pays depuis longtemps avec des expériences consolidées, mais les collaborations que la FAO établit avec ces structures sont souvent de durée brève pour des activités ponctuelles. Il n'y a pas de consultations ou une implication de ces acteurs dans le développement d'approches plus stratégiques.
- 93 Lors des visites de terrain l'équipe d'évaluation a constaté que la qualité des actions mises en œuvre dans le cadre des projets de la FAO dépend largement des compétences et de l'engagement des partenaires opérationnels. Une sélection attentive de ceux-ci et le développement de collaborations de plus longue durée, plus attractives pour les ONG partenaires opérationnels et établies à un niveau plus élevé pourraient contribuer à améliorer les résultats des interventions.

- 94 Dans le projet conjoint Food for Peace à Tahoua où la FAO et le PAM interviennent à travers le même partenaire opérationnel (l'ONG GADED), l'évaluation a noté un impact positif de cette synergie au niveau des résultats de l'intervention. La FAO devrait promouvoir cette modalité (des partenariats conjoints) avec les agences des SNU dans les ComdeCon.
- 95 La nature des protocoles d'accords entre la FAO et ces ONG et les effets sur la mise en œuvre des activités sera discutée dans la section 4.1.2.

4. Contributions de la FAO aux Domaines prioritaires du CPP

4.1 Domaine prioritaire 1: Renforcement de la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

- 96 La résilience constitue l'OS5 du Cadre stratégique révisé de la FAO. Selon la définition adoptée par l'Organisation, la résilience est «la capacité à prévenir les catastrophes et les crises ainsi qu'à anticiper, absorber les chocs et adapter ou rétablir la situation d'une manière rapide, efficace et durable».
- 97 Au Niger, le DP1 du CPP concerne le renforcement de la résilience. Ce DP s'organise autour de trois effets: 1) les capacités d'anticipation des crises alimentaires et catastrophes naturelles sont renforcées; 2) les moyens de subsistance des populations vulnérables sont préservés; et 3) l'état nutritionnel des ménages d'agriculteurs, pêcheurs, pasteurs et agropasteurs est amélioré.³⁰

4.1.1 Effet 1: Les capacités d'anticipation des crises alimentaires et catastrophes naturelles sont renforcées

4.1.1.1 Les systèmes d'informations sur les risques de catastrophes naturelles et crises alimentaires sont renforcés

- i) *Faciliter la concertation entre parties prenantes*

Constatations principales

- La sécurité alimentaire au Niger implique un grand nombre d'acteurs et d'institutions et plusieurs cadres de concertation.³¹ Pour la FAO, il est difficile d'assurer une présence efficace dans tous ces groupes en raison de la disponibilité limitée de personnel au niveau du Bureau de pays. Sa participation dans le dispositif apparaît diluée par rapport à celles d'autres agences.
 - Le Cluster SA est apprécié de manière différente par les personnes rencontrées. Il est considéré comme un cadre nécessaire par certains acteurs (en particulier les ONG nationales), mais est jugé superflu par d'autres. Certains partenaires s'interrogent sur la pertinence des clusters et sur la désactivation possible du système. Le travail de la FAO dans l'animation des clusters est très apprécié au niveau de Niamey et dans les régions où la FAO dispose de sous-bureaux.
- 98 Le Niger dispose d'un Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA) rattaché au Cabinet du Premier Ministre. Le DNPGCCA est composé d'un Secrétariat permanent, d'une Cellule de coordination du système d'alerte précoce et de prévention des catastrophes, d'une Cellule crises alimentaires et gestion des catastrophes, d'une Cellule filets sociaux et, depuis janvier 2014, une Cellule de coordination humanitaire y a été intégrée. Pour assurer la concertation avec les PTF, le dispositif national s'est doté de trois cadres de concertation qui sont: la Commission mixte de concertation, le Comité élargi de concertation et le Comité restreint de concertation.
- 99 La FAO est, avec le PAM, co-facilitatrice du Cluster Sécurité Alimentaire (Cluster SA). Le système cluster a été activé suite à la crise de 2005. La contribution de la FAO au Cluster

30 Le DP 1 du CPP du Niger reprend les quatre composantes clefs de l'OS5 qui sont: i) renforcement des capacités des institutions et gouvernements en gestion des risques et des crises dans le secteur agricole; ii) renforcement des systèmes d'information et d'alerte rapide concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les menaces transfrontières; iii) protection, prévention, atténuation et renforcement des moyens d'existence au travers de technologies, d'approches et de pratiques dans tous les secteurs agricoles; iv) préparation et réponse aux crises en agriculture, élevage, pêche et foresterie.

31 Le Cluster SA piloté par le Ministère de l'agriculture, différents cadres de concertation du Dispositif rattaché à la primature, les groupes restreint Alliance ECHO, GTTR, GTI, etc.

SA est très appréciée par les partenaires au niveau de la capitale où le Cluster se réunit régulièrement ainsi que dans les régions où la FAO a des bureaux décentralisés (à Diffa, Tahoua et Zinder) et à Maradi où le Cluster est animé à partir du bureau de Zinder (voir Annexe 1). Par contre, la FAO ne participe pas aux réunions du Cluster de la région de Tillabéri où elle n'a pas de sous-bureau.

- 100 Certains partenaires perçoivent le Cluster SA comme une duplication des cadres de concertation du DNPGCCA et remettent en question son utilité. Cependant, l'évaluation a constaté que les participants à ces différents cadres de concertation ne sont pas les mêmes. En effet, plusieurs ONG nationales qui participent au Cluster SA considèrent qu'elles n'ont pas accès au DNPGCCA. Pour ces ONG, le Cluster offre un espace important de discussion et d'échange, accessible et ouvert. Ces acteurs identifient la valeur du Cluster SA dans le partage et la diffusion des informations (qui, fait quoi, où), la coordination des acteurs permettant d'éviter des chevauchements, le partage de bonnes pratiques et la formulation du Plan de réponse stratégique. En général, le Cluster SA est vu par ces acteurs comme un cadre de réflexion et d'avis technique, complémentaire au Dispositif, qui peut être consulté par le Dispositif pour des avis techniques avant la prise de décisions au niveau des Comités de concertation. La valeur du Cluster SA est moins reconnue par les bailleurs de fonds ou par certaines ONG internationales qui s'investissent dans les cadres du DNPGCCA et dans d'autres espaces de discussion, comme par exemple l'Alliance ECHO, et ne participent peu ou plus au Cluster SA.
- 101 Le Cluster SA est perçu comme un cadre technique contribuant au travail du DNPGCCA, mais c'est au sein de ce dernier que les décisions sont prises. Certains partenaires ont indiqué que les résultats des réunions du Cluster SA ne sont pas suffisamment partagés dans les cadres de concertation du DNPGCCA. Le Cluster SA devrait alimenter davantage les réunions du DNPGCCA à travers un meilleur partage des expériences et bonnes pratiques discutés en son sein.
- 102 Aujourd'hui une réflexion sur la pertinence du système des clusters semble engagée. Une transition vers une désactivation des clusters semble légitime au vu de la multiplication des cadres actifs. Ainsi, dans le cadre de cette transition, les sous-clusters au niveau des régions ont été convertis en groupes de travail sectoriel placés sous le leadership des services techniques régionaux appropriés. Pour une stratégie de sortie réussie, il serait nécessaire d'assurer l'inclusion des ONG nationales dans les espaces de concertations au niveau national.
- 103 Certains partenaires rencontrés reconnaissent la participation de la FAO dans les cadres de concertation, mais mentionnent également une faiblesse dans les prises de positions de l'Organisation: «Participer ne signifie pas seulement être là ou contribuer à la finalisation des outils, mais aussi réorienter les décisions du gouvernement et des autres partenaires si nécessaire» (source: agence du SNU). La disponibilité limitée en personnel du Bureau de pays ne permet pas à l'Organisation d'assurer la participation d'un expert mandaté pour prendre position et décider. Le Bureau de pays possède un responsable des opérations, mais le poste de « Coordinateur des opérations et du Cluster » n'a pas été renouvelé, et le personnel de l'unité (1 personne) est insuffisant pour assurer la gestion du Cluster SA et une participation active aux différentes réunions. Les partenaires indiquent également que ce sont souvent les mêmes personnes qui représentent la FAO au sein des nombreuses réunions qui se succèdent dans la capitale.
- 104 Des attentes existent par rapport à la contribution de la FAO concernant les aspects techniques. Un exemple est l'intérêt accru au niveau du DNPGCCA pour le secteur de l'élevage et en particulier pour la distribution des aliments pour bétail. Sur cet aspect la FAO a donné un appui technique, considéré comme très important, mais ici également, la faiblesse du Bureau de pays en termes de ressources humaines pénalise sa participation. L'Organisation a des difficultés pour assurer un appui sur la durée.
- 105 Si les cadres de concertation et de discussion associés à la sécurité alimentaire se sont multipliés, les partenaires relèvent un manque d'espaces de discussion pour les questions de développement rural. Ils soulignent le manque de dynamisme du CMPS1 qui aurait dû jouer ce rôle et remplacer le cadre de concertation du développement rural autrefois actif.

ii) *Contribuer à l'amélioration des outils et méthodes de collecte et traitement des données et informations agricoles et socioéconomiques et à la préparation des réponses éventuelles*

Constatations principales

- Au niveau national, plusieurs outils et méthodes sont utilisés pour la collecte et le traitement des données: suivi annuel de la sécurité alimentaire pour l'identification des zones vulnérables, Cadre Harmonisé,³² enquête de vulnérabilité et sites sentinelles.
- Dans un souci de rationaliser les outils et les ressources, et de s'aligner sur les outils utilisés au niveau de la sous-région, une meilleure appropriation du Cadre Harmonisé au Niger est nécessaire qui justifierait un plaidoyer de l'ensemble des PTF pour son adoption auquel la FAO devrait participer.

106 La FAO intervient à plusieurs niveaux en matière de collecte d'informations concernant la sécurité alimentaire. Au niveau du DNPGCCA, et en particulier de la Cellule de coordination du système d'alerte précoce et de prévention des catastrophes, la FAO participe au suivi annuel de la sécurité alimentaire pour l'identification des zones vulnérables. Le suivi annuel utilise des outils propres au Niger que la FAO avait contribué à développer dans les années 90. Dans les zones identifiées à risque, la FAO participe à l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages conduite par l'Institut national des statistiques (INS) sous la responsabilité du Système d'alerte précoce (SAP). La FAO participe également aux missions conjointes de suivi de la campagne agro-pastorale. Sur la base de ces informations, le DNPGCCA élabore, avec l'apport des partenaires, le Plan de soutien national.

107 Le Plan de soutien national n'est élaboré qu'après validation des résultats de la campagne agro-pastorale et de l'enquête de vulnérabilité. Il est construit sur des informations très précises mais qui parviennent souvent tardivement et, de ce fait, ne permettent pas la mobilisation des ressources nécessaires à la réponse permettant d'engager des actions en contre-saison avant la soudure.

108 La FAO, en tant que facilitateur du Cluster SA, contribue au développement du Plan de réponse stratégique d'OCHA, et en particulier au volet sécurité alimentaire, qui est développé en novembre sur la base des résultats du CH. En novembre 2015, au moment de l'analyse du CH, les résultats provisoires de la campagne n'étaient pas encore disponibles de même que ceux de l'enquête de vulnérabilité, généralement prêts en janvier. En l'absence des résultats de l'enquête de vulnérabilité en novembre, le CH a utilisé les résultats des sites sentinelles, un autre système de collecte d'informations auquel la FAO participe, qui est moins lourd que l'enquête de vulnérabilité. Les partenaires indiquent que, dans une optique de rationalisation des outils et des ressources, les sites sentinelles pourraient dans les prochaines années remplacer l'enquête de vulnérabilité.

109 L'utilisation du CH permet d'avoir des résultats harmonisés au niveau régional. En outre, le CH sera également utilisé par la CEDEAO pour la constitution de stocks de réserve au niveau régional. Au Niger, le CH est parmi les instruments utilisés, sans pour autant remplacer le système préexistant. Afin d'obtenir des données comparables entre les pays de la sous-région, vu les enjeux liés à l'initiative de la CEDEAO, et dans un souci de rationaliser les outils et les ressources une meilleure appropriation du CH au Niger est nécessaire. Ceci nécessiterait un plaidoyer de l'ensemble des PTF pour l'adoption du CH auquel la FAO devrait participer.

4.1.2 Effet 2: Les moyens de subsistance des populations vulnérables sont préservés

Constatation principale

Les actions de la FAO pour le renforcement des moyens de subsistance ont surtout porté sur les cultures pluviales et irriguées, la distribution de «kits élevage», la mise en place d'aliments pour bétail, d'intrants zootechniques et de médicaments vétérinaires. En général, même si elles sont jugées pertinentes, les actions pour le renforcement de la résilience ne sont pas organisées selon une approche intégrée.

³² Au niveau mondial, la FAO appuie le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) comme outil d'identification des zones à risque d'insécurité alimentaire. En Afrique de l'Ouest, où un outil régional, le Cadre Harmonisé supporté par le CILSS était déjà en place, la FAO a contribué à intégrer des éléments de l'IPC dans ce dernier.

- 110 Parmi les activités incluses dans le CPP sous l'Effet 2, on peut trouver: la distribution de semences améliorées à cycle court, la création ou extension de sites maraîchers et la distribution de semences maraîchères, la distribution d'aliments pour bétail, la distribution d'animaux et la participation à des activités de conservation des eaux et des sols (CES) et de défense et restauration des sols (DRS) en collaboration avec le PAM.
- 111 Parmi ces activités, certaines sont considérées par l'équipe pays comme une simple réponse à l'urgence (telles que les distributions de semences ou d'aliments pour bétail qui sont réalisées chaque année), et d'autres comme un renforcement de la résilience des populations (telles que les activités liées au maraîchage ou la distribution d'animaux). Bien que cette distinction soit faite dans les discussions, toutes ces activités sont inscrites dans le CPP sous le même Effet 2.
- 112 En général, il existe un certain consensus au niveau de la FAO et des partenaires sur le fait qu'il est nécessaire d'intervenir parallèlement dans plusieurs sphères de la vie des populations vulnérables pour renforcer leur résilience. Dans ce sens, le Bureau régional d'Accra promeut dans différents pays l'approche intégrée «Caisses de résilience» qui inclut trois composantes: i) technique, ii) financière, et iii) sociale. Il s'agit d'intervenir pour les mêmes populations avec des actions qui intègrent ces trois dimensions.
- 113 Au Niger, les Caisses de résilience font écho à des interventions plus anciennes. En effet, dans le passé, la FAO a souvent adopté et promu des approches intégrées dans ses initiatives de développement rural, comme les projets «Intrant» ou IARBIC. Ces projets incluaient, par exemple, un transfert de technologie à travers les CEP, la mise à disposition d'intrants à travers la construction de boutiques et l'accès au crédit à travers le warrantage. Comme on le verra dans les prochains chapitres de ce rapport, des acquis sont perceptibles dans les trois composantes de l'approche «Caisses de résilience»: technologique (par exemple les CEP), financière (le warrantage) et sociale (les clubs Dimitra). Il serait pertinent d'assurer l'intégration de ces composantes dans la même intervention. Or, les actions pour le renforcement de la résilience préconisées sous l'Effet 2 du DP1 du CPP ne semblent pas organisées selon une approche intégrée et sont souvent mises en œuvre séparément.
- 114 La FAO a récemment démarré un projet favorisant l'adaptation climatique à travers l'approche CEP. Ce projet, d'une durée de quatre années pour un budget de 3,8 millions USD, abordant des aspects technologiques, pourrait représenter l'opportunité pour la Représentation pour lancer un programme intégré de renforcement de la résilience en le complétant avec des interventions couvrant les aspects sociaux et financiers.

4.1.2.1 Analyse des interventions en faveur du renforcement de la résilience

Constatations principales

- D'une manière générale, les actions prévues dans le CPP concernant la préservation des moyens de subsistance des populations vulnérables sont pertinentes. Certaines activités sont durables (distributions d'animaux) et bien appréciées par les bénéficiaires et les partenaires de la FAO. D'autres nécessitent une amélioration malgré leur pertinence pour les communautés vulnérables. Une majorité des interventions de la FAO rentre dans le cadre de l'adaptation au changement climatique.
- En général, on note que les distributions s'inscrivent dans une logique de réponse aux crises ponctuelles (vulnérabilité conjoncturelle), mais pourraient également être conçues pour s'inscrire dans une démarche de réduction de la vulnérabilité structurelle.

i) Distribution de semences

- 115 Chaque année, la FAO contribue de façon substantielle à la mise en place de semences auprès des producteurs (voir graphique ci-dessous). Durant la période analysée, ce type d'interventions, bien qu'en baisse constante, représente une large partie du programme de l'Organisation au Niger.

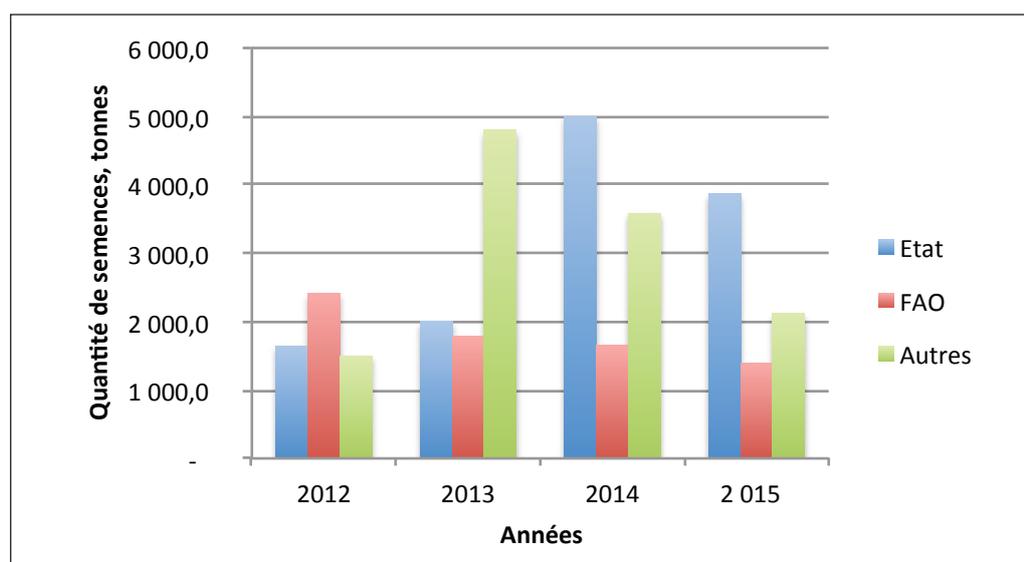


Figure 8: Situation de la distribution des semences pluviales

Source: DGA/MAG

- 116 De 2011 à 2015, en moyenne 142 000 ménages par année ont reçu des semences dans le cadre des interventions de la FAO. Chaque ménage identifié a reçu 10 kg de semences de mil ou sorgho et 5 kg de niébé. Les bénéficiaires ont indiqué l'insuffisance des semences livrées par rapport aux besoins réels. De ce fait, dans de nombreux cas, pour des raisons de solidarité sociale, une fois la distribution réalisée, les semences ont été rassemblées par les populations et redistribuées pour atteindre un maximum de bénéficiaires. En outre, les populations acceptent rarement le ciblage des très pauvres comme seuls bénéficiaires des appuis surtout lorsque l'accessibilité à des produits de qualité en zone rurale pose également des problèmes aux ménages nantis. Ainsi, en réalité, le nombre de bénéficiaires réels peut être multiplié par deux ou trois.
- 117 Bien que des critiques aient été formulées concernant les retards ou les quantités distribuées, les bénéficiaires rencontrés ont déclaré que l'utilisation des variétés améliorées distribuées a eu des impacts très positifs sur leur production: la croissance est plus rapide que celle de la variété locale (70 jours contre 90 pour le mil, par exemple) et les rendements sont supérieurs (à Zinder, par exemple, le rendement de la variété de mil améliorée distribuée en 2012 était de 500 kg/ha contre 278 kg/ha pour les variétés locales).³³ Cependant, l'absence d'enquêtes post-distribution et post-récolte ne permet pas d'apprécier objectivement l'efficacité ou les effets de ces actions.³⁴
- 118 Les distributions de semences pluviales sont conduites sur la base de planifications réalisées chaque année. Un des problèmes relevés de manière récurrente est le retard dans les distributions des semences qui souvent arrivent après les premiers semis pour la campagne d'hivernage et bien au-delà des périodes favorables pour la campagne irriguée. Ces retards sont, entre autres, dus au fait qu'à chaque campagne la FAO est confrontée à la recherche de financement pour l'achat des semences. Des délais sont également nécessaires pour la contractualisation avec les partenaires opérationnels et pour l'organisation du ciblage qui précède la distribution.
- 119 Bien que reconduites chaque année, ces distributions sont conçues comme des actions de réponse à des crises ponctuelles (vulnérabilité conjoncturelle) alors que ces interventions pourraient s'inscrire dans une démarche de réduction de la vulnérabilité structurelle. Il serait alors pertinent de cibler les mêmes ménages sur une période prolongée. Cela est fait par exemple par la FAO dans les ComdeCon dans le cadre des interventions conjointes avec le PAM. Idéalement, ceci implique de mobiliser des mécanismes de financement pluriannuels qui permettent d'assurer aux bénéficiaires un appui prévisible et s'inscrire davantage dans une logique de protection sociale. Cette prévisibilité permettrait de mieux planifier les

³³ Rapport d'étude des semences d'urgences 2012 fait par la direction des statistiques du Ministère de l'Agriculture.

³⁴ Il y en a eu pourtant jusqu'en 2013

interventions et de faciliter la disponibilité des semences en tenant compte du calendrier agricole. L'adoption de cette approche impliquerait également une attention particulière à la qualité du ciblage afin de garantir l'atteinte des plus vulnérables. Une approche «pluriannuelle» n'exclut pas la programmation annuelle d'opérations d'anticipation et de réponse aux crises et aux vulnérabilités conjoncturelles. Pour cela, la création de stocks de semences ou de fonds dédiés à être mobilisés en cas de crise, par exemple, représente une solution permettant de réduire les retards dans la réponse.

- 120 L'évaluation observe également que certains mécanismes opérationnels pourraient être exploré lors des interventions de distribution de semences tels que: les vouchers qui permettent de connecter les bénéficiaires aux points de vente/boutiques d'intrants existants, ou en associant les distributeurs existants à l'opération.

ii) Maraichage

- 121 Durant la période analysée, la FAO a appuyé les activités de maraichage à travers la distribution de diverses semences (pommes de terre, oignons, tomates, choux, etc.). Ces interventions, qui ont touché en moyenne 76 000 ménages par année, ont ciblé principalement des femmes. En outre, sur une échelle limitée, la FAO a aménagé/réhabilité des sites maraichers (environ 500 ha) pour la petite irrigation.
- 122 Sur les sites visités des résultats positifs ont été observés: le maraichage a démontré son efficacité pour atténuer la vulnérabilité économique et promouvoir la diversification des sources de revenus des femmes; et les aménagements de ces sites sont des œuvres durables. Par contre, il est à noter pour ce type d'intervention, le manque de réflexion concernant les modalités de désengagement progressif de la FAO dans une perspective d'autonomisation des femmes. Dans certains cas, des groupements de femmes ont été appuyés sur plusieurs années sans une véritable stratégie de sortie (commune de Kollo). Les bénéficiaires s'attendent à recevoir des semences chaque année alors que l'appui de la FAO n'est pas prévisible et suit un ciblage annuel.
- 123 En outre, si on considère que le renforcement de la résilience doit passer à travers une approche intégrée, en plus de donner des intrants, il faudrait permettre à ces femmes par exemple d'aborder des aspects sociaux (comme par exemple faire de la sensibilisation sur la nutrition qui n'est pas faite systématiquement) ou encore de s'organiser pour faire des achats groupés. La transformation des produits est également une dimension importante dans le secteur maraicher qui n'a pas été suffisamment prise en compte (voir section 4.2.2).
- 124 Sur un des sites visités l'équipe d'évaluation a constaté que le problème d'accès aux semences n'était pas dû à un manque de moyens économiques, mais au manque de disponibilité de semences maraichères à proximité. Une analyse des besoins doit être faite afin de définir au mieux la stratégie d'intervention.
- 125 Lors des visites de terrain des sites maraichers, l'équipe d'évaluation a constaté qu'une des causes principales de l'abandon de l'activité était liée à des problèmes de disponibilité en eau. Parmi les raisons mentionnées par les services techniques de l'État il y a: les problèmes de réalisation des ouvrages, le choix de sites (réalisé en collaboration avec les services techniques) qui étaient parfois marginaux, la passation des marchés ne tenant pas compte de la réalité du terrain, et le manque d'études concernant la profondeur des nappes.
- 126 La pression foncière représente une autre contrainte à laquelle les bénéficiaires rencontrés étaient souvent confrontés. Dans certains cas, les terres utilisées pour les cultures de contre-saisons sont également utilisées pour les cultures pluviales ce qui limite la période de production maraichère en termes de types de spéculations et ne permet pas une production pérenne. De ce fait, certaines plantes pluriannuelles à haute valeur nutritive et commerciale (telles que le moringa) ne peuvent pas être cultivées. Les femmes sont souvent les plus touchées car leur accès à la terre est plus limité. Les visites de terrain ont révélé que l'éloignement des sites représente un autre facteur qui réduit l'impact des interventions car la charge de travail quotidienne des femmes (surtout pour les plus jeunes) ne leur laisse pas suffisamment de temps pour les activités de maraichage si le site n'est pas à proximité des concessions.

iii) Appui à la production animale

- 127 L'activité de **distribution d'aliments pour bétail** a constitué un point fort du programme de la FAO qui est venu en aide aux éleveurs pendant les périodes de soudure dans les zones vulnérables (déficit fourrager) identifié au cours de l'évaluation de la campagne pastorale. Les quantités sont importantes et on peut estimer que sur les 5 années les distributions ont touché en moyenne 51 800 ménages par année.³⁵
- 128 Les fonds issus de la vente à prix modérés des aliments pour bétail (4000 FCFA le sac) vont alimenter le Fonds de sécurisation de l'élevage (FOSEL) au niveau national. Il serait pertinent de revoir cette modalité et considérer un mécanisme permettant maintenir les fonds à un niveau local plus proche des bénéficiaires à travers des fonds de roulement de proximité qui pourraient être utilisés pour des réponses urgentes et rapides aux crises éventuelles.
- 129 Il est à noter que l'équipe d'évaluation a recueilli des témoignages de rachat des stocks d'aliments de bétails par les commerçants qui les ont revendus sur les marchés locaux aux éleveurs à des prix souvent très élevés (12 000 FCFA le sac de 50 kg au lieu de 4 000 FCFA). Même si cela peut être un cas isolé, il faut davantage de vigilance pour éviter ce type de spéculations.
- 130 Durant la période analysée, la FAO a procédé à des **distributions de chèvres** ciblant principalement les femmes. Lors des visites de terrain, l'équipe d'évaluation a constaté que ces distributions, si elles sont bien conduites, constituent une approche efficace pour réduire la vulnérabilité des ménages. Parmi les impacts positifs des distributions des animaux, l'évaluation note l'amélioration des revenus des bénéficiaires grâce aux ventes, l'amélioration du statut social des femmes vulnérables et la disponibilité du lait pour les enfants. Les animaux constituent également une épargne pour les ménages et on note la vente des mâles pour résoudre divers problèmes. Parmi les interventions de renforcement des moyens d'existence, les effets des distributions d'animaux se sont avérés être les plus durables.
- 131 Au-delà de la distribution des kits d'élevage, la FAO a, de manière plus limitée, distribué des **animaux pour l'embouche**. Lors des visites de terrain, l'équipe d'évaluation a constaté que l'embouche est moins appréciée par les bénéficiaires et moins adaptée aux besoins des femmes (Kalfou dans la région de Tahoua - voir section 4.3.2). Ces activités semblent être moins rentables et leurs effets ne sont pas durables. Les comptes des bénéficiaires sont souvent négatifs (voir section 4.4.1).
- 132 Bien que le taux de réussite des interventions de distribution d'animaux soit appréciable, des points faibles ont été relevés tels que: la faiblesse du suivi sanitaire et le manque d'activités de renforcement des capacités des bénéficiaires en matière d'identification des premiers signes de certaines maladies animales. En outre, le choix des races et des animaux (chèvre du Sahel en milieu agropastoral et chèvre rousse en milieu sédentaire) ne répond pas toujours aux préférences des bénéficiaires. En effet, le choix des races a été, souvent, conditionné par les résultats des appels d'offre et non par les attentes des bénéficiaires. Des problèmes d'adaptation à l'environnement des chèvres reçues ont entraîné la mort de certains animaux.
- 133 Il est à noter que, après la distribution, l'alimentation des animaux n'a pas toujours été garantie. Cela a eu comme conséquence des ventes ou des pertes d'animaux. Les distributions d'animaux devraient être faites au début de l'hivernage ou en fin de récolte, périodes pendant lesquelles il existe une certaine disponibilité en fourrage naturel. Autrement, il semble nécessaire de fournir systématiquement aux bénéficiaires une certaine quantité d'aliments pour bétail (son de blé) pendant au moins quatre mois. Les interventions de distribution d'animaux pourraient également être accompagnées de transferts monétaires ou d'activités génératrices de revenu pour sécuriser le noyau reproducteur tel que dans le projet OSRO/RAF/306/EC. L'évaluation note également un besoin évident de renforcement des capacités des bénéficiaires notamment en techniques d'alimentation des animaux, suivi sanitaire, nutrition et gestion des comptes d'exploitation.

35 Au total la quantité d'aliments bétails distribués sur les 5 années est de 38 800 tonnes au profit de 259 000 ménages. Chaque ménage de petit éleveur a été doté de 3 sacs de 50 kg.

iv) Conservation des eaux et des sols (CES) et défense et restauration des sols (DRS)

- 134 La dégradation des terres (érosion hydrique et éolienne, baisse de la productivité végétale), causée par le changement climatique et la pression démographique, est devenue une constante importante au Niger. Ainsi, les interventions de conservation des eaux et des sols (CES) et de défense et restauration des sols (DRS) constituent des priorités permettant de ralentir les eaux de ruissellement et faciliter leur infiltration dans le sol pour alimenter les nappes qui servent de source d'eau pour le maraîchage.
- 135 Des activités de CES/DRS ont été mises en œuvre par la FAO en synergie avec le PAM qui a assuré la réalisation des aménagements anti-érosifs (à travers l'approche «*cash for assets*»), la FAO intervenant essentiellement dans la mise en valeur des aménagements (mise à disposition de semences pour la production fourragère et agricole). Or, la FAO a une expérience de longue date au Niger dans ce domaine à travers un projet soutenu par des fonds italiens dans la vallée de Keita (de mai 1984 à décembre 1999 en trois phases). La fixation des dunes faite dans le cadre de ce projet a été mentionnée par le Ministère de l'environnement comme un exemple de bonne pratique apportée par la FAO au niveau du pays. Dans le projet Keita, l'implication du PAM était principalement d'apporter des vivres dans le cadre des activités à haute intensité de main d'œuvre tandis que la FAO se chargeait des aspects techniques. Malgré cette expérience technique antérieure de la FAO, c'est le PAM qui aujourd'hui est responsable de ces activités.
- 136 Lors des visites de terrain l'équipe d'évaluation a constaté que le foncier est une problématique qui émerge sur les sites récupérés par le PAM en collaboration avec la FAO (Gothèye, Allakaye). La FAO est perçue par certains partenaires rencontrés comme l'organisation la mieux placée pour veiller à ce que les questions de l'accès à la terre liées au foncier soient prises en compte avant le début des interventions de réhabilitation. La mise en défens des sites est également une autre problématique qui doit prendre en compte les enjeux fonciers et le partage des ressources entre usagers. En outre, dans les actions de mise en valeur, les femmes n'ont pas toujours été favorisées. Dans certains cas, elles ont reçu des parcelles de petite taille ou marginales.

v) Empoisonnement de mares

- 137 Durant la période analysée, la FAO a appuyé les interventions d'empoisonnement de cinq mares; notamment dans les régions de Zinder et de Maradi. Le site observé par l'équipe d'évaluation lors des visites de terrain présentait des résultats concluants: les bénéficiaires se sont appropriés de l'action et ont déclaré que, grâce à la formation reçue, ils ont amélioré la gestion de leur activité, leurs revenus, et la nutrition des enfants.
- 138 Les acteurs rencontrés (dans la région de Maradi) indiquent que le développement de la pisciculture individuelle pourrait être plus pertinent car la gestion collective des mares est souvent conflictuelle à cause des usages multiples de cette ressource en eau dans certains sites (pisciculture, abreuvement des animaux, maraîchage, eau pour la construction, etc.). Le Ministère de l'environnement en collaboration avec la FAO avait par le passé développé (en 2004) un guide concernant la protection et la gestion des mares qui prend en compte les conflits d'utilisation de celles-ci. Ce document est toujours utilisé lors des interventions.

vi) Les jardins scolaires

- 139 Durant la période analysée, la FAO a appuyé des jardins scolaires conjointement avec le PAM et l'UNICEF. Cet appui aux écoles peut représenter une porte d'entrée aux innovations et aux changements de comportement, en particulier concernant la nutrition. Il est donc pertinent de multiplier ces genres d'interventions comme bonnes pratiques.
- 140 L'équipe d'évaluation a visité des sites où les semences potagères ont été distribuées par la FAO par l'intermédiaire des services de l'agriculture. Il a été constaté que les besoins en matière de renforcement des capacités des membres des comités de gestion (COGES) et des enseignants restent importants afin qu'ils aient une bonne maîtrise des itinéraires

techniques des cultures. Certaines écoles pourraient être appuyées en moulins afin d'alléger les travaux de préparation des repas. En effet, le travail difficile de la mouture des graines de céréales pour les repas des élèves nécessite une main d'œuvre importante (pillage).

vii) Des interventions intégrées

- 141 Dans les sites où des actions de récupération de terres ont été couplées à d'autres types d'intervention telles que distribution de kits «petits ruminants» ou cash transfert, le renforcement de la résilience apparaît évident (un bon exemple se trouve à Karkara dans la commune d'Allakaye qui fait partie des ComdeCon). Une convergence d'appui au niveau d'un même ménage permet à ce dernier d'augmenter son niveau de revenus et sa résilience face aux chocs futurs.

4.1.2.2 Des points faibles à améliorer

Constataions principales

- Les ONG nationales ont reconnu que le caractère ponctuel (de quatre à six mois) des protocoles d'accord avec la FAO et la faiblesse des ressources financières ainsi que les modalités de leur décaissement ne sont pas incitatifs.
 - Lors des visites de terrain des insuffisances dans la communication concernant le contenu des protocoles d'accord signés ont été constatées entre la FAO et les acteurs impliqués dans les différentes interventions. Ces insuffisances ont un impact négatif sur la qualité des résultats.
- 142 Pour la mise en œuvre de ses interventions, la FAO signe des protocoles (de quatre à six mois) avec les prestataires opérationnels (ONG nationales ou internationales) ou les services techniques déconcentrés (STD) de l'État. Le questionnaire envoyé aux partenaires opérationnels de la FAO a montré une appréciation généralement positive de la collaboration avec la FAO. Néanmoins, des limites dans les modalités de collaboration avec ces partenaires ont été relevées par l'équipe d'évaluation lors des visites de terrain. Ces limites ont eu un impact négatif sur la qualité des résultats:
- a. Les fonds prévus dans les protocoles d'accord avec la FAO sont parfois insuffisants. Les ONG nationales, qui ont des capacités logistiques et financières limitées, combinent la mise en œuvre des activités des projets de la FAO avec celles d'autres projets. Cela leur permet de mettre en commun les moyens pour la conduite parallèle des activités. Il n'existe pas des critères clairs pour définir le montant des protocoles et par conséquent les budgets alloués aux ONG ne sont pas proportionnels aux tâches prévues dans les protocoles d'accord.
 - b. Les modalités de décaissement des fonds ne sont pas adaptées aux capacités techniques et financières des prestataires. Par exemple, dans le cas des distributions de semences: selon le protocole d'accord, 20 pour cent sont payés à la signature pour le ciblage et la distribution, 60 pour cent au dépôt du rapport à mi-parcours et 20 pour cent au dépôt du rapport final. Si le service technique ou l'ONG n'a pas les capacités financières suffisantes, les premières activités (ciblage et distribution) vont être bâclées.
 - c. Toujours dans le cas des distributions de semences, l'équipe d'évaluation a noté un manque de communication entre la FAO, le prestataire chargé de la livraison des semences, les services techniques qui doivent recevoir les semences et les ONG chargées de leur distribution.
 - d. Le suivi par les services techniques n'est pas toujours effectif. L'équipe d'évaluation a relevé des difficultés relatives au manque ou à l'insuffisance de communication entre les différents niveaux des services techniques déconcentrés concernant le contenu des protocoles d'accord. Ainsi, quand le protocole est signé au niveau de la région souvent les services techniques du département n'étaient pas informés de son contenu. Par exemple, pour les distributions d'animaux les protocoles d'accord sont signés au niveau régional, mais le suivi de proximité est effectué par les services communaux ou départementaux. Il en a résulté un manque de suivi sanitaire régulier des animaux distribués par les agents vétérinaires engendrant parfois des mortalités.
 - e. Dans le cas des distributions de semences, les services techniques ont déclaré que les ONG ne communiquent pas toujours les activités qu'elles mènent sur leur territoire et

ne leur soumettent pas les rapports. En effet, cela n'est pas prévu dans les protocoles d'accord avec la FAO. Pour le cas des services de l'élevage la communication est faite et les rapports sont partagés. Cependant, le niveau central (Ministère) se plaint du manque d'information remontant des services déconcentrés (région, département en ce qui concerne les activités mises en œuvre avec la FAO).

- f. Dans certains cas, la mise en quarantaine des animaux à livrer n'a pas été effective. Certaines maladies qui sont pourtant à l'origine d'épidémies (peste des petits ruminants) n'ont pas été prises en compte.
- g. En général, il faut noter que le manque de ressources des services techniques déconcentrés ne leur permet pas d'assurer le suivi et l'appui-conseil aux producteurs sinon dans le cadre de programmes et projets financés par les PTF. La FAO pourrait conduire des actions de renforcement de capacités pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de base (par exemple dans les ComdeCon).

143 Pour le suivi des activités mises en œuvre sur le terrain, chaque expert de la FAO a développé des outils spécifiques de suivi qui sont partagés avec les partenaires opérationnels qui fournissent des rapports d'activités, mais la vérification des interventions n'est pas faite par la FAO de façon systématique (en partie à cause de la disponibilité limitée du personnel). On note que la présence des bureaux décentralisés aide le suivi des activités sur le terrain.

144 Pour la présente évaluation, différentes bases de données ont été mises à la disposition de l'équipe concernant les appuis fournis par la FAO en matière de distributions de semences pour les cultures pluviales et irriguées et l'appui à la production de semences. En outre, des informations sur les distributions d'animaux et d'aliments de bétail ont été également mises à disposition. Malgré la disponibilité de ces données, leur exploitation a présenté des difficultés car les informations disponibles n'étaient pas harmonisées et parfois elles étaient incomplètes. L'expert cultures irriguées est parti et l'équipe s'est vue dans les difficultés à accéder à sa base de données avec une perte d'informations. Le Bureau de pays dispose d'un expert en suivi et évaluation (S&E) ce qui pourrait représenter un atout pour la création d'un système de suivi harmonisé/centralisé.

4.1.2.3 Les communes de convergence: une initiative des agences du SNU portée par le HC-i3N pour faciliter la synergie inter-agences en faveur de la résilience.

Constataions principales

- L'Approche «communes de convergence» (A2C), élaborée fin 2013 par les agences du SNU, doit permettre aux agences (et à d'autres partenaires) de planifier de manière conjointe des interventions en faveur de la résilience au niveau des communes. Cette approche est mise en avant par le SNU, et portée par le HC-i3N. Ce processus positif, qui est relativement nouveau, au moment de l'évaluation se limitait principalement à une convergence géographique.
 - La FAO s'est fortement investie dans l'A2C au niveau institutionnel. Un effort de communication et de mobilisation de ressources est nécessaire pour renforcer la contribution opérationnelle de l'Organisation à l'A2C.
- 145 L'A2C a été conçue fin 2013 par le PAM, l'UNICEF et la FAO pour faciliter «l'opérationnalisation de la résilience». Depuis 2014, c'est une approche commune des agences du SNU au Niger. L'idée principale de l'A2C est de mettre en œuvre, au niveau communal, une approche multisectorielle qui favorisera la synergie entre les interventions des agences. C'est le HC-i3N³⁶ qui assure l'ancrage institutionnel de l'A2C. Ce choix se justifie puisque l'I3N définit la commune comme son angle d'entrée opérationnel et promeut une approche multisectorielle pour la résilience.
- 146 Le choix des communes de convergence (ComdeCon) a été défini par plusieurs critères: le niveau de vulnérabilité des communes;³⁷ les opportunités et le potentiel (ressources, présence des différentes agences du SNU avec des financements associés); et, moins souvent évoquée, la nécessité d'assurer une représentativité géographique en couvrant

36 Le dispositif national ou le Ministère de la décentralisation auraient également pu porter cette approche.

37 Des données d'enquêtes des dix dernières années ont été mobilisées pour estimer les niveaux de vulnérabilités des communes.

toutes les régions administratives du pays et les différentes «zones de moyens d'existence». Sur cette base, 35 des 265 communes du Niger sont identifiées comme ComdeCon, avec une inclusion progressive des communes sur trois ans: 11 communes dites «de génération 1» incluses en 2014, 12 en 2015 (de génération 2), 12 en 2016 (de génération 3).

- 147 L'A2C implique la mobilisation d'outils de diagnostic et de planification déroulés au niveau décentralisé.³⁸ Des plans d'actions sont élaborés avec les élus et les services techniques communaux et signés par les élus et par les agences du SNU qui s'engagent sur une partie des actions planifiées.³⁹ L'A2C ne signifie pas nécessairement une programmation conjointe inter-agences.⁴⁰ dans la plupart des ComdeCon, chaque agence intervient selon ses propres procédures et ses propres financements. Un appui est apporté aux cadres de concertation communaux chargés d'assurer un suivi de la mise en œuvre du plan d'action et qui regroupent le conseil municipal, les ONG, les services techniques et les agences.
- 148 Les actions planifiées au niveau des ComdeCon apparaissent pertinentes, cependant, plusieurs difficultés ou limites à l'approche sont également signalées ou relevées sur le terrain:
- a. L'absence de programmation conjointe: l'A2C relève plus de la convergence géographique que de la synergie d'action. Par ailleurs, la convergence géographique est partielle: les agences du SNU reconnaissent que leurs activités ne concernent que quelques sites ou villages des ComdeCon et que les sites d'intervention ne sont pas toujours communs aux différentes agences ce qui limite les synergies possibles entre les différentes interventions au niveau d'une ComdeCon.
 - b. La coordination et la mise en œuvre d'interventions à l'échelle de la commune sont des options pertinentes mais qui imposent de faire face à plusieurs difficultés: les municipalités manquent de capacités; les services techniques ne sont pas toujours représentés au niveau communal; et les agences ne disposent pas d'équipe suffisamment étoffées au niveau local pour assurer un suivi rapproché des interventions.
 - c. La coordination au niveau communal reste un enjeu. Les cadres de concertation auxquels participent l'i3N (Comité technique régional et Cadre régional de concertation) ne se déclinent pas à l'échelon communal. De même, les Groupes techniques de travail inter-agences sur la résilience (GTTR) qui rassemblent les agences du SNU pour faciliter la coordination et le suivi des activités ont été mis en place au niveau des régions.
 - d. L'attention des agences du SNU sur un nombre limité de communes (35/265) fait l'objet de critique et pose un problème d'adéquation avec l'i3N qui est une initiative à portée nationale. Le gouvernement presse les agences de «passer à l'échelle supérieure» mais les moyens disponibles ne le permettent pas.
 - e. L'A2C ne peut être mise en œuvre sans les ministères techniques, mais les cadres de ces ministères rencontrés par l'équipe d'évaluation à Niamey ont démontré leur méconnaissance de l'A2C et la considèrent comme un programme des Nations Unies.
 - f. Dans l'A2C, les agences ne délèguent pas de responsabilités à la commune. Les financements demeurent au niveau des agences. Cette approche déconcerte certains cadres nationaux qui comparent l'approche des Nations Unies avec celle de la Banque mondiale qui, au contraire, laisse une grande latitude aux communes. La note de cadrage élaborée par les consultants en appui à l'i3N devrait faciliter le renforcement du rôle des collectivités qui jusqu'ici ne se sont pas encore pleinement appropriées l'A2C.
- 149 La FAO contribue à la coordination de l'A2C dans le cadre des GTTR au niveau central et au niveau régional lorsqu'elle dispose de sous-bureaux. En particulier, elle est chef de file du GTTR dans la région de Tahoua et sa contribution est très appréciée par les partenaires.
- 150 La FAO contribue à la mise en place de la «Maison du paysan»⁴¹ (MdP), élément clé de l'initiative du Président Issoufou Mahamadou: «*Dans le domaine de l'agriculture, la*

38 Par exemple, la PSME (Programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence) développée par le PAM est utilisée par l'A2C et promue par le HC-i3N.

39 Les fonds nécessaires à la mise en œuvre des actions prioritaires identifiées lors des planifications et non couvertes par les agences doivent être recherchés par i3N (entretien UNICEF) ou par les communes (entretien HC-i3N).

40 À noter des programmes conjoints PAM FAO dans certaines communes de convergence.

41 Le Ministère de l'agriculture est responsable de la composante 1 du Plan d'accélération de l'initiative 3N (2014-15): Mise à disposition de plateformes de services intégrés appelées Maison du paysan.

Maison du Paysan, qui en est un élément essentiel, devient de plus en plus une réalité. Il s'agit d'une plateforme polyvalente comprenant des magasins d'engrais, des semences, des pesticides, des aliments pour bétail, des stocks de sécurité alimentaire, des ateliers d'entretien et de location d'équipement, une mutuelle d'épargne et de crédit, une radio communautaire et un bloc administratif» (Message à la Nation du Président Issoufou Mahamadou, Nouvel An 2015). En particulier, l'action de la FAO s'est concentrée sur les ComdeCon. Au total, 14 MdP ont été construites dans 14 ComdeCon sur les 35 retenues dont huit ont été financées par le Fonds fiduciaire africain de solidarité (ASTF), quatre grâce au financement norvégien et deux dans le cadre d'un projet conjoint à Maradi.⁴² Ainsi, il faut noter une cohérence entre les priorités nationales et l'expérience passée de la FAO qui aurait dû permettre une plus forte levée de fond.

- 151 Lors des visites sur le terrain, l'équipe d'évaluation a constaté que les mécanismes de gestion des infrastructures construites dans le cadre de la MdP restent à définir et que les capacités des communes en matière de gestion doivent être renforcées. En général il faut noter que la MdP est un système qui demeure très étatique, alors que l'implication d'acteurs privés pourrait assurer ce type de service de manière plus durable. Ainsi, une commune urbaine d'Agadez (qui ne fait pas partie des ComdeCon) a signé un contrat pour la gestion du magasin avec un acteur privé. Celui-ci a été choisi par le maire en consultation avec l'organisation paysanne et doit garantir la qualité et la correcte gestion du stock. Cette solution semble un exemple pertinent pour assurer le fonctionnement du magasin et pourrait être promue, en particulier dans les ComdeCon.
- 152 En terme d'activités opérationnelles, la contribution de la FAO aux ComdeCon peut être décisive car l'Organisation est techniquement en mesure de proposer une large palette d'interventions: évaluation du potentiel de la commune en termes de développement rural; mise en place de MdP, clubs Dimitra, jardins scolaires, et CEP; contribution à la nutrition à travers la promotion de productions nutritives; distribution d'intrants et appui technique pour valoriser les terres récupérées. Dans la pratique, les éléments transmis par la Représentation à l'équipe d'évaluation présentent des résultats en demi-teinte.
- 153 En effet, en termes de couverture, l'activité de distribution d'intrants intervenant en complément des activités du PAM couvre le plus grand nombre de ComdeCon (29/35) (voir graphique ci-dessous). Depuis le début de l'initiative A2C, huit communes ont bénéficié d'appui pour la mise en place de clubs Dimitra (à noter que seulement quatre ComdeCon de génération 1 sont couvertes) et sept ComdeCon disposent de CEP qui existaient déjà avant 2014 (aucune ComdeCon de génération 2 n'est concernée par la mise en place de CEP). Par ailleurs, depuis 2014, la FAO n'a pas mis en place de nouveaux jardins scolaires et systèmes de warrantage dans les ComdeCon.
- 154 La visibilité de la FAO dans l'opérationnalisation de l'A2C demeure limitée et plusieurs interlocuteurs (agences du SNU, ONG, partenaires étatiques) résumant la contribution de l'Organisation à la «distribution d'intrants». Pour certaines agences - comme le PAM -, l'A2C est devenue une stratégie interne : le PAM insiste sur le "paquet d'activités" qu'il propose dans les ComdeCon et s'engage à concentrer ses propres interventions sur un certain nombre de sites dans les ComdeCon. Bien que la FAO se soit engagée dans les ComdeCon à travers les fonds ASTF, la problématique future reste la mobilisation des ressources. La FAO devrait assurer que la stratégie de la représentation prend mieux en compte l'A2C car les Communes de convergence reçoivent aujourd'hui une attention particulière des bailleurs de fond et peuvent être considérés comme une vitrine pour montrer ce que les Organisations peuvent offrir.

42 Ces maisons incluent des centrales d'approvisionnement en intrants agricoles et en aliments pour bétail et des boutiques d'intrants agricoles et d'aliments pour bétail. La capacité de ces magasins est de 50 tonnes pour les centrales communales et 20 tonnes pour les boutiques villageoises.

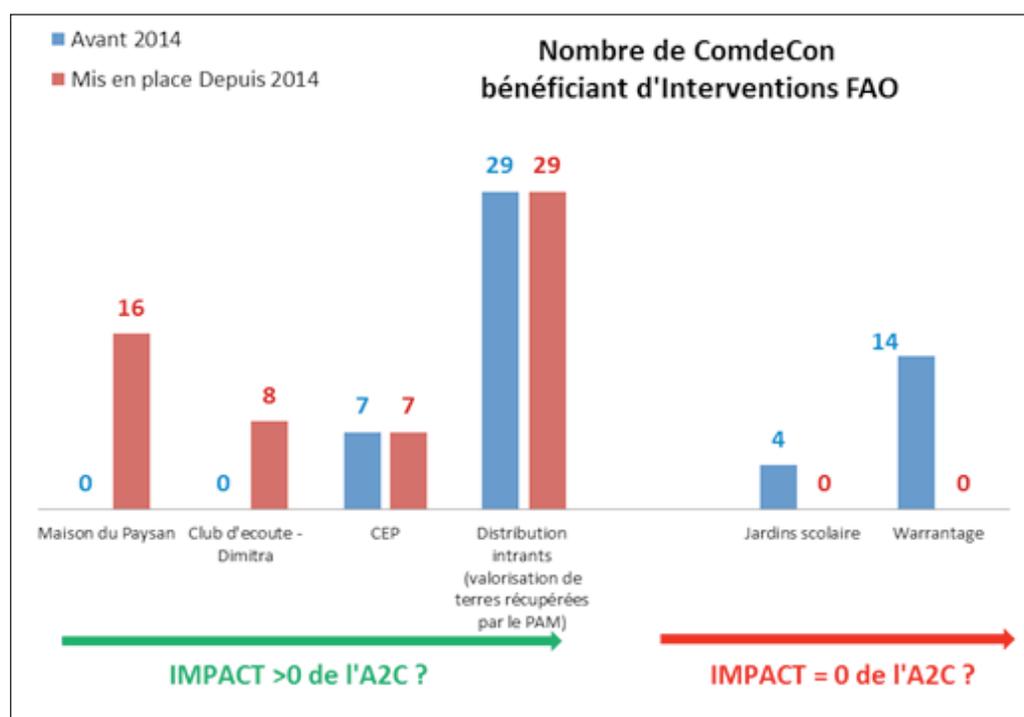


Figure 9: Les interventions phares de la FAO dans les ComdeCon, avant et après le lancement de l'A2C (2014)

Source: Bureau de pays

4.1.3 Effet 3: L'état nutritionnel des ménages est amélioré

4.1.3.1 La consommation d'aliments à haute valeur nutritive par les ménages ruraux est augmentée

Constataion principale

La FAO inclut des actions de promotion de la nutrition mais ces actions ciblent peu de bénéficiaires, ne sont pas coordonnées avec celles conduites par d'autres acteurs, et sont confiées à des opérateurs qui n'ont pas une expérience consolidée dans ce domaine.

i) L'orientation nutritionnelle des interventions de terrain des projets portés par la FAO

155 L'AT-Nutrition du Bureau de pays a conduit un travail d'analyse de la sensibilité à la nutrition des projets de la FAO en passant en revue les objectifs, les activités, les indicateurs et les budgets de chaque projet.⁴³ A l'exception du projet «Autonomisation des femmes rurales (UNJP/NER/O57/UNJ)»⁴⁴, l'analyse de l'AT-Nutrition met en évidence les faiblesses des projets dans ce domaine: les objectifs favorables à la nutrition ne sont pas toujours associés à des activités et des budgets spécifiques, ni reliés à des indicateurs permettant d'apprécier l'évolution de la situation nutritionnelle. Ces faiblesses posent un problème de cohérence entre le positionnement institutionnel de la FAO au niveau national et l'expérience opérationnelle de l'Organisation. Ainsi, au niveau des cadres de concertation nationaux, la FAO promeut des interventions pour l'agriculture et la sécurité alimentaire sensibles à la nutrition: il est indispensable qu'elle adopte cette approche dans le cadre de ses projets.

156 **Les indicateurs sensibles à la nutrition** ne sont pas systématiquement proposés pour suivre les effets/impacts d'un programme d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Par exemple, la FAO favorise l'adoption de scores de diversité alimentaire

43 FAO (2015) Nutrition Progress Report 2013-2015.

44 Le projet d'autonomisation des femmes rurales (UNJP/NER/O57/UNJ) démarré en 2015 illustre la capacité de la FAO à proposer des projets sensibles à la nutrition. Il a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire des femmes rurales et prévoit des activités d'éducation à la nutrition à travers les clubs d'écoute Dimitra. L'impact du projet se mesurera par une amélioration de la diversité alimentaire des bénéficiaires. Un budget modeste mais spécifique est prévu pour la nutrition (21.000 USD).

comme indicateur de vulnérabilité nutritionnelle au niveau national, mais ces indicateurs dans la majorité de cas ne sont pas proposés dans les projets. Dans le cadre des programmes conjoints PAM-FAO,⁴⁵ des indicateurs tels que l'indice de consommation alimentaire, l'indice de diversité alimentaire (Dietary Diversity Score), ou le pourcentage des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation, sont mobilisés en tant qu'indicateurs d'effets. Cependant, il faut préciser que ces indicateurs sont principalement mobilisés par le PAM. L'engagement de la FAO en termes de suivi est moins clair. Dans d'autres projets conjoints,⁴⁶ des enquêtes baseline et endline sont prévues, mais portées sur le budget du PAM.

- 157 Durant la période évaluée, la FAO a organisé **des formations à la nutrition** ce qui démontre l'intérêt du Bureau de pays pour ce thème. Ces activités de formation ont été conduites par une ONG locale ciblant un public de relais (des animateurs relais des sites maraichers, des agents de l'agriculture et des encadreurs des clubs Dimitra qui ont ensuite formé les leaders femmes et hommes des clubs).
- 158 Bien que positive, cette expérience présente des limites. En effet, l'ONG n'avait pas une expérience précédente consolidée dans ce domaine et a développé des outils d'éducation nutritionnelle dans le cadre du partenariat avec la FAO en mobilisant ses connaissances et en effectuant des recherches documentaires. Elle n'a pas été mise en relation avec la Direction de la nutrition ou avec l'UNICEF qui auraient pu, d'une part faciliter ce travail, et d'autre part assurer la cohérence entre les messages diffusés lors de ces formations et les orientations nationales. En outre, cette ONG a également assuré des formations dans une zone d'intervention (Tillabéri) où elle n'avait pas une présence effective. Cela a limité fortement sa capacité à assurer un suivi après la formation et vérifier l'impact de son intervention. Ses activités de suivi n'étaient, par ailleurs, pas prévues dans son contrat avec la FAO.
- 159 Dans la région de Dosso, la même ONG a conduit des formations à la nutrition dans une ComdeCon (Falwel) dans laquelle le PAM intervient à travers une ONG nationale partenaire «intégré». Les partenaires «intégrés» sont chargés de la mise en œuvre de l'ensemble des activités du PAM et, en particulier, de la prise en charge et prévention de la malnutrition. Le PAM assure le renforcement des capacités en matière de nutrition de ses partenaires avec, en particulier, la prise en charge du salaire d'un nutritionniste. Les deux ONG (prestataires de la FAO et du PAM), qui interviennent sur les mêmes thématiques, le même territoire et potentiellement les mêmes populations, n'ont pas été mises en contact. Ceci représente un risque de redondance ou de confusion si les messages diffusés par les deux ONG sont différents. Lorsque la FAO intervient sur des communes où le PAM a développé une approche intégrée,⁴⁷ il serait pertinent d'étudier la possibilité d'utiliser la même ONG prestataire que le PAM. Ceci permettrait d'assurer une présence renforcée des opérateurs auprès des populations et de valoriser leurs capacités en nutrition sur lesquelles le PAM a fortement investi.
- 160 L'enquête en ligne révèle que plusieurs ONG partenaires de la FAO ont des capacités et ont développé des activités de lutte contre la malnutrition, mais que celles-ci ne sont pas valorisées dans le cadre des protocoles d'accord.

ii) Des champs à investir dans le domaine de la nutrition

- 161 La prévention de la malnutrition est une des priorités des plans d'action des ComdeCon. L'UNICEF et le PAM demeurent les agences les plus impliquées sur le champ de la nutrition: elles proposent des modèles d'intervention reposant fortement sur l'utilisation d'intrants nutritionnels pour la prise en charge de la malnutrition aiguë mais également pour la prévention. Jusqu'ici, les interventions proposant d'intervenir sur la production (agriculture/élevage) pour améliorer l'alimentation sont marginales. C'est un champ que la FAO devrait investir mais elle demeure peu active faute de moyen. Il est du ressort de la FAO de promouvoir les aliments nutritifs issus de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et

45 OSRO/NER/501/FRA; OSRO/NER/401/FRA; OSRO/NER/406/FRA/PD

46 OSRO/NER/40Y/USA/PD; OSRO/NER/405/USA/PD

47 Le PAM parle d'approche intégrée lorsqu'il intervient dans une zone en combinant plusieurs activités: nutrition, cantine scolaire, soutien alimentaire et nutritionnel pendant la soudure et création d'avoins en contre-saison (Food/Cash for Asset).

de la cueillette, et de contribuer à en améliorer la disponibilité, l'accès et la consommation. Cependant, c'est l'UNICEF qui envisage de conduire une étude pour répertorier les aliments disponibles au Niger en fonction des saisons afin de développer des campagnes de promotion adaptées.

4.2 Domaine prioritaire 2: Croissance, diversification et valorisation des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques

4.2.1 Effet 4: La productivité des systèmes de production agro-sylvo-pastorale et halieutique est accrue

4.2.1.1 L'accès des productrices, des producteurs et de leurs organisations à l'information, aux innovations et bonnes pratiques est assuré

Constatations principales

- La FAO enregistre un succès au Niger en ce qui concerne la diffusion de bonnes pratiques et approches innovantes grâce à des projets de développement de longue durée, qui ont impliqué les acteurs nationaux et ont largement documenté les expériences réalisées. Ce succès est dû également à la qualité et dynamisme des personnes impliquées.
- Aujourd'hui, l'approche Champs école paysans (CEP) est utilisée comme mécanismes de transmission des innovations et bonnes pratiques par plusieurs programmes et projets de développement et le Ministère de l'agriculture est en train de développer un Guide pratique du facilitateur des CEP.
- Une expérience pilote menée en 2013 pour introduire les Champs école pastoraux n'a pas abouti à des résultats durables. Cette approche mérite une nouvelle réflexion approfondie pour une promotion à grande échelle dans le pays.

162 L'approche Champs école paysans (CEP) a été introduite au Niger en 2005 avec le projet «Intrants» pour favoriser une gestion intégrée de la fertilité des sols. Durant la période analysée, différents projets de la FAO ont continué à utiliser les CEP comme mécanismes de transmission des innovations et bonnes pratiques⁴⁸ impliquant un nombre significatif de bénéficiaires et portant sur différents aspects de la production.

163 Depuis son introduction, cette approche s'est largement diffusée et plusieurs projets et programmes de développement en dehors du programme de la FAO l'ont adoptée. Par exemple, le Projet d'appui à l'agriculture sensible aux risques climatiques (PASEC) (en formulation pendant l'évaluation) financé par la Banque mondiale et préparé avec l'appui du Centre d'Investissement de la FAO, a adopté le CEP comme mécanisme principal de transfert de technologies. Le projet devrait intensifier cette approche en créant 460 CEP (dix par communes) et la FAO sera impliquée dans la formation des formateurs. Le projet PASEC devrait également augmenter le nombre de clubs d'écoute Dimitra⁴⁹ (303 clubs) dans le cadre d'une alliance méthodologique avec les CEP. L'intégration de ces approches dans le programme de la Banque mondiale est due à leur succès reconnu, mais également au travail de promotion que la FAO a mené auprès de la Banque mondiale⁵⁰ à travers la Représentation et le Centre d'Investissement.

164 Le Ministère de l'agriculture est en train d'élaborer un «Guide pratique du facilitateur des CEP». Cela est un signe d'institutionnalisation de l'approche au niveau national. Cependant, des différences entre ce guide et l'approche de la FAO ont été notées.

48 Ces projets incluent le projet IARBIC dans le cadre duquel 515 CEP ont été mises en place pour promouvoir la Gestion intégrée de la production et de la protection (GIPP) (ce chiffre inclut les CEP financés par le projet ISFP et celles réalisés en partenariat avec AGRA); le projet EP/INT/606/GEF Reducing Dependence on POPs and other Agro-Chemicals in the Senegal and Niger River Basins through Integrated Production, Pest and Pollution Management qui a mis en place 239 CEP (pour un total de 5 662 producteurs); différents projets nationaux financés par des fonds d'urgence et, aujourd'hui, le projet RWEE sur une échelle plus limitée.

49 L'approche Dimitra sera discutée dans la section 4.4.1.

50 D'autres innovations utilisées par le PASEC sont ExACT pour le suivi du bilan carbone et RuralInvest, outil développé par la FAO pour l'identification et d'évaluation participative de petits projets d'investissement en milieu rural, les deux portées par Rome (équipe ExACT et Centre d'Investissement pour RuralInvest).

- 165 A la fin de 2012, la FAO a également conduit des formations de formateurs concernant l'approche Champs écoles pastoraux en collaboration avec l'ONG Vétérinaires sans frontières (VSF) - Belgique.⁵¹ Les thèmes abordés ont été la gestion, l'alimentation, les soins et l'exploitation rationnelle des troupeaux. Le projet a mis en place neuf CEP pour un total de 243 bénéficiaires dans quatre sites (Dosso, Boboye, Dakoro, Abalak). La FAO a une expérience consolidée dans l'approche Champs école pastoraux qui a été développée en Afrique de l'Est, en particulier au Kenya, en Ouganda et en Éthiopie. Ces expériences ont démontré une série d'avantages tels que l'extension de nouvelles pratiques d'élevage grâce aux compétences acquises, la réduction des conflits avec des concertations intra et intercommunautaires ou encore l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles.
- 166 Dans le cas du Niger, cette expérience isolée et sur une petite échelle n'a pas donné de résultats concrets. Les groupes mis en place en 2013 n'ont pas été retrouvés lors des visites sur le terrain de l'équipe d'évaluation. Au moment de l'évaluation, un nouveau projet financé par FEM venait de voir le jour depuis quelques mois. Ce projet, qui utilise l'approche CEP pour renforcer la résilience des producteurs face au changement climatique, devrait mettre en place 1 000 CEP et réintroduire les Champs école pastoraux.
- 167 Une autre pratique diffusée au Niger qui est fortement identifiée avec la FAO est le warrantage. Cette pratique a été promue surtout par les projets «Intrants» et «ISPF» qui ont investi dans la construction de magasins pour le warrantage. Sa promotion a continué dans le cadre des projets «Capitalisation des bonnes pratiques» et «IARBIC». Le warrantage a récemment gagné le prix EXPO 2015 comme bonne pratique pour un développement durable. Aujourd'hui, il n'existe pas d'informations sur la diffusion du warrantage au Niger et, en général, les acteurs rencontrés indiquent que l'utilisation de cette pratique est en perte de vitesse. Une étude de cas du warrantage au Niger conduite en 2014 indique que «Sur la période 2009-2014, les données disponibles ne permettent pas d'avoir une photographie claire de la situation. Néanmoins, les informations collectées sur le terrain et à distance dans le cadre de la présente étude donnent l'impression que la croissance du mécanisme ait stagnée depuis la fin de l'appui de la FAO avec le Projet Intrants (en 2008)».⁵² Une étude nationale aurait dû être menée dans le cadre du projet «Capitalisation de bonnes pratiques» pour évaluer l'évolution et l'impact du warrantage, mais cette activité n'a pas pu être programmée par manque de financements.
- 168 Plusieurs autres innovations et bonnes pratiques ont été introduites par la FAO durant la période analysée telles que: les blocs multi-nutritionnels densifiés, la pratique des achats groupés ou encore la microdose.
- 169 Des projets comme «Intrants» et «IARBIC» ont permis à la FAO d'avoir un programme de développement sur une durée suffisamment longue pour permettre l'introduction et l'adoption de nouvelles approches. De plus, ces projets ont largement impliqué les acteurs nationaux, en particulier les OP et le Ministère de l'agriculture, ce qui a contribué à l'appropriation des innovations et à leur durabilité. En outre, en lien étroit avec IARBIC, le projet «Capitalisation de bonnes pratiques» a largement documenté et diffusé les expériences de la FAO sur des thématiques comme le warrantage, les boutiques d'intrants, la microdose et l'utilisation des engrais.⁵³ La qualité et le dynamisme des personnes ayant travaillé à ces projets représentent un facteur clé de leur succès. L'équipe d'évaluation a remarqué que même au niveau des villages les bénéficiaires retiennent le nom du projet IARBIC.

51 Dans le cadre des projets SAERL et APELDA

52 Étude de cas du warrantage au Niger (septembre 2014) <http://www.reca-niger.org/spip.php?article919> Cette étude analyse les éléments qui contribuent à la durabilité de cette pratique ainsi que les aspects qui, au contraire, l'affaiblissent.

53 La publication conjointe FAO-FIDA « des institutions rurales innovantes pour améliorer la sécurité alimentaire » documente également plusieurs bonnes pratiques parmi lesquelles des expériences développées par la FAO au Niger, notamment le warrantage et les boutiques d'intrants : <http://www.fao.org/docrep/016/ap209e/ap209e.pdf> et <http://www.fao.org/docrep/015/i2258f/i2258f00.pdf>

4.2.1.2 Les systèmes d’approvisionnement et de distribution des intrants, équipements, produits phyto et zoo sanitaires sont renforcés.

Constatations principales

- Tous les acteurs reconnaissent le rôle leader de la FAO dans l’appui aux dispositifs d’approvisionnement et de distribution des intrants agricoles. Sa contribution dans la formation et la mise en réseau des acteurs de la chaîne a permis de renforcer le dispositif national semencier. En outre, à travers les projets Intrants et IARBIC, l’Organisation a largement contribué à créer et étendre les réseaux de boutiques d’intrants, améliorant ainsi la disponibilité en engrais au niveau national.
- En général, l’évaluation note que l’implication du secteur privé dans la commercialisation des intrants devrait être prise en considération dans la stratégie d’intervention pour améliorer la durabilité du système.

i) La filière semencière

170 La FAO a été un des principaux acteurs de la mise en place de la filière semencière au Niger. Pour ce qui concerne la production de semences, la FAO depuis 2006 à travers l’Unité des urgences a lancé un programme de production de semences de qualité, en particulier elle a:⁵⁴

- signé un protocole d’accord avec deux instituts de recherche (INRAN et ICRISAT⁵⁵) pour la fourniture de semences mères de qualité. Ces instituts livrent, sur commande, les semences aux agriculteurs-multiplicateurs. Ceux-ci sont suivis par des inspecteurs qui vérifient, en début de production, le respect des normes techniques de production et procèdent au contrôle de qualité des semences produites. Pour cela la FAO a formé une centaine d’inspecteurs au niveau national, régional et départemental;
- réhabilité des centres semenciers de cinq régions à travers la mise à disposition de matériels post-récolte et d’équipements de laboratoire;
- aidé la Direction générale de l’agriculture (DGA) dans l’élaboration d’un annuaire de producteurs de semences qui constitue un outil d’information sur la disponibilité, la localisation des stocks, les espèces et variétés produites;
- contribué au développement de la Politique nationale semencière au sein du Groupe de travail du Ministère de l’agriculture adoptée par le gouvernement et à sa diffusion. Cette politique, qui promeut la privatisation du secteur, est une référence, mais sa mise en œuvre est encore limitée.

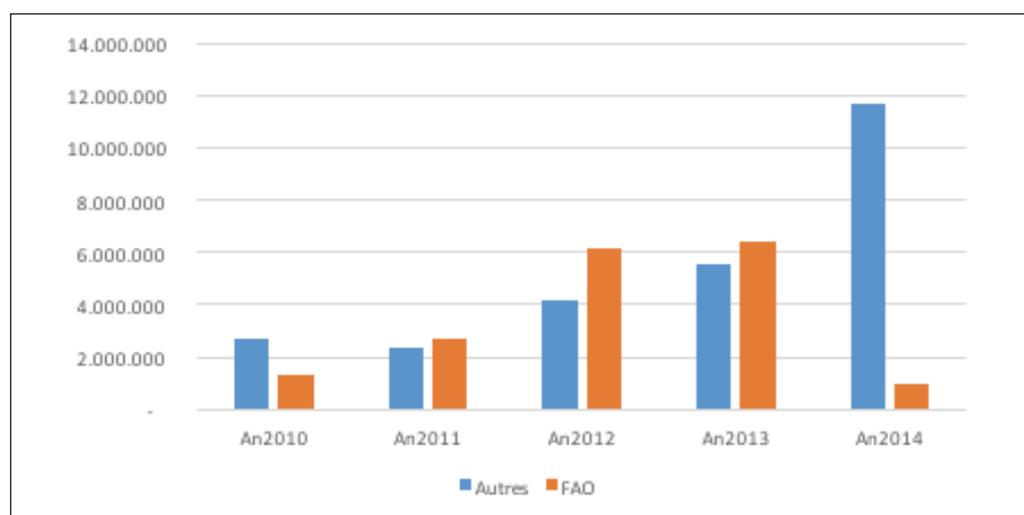


Figure 10: Production brute de semences (kg) supportée par la FAO et d’autres partenaires

Source: Base de données FAO Niger

54 Pour une discrétion approfondie de l’initiative voir <http://www.fao.org/docrep/019/ar725f/ar725f.pdf>

55 Institut national de la recherche agronomique du Niger - INRAN et l’Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides – ICRISAT.

- 171 La commercialisation des semences reste un point faible de la chaîne. Au niveau national, les producteurs certifiés de semences rencontrent des problèmes pour vendre leurs productions. Pour le moment l'État, la FAO et les ONG restent les principaux acheteurs des semences certifiées. En effet, seuls les grands producteurs achètent les semences certifiées car les petits producteurs du fait de leur vulnérabilité (pauvreté) et de la non disponibilité des boutiques de vente dans les villages (les centres agréés de vente des semences se trouvent dans les chefs-lieux des départements ou des régions), utilisent en général leurs propres semences.
- 172 La DGA est en train de lancer une réflexion sur la commercialisation des semences certifiées. Des efforts de sensibilisation des producteurs et d'amélioration de la disponibilité de semences au niveau local sont nécessaires. Ceci peut être réalisé à travers les boutiques d'intrants (une étude montre que seulement 30 pour cent des boutiques d'intrants vendent des semences), mais également à travers le renforcement des acteurs privés dans la commercialisation au niveau local. Les défis principaux en terme de commercialisation des semences certifiées à travers des acteurs privés incluent : la mise en relation des petits commerçants (locaux) de semences avec les producteurs certifiés de semences et les inspecteurs semenciers pour assurer la qualité; et, la diffusion de l'information auprès des exploitants au niveau des villages concernant la disponibilité des semences auprès de ces petits commerçants privés locaux. Il faudrait également assurer la distribution des semences en petit conditionnement. Le réseau de distribution devrait être le plus décentralisé possible (jusqu'au village).
- 173 La FAO, tout en maintenant l'assistance aux groupes vulnérables à travers les distributions gratuites de semences (qui est une action ponctuelle qui cible une catégorie limitée de producteurs), doit parallèlement accompagner les OP et les acteurs privés (les boutiquiers) dans la mise en place d'un circuit d'approvisionnement et de commercialisation (vente en détail) de semences de qualité au niveau des villages. L'implication du privé pourra améliorer la durabilité de l'intervention.

ii) Les boutiques d'intrants

- 174 L'appui de la FAO à la filière des intrants agricoles date des années 1980. En effet, entre 1980 et 1995, la FAO a mis en œuvre le Programme engrais nigérien (PEN) financé par le Gouvernement danois suivi par le projet «Intrants» de 1998 à 2008 financé par la Belgique auquel a fait suite le projet «IARBIC» qui a pris fin en 2013.
- 175 A travers ces projets la FAO a largement contribué à la mise en place d'un réseau de boutiques d'intrants (BI). Une étude approfondie, intitulée «Bilan et performance des boutiques d'intrants et des organisations de producteurs du Niger» et conduite à la fin du projet IARBIC, présente l'état des lieux des BI au niveau national (voir encadré ci-dessous). L'étude a recensé 994 BI (dont 785 opérationnelles) parmi lesquelles 40 pour cent ont été créées grâce à l'appui de projets FAO.⁵⁶

Bilan et performance des boutiques d'intrants (BI) et des organisations de producteurs du Niger

Étude équipe projet IARBIC

L'étude, qui a couvert les huit régions du Niger, a permis de recueillir des informations à travers des questionnaires auprès des propriétaires des BI (785), des clients (un total de 302 clients sur un échantillon de 114 boutiques), des fédérations des OP (12), des services techniques de l'agriculture (3) et des ONG partenaires du projet (9).

L'étude a recensé 994 BI dont seulement 785 étaient opérationnelles. Les causes de disparition identifiées incluent la mauvaise gestion et le détournement de fonds (65 pour cent), la détérioration du bâtiment (21 pour cent) et le non remboursement de crédits aux producteurs (10 pour cent).

La grande majorité des BI sont détenues par des OP (86 pour cent), les autres sont des propriétés individuelles, d'associations ou de comités villageois. Le nombre moyen de clients par boutique a été de 251 pour l'année 2012, dont 68 pour cent étaient membres des OP. La moitié des BI est ouverte seulement au cours de la période de la campagne agricole.

⁵⁶ En particulier à travers les projets IARBIC (189), intrants (350) et ISFP (100).

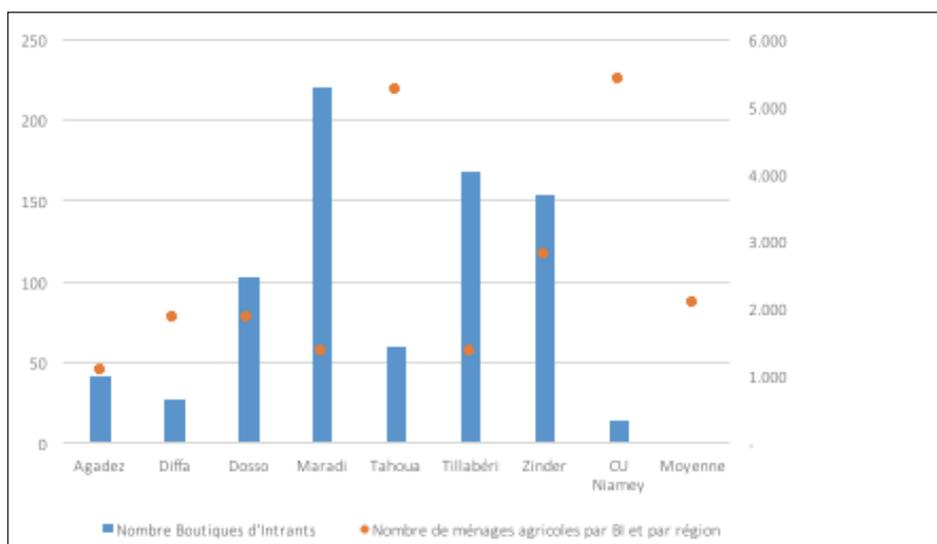


Figure 11: Nombre de BI existantes par région

Fonctionnement des BI

L'étude indique un faible niveau de scolarisation et de formation des gérants qui limite l'efficacité de la gestion des BI. Par exemple, les gérants ont exprimé leur difficulté à tenir un cahier unique de gestion: 25 pour cent des BI ne tiennent pas à jour leur cahier de gestion, et n'arrivent pas à suivre leur trésorerie; près de 50 pour cent ne font pas l'objet de supervision et contrôle de gestion; 80 pour cent disposent d'un règlement intérieur et 80 pour cent possèdent un gérant et un comité de gestion (COGES). L'étude ne présente pas d'informations concernant l'effectivité du fonctionnement de ces comités.

Chaque BI possède un fonds de roulement, constitué de son stock d'intrants, de la trésorerie générée par les ventes et les services de location de matériel, qui sert au renouvellement des stocks d'intrants. 30 pour cent des BI présentent un écart négatif entre le fonds de roulement initial et le fonds de roulement réel. Une partie importante des BI rencontre des difficultés pour renouveler le stock d'intrants, générant un risque majeur pour leur viabilité.

En 2012, le volume moyen d'engrais vendu par BI variait entre trois et quatre tonnes, pour une valeur monétaire s'élevant entre 1 350 et 1 850 USD. L'offre est peu diversifiée constituée principalement d'engrais (seulement 30 pour cent de BI vendent des semences pluviales)⁵⁷ et les ruptures de stocks sont fréquentes (40 pour cent des BI).

L'étude note que 45 pour cent des BI n'ont pas aménagé un espace consacré à l'entreposage des produits phytosanitaires impliquant un risque de contamination entre les produits.

Malgré la promotion de la pratique de commande groupée préconisée par le projet IARBIC qui a mis en place des activités de renforcement des capacités des OP dans ce domaine, celle-ci n'est pas très diffusée. Seulement 21 pour cent des BI profitent de commandes groupées avec des différences significatives entre régions (42 pour cent Maradi et 2 pour cent à Tahoua).

Les avis des clients

En 2012, les BI ont reçu approximativement 190 000 clients soit environ 10 pour cent des ménages agricoles. Le total d'engrais vendu a été de 2 740 tonnes, représentant environ 55 pour cent des besoins en fertilisant de ces ménages.

Près de 80 pour cent des clients affirment que la quantité d'engrais qu'ils utilisent a augmenté entre le moment de l'ouverture de la BI et le dernier semis. Les 114 BI repris dans l'échantillon ont vu le montant de leurs ventes annuelles tripler (de 9 à 32 millions) et le nombre de clients s'est accru de 340 pour cent (de 4 659 à 20 483).

⁵⁷ En terme de disponibilité de produit, l'étude montre que des semences pluviales étaient disponibles dans seulement 30 pour cent des BI. Pour ce qui concerne les engrais, le NKP: 15-15-15 était disponible dans 80 pour cent de BI, l'urée dans 64 pour cent, le supertriple, le supersimple et le DAP dans moins de 10 pour cent de cas.

Les clients se sont déclarés satisfaits de la disponibilité d'engrais à proximité et également de la vente en petit conditionnement: 58 pour cent des clients affirment trouver l'engrais dont ils ont besoin à la BI. Cependant, 50 pour cent des clients se fournissent en dehors du réseau des BI pour des quantités équivalentes ou supérieures (auprès de la CAIMA ou sur les marchés locaux). Cela montre, d'une part, que les BI ne couvrent pas tous les besoins et est, d'autre part, un signe de potentielle croissance à condition que les BI puissent disposer des quantités requises. Si les clients ne trouvent pas l'intrant dont ils ont besoin à la BI, deux tiers des clients se refournissent auprès des revendeurs privés, mais les engrais vendus par les privés ne sont pas perçus comme étant de bonne qualité. Un tiers des gérants de BI affirme vendre à crédit mais seulement occasionnellement.

Parmi les clients interrogés, 50 pour cent estiment de ne pas savoir utiliser les engrais par manque d'explications et formations ou par attentisme. La majorité des clients qui déclarent savoir utiliser les engrais ont appris grâce à un animateur des OP, un autre producteur ou un membre de la famille (76 pour cent). Seulement 9 pour cent ont appris à utiliser des engrais grâce aux CEP. L'étude observe que les CEP constituent un élément fondamental du développement agricole et de la pérennisation des BI. Un tiers des gérants des BI admettent ne pas avoir suivi de formation relative à l'utilisation des engrais.

Les BI offrent des services pour le traitement phytosanitaire des cultures ou pour le traitement des animaux dans les zones pastorales; 46 pour cent des clients utilisent ainsi les services d'un brigadier sanitaire et 19 pour cent les services vétérinaires.

Source: Étude conduite par l'équipe projet IARBIC et résumée par l'équipe d'évaluation

- 176 L'étude observe que les clients apprécient la disponibilité d'engrais à proximité, la qualité des produits et le petit conditionnement. Pour ce qui concerne les effets, même si une étude de base n'est pas disponible pour quantifier la contribution des BI à la disponibilité et à l'utilisation des engrais au niveau national, l'étude donne des indications très positives. En effet, les clients indiquent avoir augmenté leur utilisation d'engrais depuis l'ouverture des boutiques de 80 pour cent et le nombre de clients des BI a augmenté de 340 pour cent depuis le début du projet.
- 177 Par contre, 50 pour cent des clients affirment ne pas savoir utiliser les engrais. Bien que les différentes phases du projet aient largement promu l'approche CEP, seulement 9 pour cent des clients ont appris à utiliser l'engrais au sein d'une CEP. Il en est de même pour les achats groupés, pratique promue par IARBIC, mais utilisée seulement par 21 pour cent des BI.
- 178 Les constats de l'étude concernant la gestion des BI, en particulier la faiblesse des capacités des gérants et le fait que 30 pour cent des BI ont des fonds de garantie négatifs, constituent un risque majeur pour leur durabilité. Ces constats émergent également des visites de terrain menées dans le cadre de l'évaluation (cinq sites). L'équipe d'évaluation a constaté lors des visites de terrain que la fonctionnalité des BI dépend du dynamisme des OP et des autorités communales quand ils sont de propriété des communes. Si les autorités communales s'y intéressent, elles peuvent les rendre fonctionnelles en veillant à la régularité de leur gestion.
- 179 L'étude observe que quand les intrants ne sont pas disponibles au niveau des BI deux tiers des clients se fournissent auprès de revendeurs privés, mais que les engrais vendus par ceux-ci ne sont pas perçus comme étant de bonne qualité. Or, comme pour les semences, le secteur privé joue un rôle important dans la vente des engrais au niveau des marchés et doit, pour cette raison, être pris en considération dans la stratégie d'intervention. La qualité des engrais vendus pourrait être assurée à travers la délivrance par les services du Ministère de l'agriculture d'un agrément aux petits commerçants privés locaux (vendeurs agréés au même titre que les producteurs certifiés). Ainsi, les Directions départementales et régionales de l'agriculture disposeront de bases de données fiables concernant ces deux acteurs principaux de la filière et leur mise en réseau sera facilitée.
- 180 Pour la filière d'approvisionnement en aliment pour bétail par exemple, on constate que le marché privé permet d'obtenir des performances intéressantes, tout en offrant aux éleveurs des conditions avantageuses d'accès. En effet, la vente à crédit et en petite quantité (au détail) d'aliments pour bétail par les commerçants est plus en adéquation avec le budget des ménages familiaux que la vente au comptant au niveau des magasins.

iii) Produits phyto et zootechniques.

181 Les activités de la FAO concernant les intrants phyto et zootechniques sont timides. La FAO a formé et équipé plusieurs brigadiers phytosanitaires. Cependant, la disponibilité des produits phytosanitaires au niveau des villages et de certaines communes et le mécanisme d'approvisionnement et de contrôle des produits phytosanitaires restent des défis à relever. L'importation de ces produits étant règlementée à travers le protocole de la CEDEAO sur les produits phytosanitaires homologués, les postes de contrôle frontaliers devront être renforcés par l'État et les contrôles de ces produits sur les marchés ruraux et dans les boutiques devront être plus réguliers et plus stricts.

4.2.1.3 Les systèmes de production avec maîtrise ou économie d'eau sont promus

Constatations principales

- Les investissements de la FAO dans la création/réhabilitation de périmètres irrigués ont été faibles de 2011 à 2015. De même, la vulgarisation de techniques modernes d'irrigation à faible coût (goutte à goutte) a été timide.
 - En général, la FAO a distribué des semences potagères aux ménages qui ont déjà des parcelles, mais est peu intervenue pour la création de nouveaux sites à distribuer aux ménages vulnérables sans terre.
- 182 Compte tenu du niveau de pauvreté des ménages bénéficiaires et de la faiblesse des ressources financières disponibles, la FAO a surtout soutenu des techniques traditionnelles d'exhaure (corde et calebasse) et distribué du petit matériel de maraîchage (binette, arrosoir) aux groupements cibles. Bien que de courte durée d'utilisation (à renouveler annuellement), ce matériel contribue à une gestion efficace de l'eau d'irrigation de la parcelle. Ces techniques sont à la fois simples et de faible coût d'utilisation.
- 183 Durant la période analysée, la FAO a mis en œuvre des systèmes de production avec maîtrise ou économie d'eau à travers trois principaux projets: i) le Projet petite hydraulique pour la sécurité alimentaire (PPHSA), qui fait la promotion des forages et puits maraîchers et du réseau californien avec motopompes; ii) l'Initiative eau et sécurité alimentaire (IESA) dans les régions de Zinder et Tahoua, et iii) Adaptation de la petite irrigation au changement climatique en Afrique de l'Ouest et du Centre qui a testé la technique goutte à goutte.
- 184 Le caractère «pilote» de ces types de projets (de faible enveloppe et courte durée) limite leur visibilité et leur impact (au total environ 500 ha de périmètres de petite irrigation créés/réhabilités en quatre ans entre 2011 et 2014). Dans un contexte comme le Niger, la promotion des systèmes de production viable à économie d'eau est un domaine important dans lequel la FAO aurait toute légitimité à s'investir davantage.
- 185 La promotion du système goutte à goutte reste encore confrontée à de multiples problèmes: i) la qualité de l'eau (lorsque l'eau utilisée pour l'irrigation est chargée en matières en suspension telles que limon, sable ou argile, ou en sel, cela conduit à l'obstruction – fermeture - des goutteurs par lesquels l'eau sort); la cherté (un système goutte à goutte pour exploiter une superficie de 500 m² coûte environ 130 000 FCFA, ce qui n'est pas à la portée des ménages vulnérables sur lesquels la FAO axe ses interventions); iii) la durabilité (le système goutte à goutte qui est vendu pour les petites superficies ne dure que trois à quatre campagnes si il est bien entretenu). Malgré les défis, c'est un système performant qui est actuellement utilisé par les producteurs privés (moyens et grands). La FAO doit poursuivre la promotion de ce système mais devra être plus attentif lors de la sélection des producteurs pilotes.
- 186 Le réseau californien, efficace dans le transport de l'eau d'irrigation, est en train d'être vulgarisé dans les périmètres créés ou réhabilités. De 2011 à 2014, seuls 2 112 m de réseau californien ont été installés sur sept sites maraîchers.

4.2.1.4 La lutte contre les ravageurs des plantes et les maladies animales transfrontalières est renforcée

Constatation principale

La FAO a fourni un appui constant au renforcement des capacités nationales de lutte contre les ravageurs des plantes et les maladies animales transfrontalières à travers le Système de prévention des crises (EMPRES) en appui au Centre national de lutte antiacridienne (CNLA) et le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontalières (ECTAD) en appui au Laboratoire central de l'élevage (LABOCEL) et au REV.

187 Cette section est basée sur les entretiens que l'équipe d'évaluation a conduits avec les structures en charge de la lutte contre les ravageurs des plantes (le Centre national de lutte antiacridienne - CNLA), et les maladies animales transfrontalières (le Laboratoire central de l'élevage - LABOCEL et le Réseau d'épidémio-surveillance vétérinaire - REV).

i) Lutte antiacridienne

188 Le criquet pèlerin constitue une des menaces sur la production agropastorale au Sahel. La FAO à travers la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO) et le programme EMPRES apporte un appui institutionnel et opérationnel au Centre national de lutte antiacridienne (CNLA) du Niger. Ce centre est une structure autonome du Ministère de l'agriculture.

189 En particulier, la FAO a supporté des formations de cadres et agents au niveau régional et national.⁵⁸ L'appui de la FAO au CNLA a également permis l'acquisition d'équipements⁵⁹ et la mobilisation d'équipes de prospection et/ou de lutte sur le terrain.⁶⁰

190 Selon les interlocuteurs rencontrés par l'équipe d'évaluation, le support de la FAO constitue une contribution non négligeable dans la bonne conduite des activités de surveillance et de lutte préventive contre le criquet pèlerin. Le CNLA affirme que grâce à ces appuis, il a amélioré ses capacités de surveillance des aires potentielles de reproduction et de grégarisation des criquets, de neutraliser l'augmentation d'effectifs acridiens et empêcher des départs à partir du Niger.

191 Durant la période couverte par l'évaluation, le Niger a fait face à une forte résurgence acridienne en 2012: 65 525 ha ont été traités. La contribution financière de la FAO à la lutte contre le criquet pèlerin s'est élevée à 50 000 USD et l'Organisation a mis des quantités significatives de pesticides à la disposition du Niger.

192 Parmi les points à améliorer de la collaboration avec la FAO, le CNLA note la lenteur dans le traitement des dossiers et la mise à disposition des fonds. Un appui à la lutte préventive (renforcement des capacités des cadres et agents du CNLA) et en logistique (appareils d'intervention dans le traitement) constituent des perspectives pour le future.

ii) Lutte aux maladies animales transfrontalières

193 Le LABOCEL et le REV sont respectivement supportés par la FAO à travers le Réseau ouest et centre africain des laboratoires vétérinaires de diagnostic de l'influenza aviaire et des autres maladies transfrontalières (RESOLAB) et le Réseau régional des réseaux d'épidémiosurveillance nationaux (RESEPI). Le support inclut des formations du personnel,

58 Seize cadres et agents du CNLA ont bénéficié des formations régionales (formation des formateurs) en Mauritanie, Maroc, Algérie, Mali, Sénégal et au Niger. Les thèmes des formations ont été: maître prospecteur, gestion de l'information acridienne, techniques de pulvérisation, communication, suivi environnemental et qualités des traitements. La FAO a également financé quatre formations nationales de courte durée, notamment en techniques de prospection et en Gestion axée sur les résultats (GAR)

59 Les équipements que le CNLA a acquis entre 2011 et 2015 grâce à la FAO sont: pneumatiques et chambres à air (45), pièces détachées auto (2 lots), équipements de protection (1 lot et 4 colis de 1 250 kg), équipement de mise à norme des magasins (1 lot), ouvrages florule (50 unités), équipements de pulvérisation (10 colis de 1650 kg), appareils THURAYYA (5), installation solaire (2 lots), station météo automatique (8) et TEST MATE (2 colis).

60 Deux équipes en 2012, 30 équipes en 2013 et quatre équipes en 2015.

la fourniture d'équipements et de matériels pour les diagnostics, des missions d'experts, la participation aux réunions annuelles de coordination au niveau régional, la participation aux «inter-laboratory proficiency tests» et l'appui pour la production de vaccins.

- 194 Au moment de l'évaluation un PCT était en cours pour l'élaboration d'un plan d'action et un programme d'investissement pour le renforcement du LABOCEL. Cela est fait à travers la mise à disposition d'expertises au niveau national et international. Le but du projet est de lancer une réflexion sur les besoins existants et solliciter les partenaires pour un appui au laboratoire en termes de renforcement des infrastructures, des équipements et des ressources humaines.
- 195 Dans la perspective d'une meilleure efficacité de l'appui au LABOCEL, les partenaires nationaux ont indiqué pour la FAO les orientations suivantes: continuer à renforcer la capacité des agents et mettre aussi à disposition des kits de diagnostic des maladies; renforcer la diffusion de l'information et la communication à travers des rencontres régulières; renforcer la recherche sur de nouveaux thèmes concernant certaines maladies émergentes liées à la transhumance transfrontalière et de nouvelles maladies (les Zoonoses comme la leptospirose).

4.2.2 Effet 5: Les revenus des petits producteurs sont améliorés

4.2.2.1 Les capacités de conservation et de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques sont améliorées et la mise en marché des produits agricoles et agroalimentaires par les organisations et associations paysannes est appuyée

Constatations principales

- L'évaluation a constaté un faible engagement global de la FAO sur les étapes post-récolte de la chaîne de production (transformation et commercialisation). Quelques actions (formations et infrastructures) ont été réalisées ou sont en cours. La faible portée et la nouveauté de ces interventions ne permettent pas de tirer des conclusions.
 - La FAO a contribué à promouvoir l'approche PAA au Niger, une initiative pertinente en appui à la commercialisation des produits, et à l'adapter au contexte national. Cependant, les ressources limitées mobilisées pour cette activité la maintiennent à un niveau de réalisation peu significatif.
- 196 **Transformation:** La conservation et la transformation de la production constituent le maillon faible des chaînes de production rurale. Une meilleure gestion post-récolte permettrait aux producteurs de gagner une plus-value de leur production. Les productions maraîchères sont les plus fragiles et les producteurs, par manque d'infrastructures et de technologies, sont pressés de vendre leur récolte créant ainsi une saturation des marchés et donc une baisse de prix (c'est le cas de l'oignon,⁶¹ de la tomate et des pommes de terre). Durant la période analysée, un seul projet de la FAO a investi sur la transformation des produits maraîchers, mais il est trop tôt pour en observer des résultats (TCP/NER/3403).
- 197 **Commercialisation:** En dehors de l'oignon dans la région de Tahoua et du poivron dans la région de Diffa dont les filières de commercialisation semblent être maîtrisées, la commercialisation des autres produits agricoles (céréales et légumes) reste informelle. La FAO ne s'est pas fortement engagée dans l'appui des OP à la commercialisation de leurs produits. La mission d'évaluation a néanmoins constaté une tentative de la FAO d'appuyer l'organisation de la commercialisation de la tomate dans la commune rurale de Simiri. Le comptoir a été construit en 2014 par la FAO et devrait être géré par une fédération de productrices /producteurs. Cependant, ce comptoir n'a jamais fonctionné du fait de plusieurs problèmes parmi lesquels: manque d'eau et d'infrastructures, absence d'un fonds de démarrage et d'un comité de gestion.

61 À noter une étude financée par la FAO sur la démarche «Indication Géographique» de l'Oignon Violet de Galmi réalisée en 2012 <http://www.fao.org/fileadmin/templates/olq/documents/Guinee/violetGalmi-Niger.pdf>

i) PAA

- 198 À travers un projet financé par le Brésil, la FAO a conduit en partenariat avec le PAM une expérience pilote au Niger pour la promotion des achats locaux (PAA) dans le cadre d'une initiative plus étendue qui a concerné cinq pays Africains⁶² (PAA Africa). Le projet s'est inspiré de l'initiative brésilien «Faim zéro» pour l'éradication de la faim. Par rapport à l'initiative Achats au service du progrès (P4P), le PAA donne une définition plus étroite des achats locaux mettant l'accent sur les petits producteurs.
- 199 Dans le cadre de ce projet pilote au Niger, la FAO a appuyé 611 petits producteurs membres de 24 Unions à travers des distributions d'intrants agricoles dans la région de Maradi. La production a été achetée par le PAM pour contribuer à l'approvisionnement de 60 cantines scolaires. Pour inciter la participation des petits producteurs au projet, le prix d'achat des productions a été fixé sur la base de la moyenne des prix du marché en ajoutant une prime. Lors des visites sur le terrain l'équipe d'évaluation a constaté que les prix incitateurs à l'achat ont créé un fort engouement des producteurs alors que la demande du projet était limitée. Les paiements ont été effectués après un certain délai car les procédures du PAM ne sont pas adaptées à cette nouvelle approche. Or, pour de petits producteurs, ces délais peuvent être très difficiles à gérer.
- 200 Sur la base de cette expérience pilote, une réflexion entre le PAM, la FAO et le gouvernement a été engagée pour définir une nouvelle phase du projet qui ne ciblait plus les petits producteurs individuels mais s'appuyait sur des OP structurées pouvant mieux soutenir les délais de payement. Vu que le budget de la nouvelle phase reste limité, la nouvelle approche adoptée ne finance plus l'appui à la production à travers la distribution d'intrants. Dans cette nouvelle phase, les OP doivent se proposer comme fournisseur du PAM en répondant à des appels d'offre. Le programme CoOPéquité de la FAO a renforcé les capacités des OP dans deux ComdeCon afin qu'elles puissent répondre à ces appels d'offre, mais l'échelle réduite de cette initiative en limite l'impact.
- 201 La FAO a contribué à la réflexion qui a conduit à l'adoption de cette nouvelle démarche qui donne un rôle central aux OP. Dans la nouvelle phase du projet, l'Organisation a joué un rôle clé dans la mise en contact du PAM avec les services de l'agriculture, les institutions locales et les OP. Le PAM reconnaît que la compréhension du milieu rural de la FAO et son lien avec les services de l'État ont représenté une importante valeur ajoutée. Cette connaissance a été essentielle au PAM pour mettre en œuvre la deuxième phase. Par contre, les ressources humaines et financières de la FAO sont limitées et cela ne lui permet pas de contribuer pleinement à l'initiative: dans la phase pilote la FAO n'a pas pu suivre pleinement le projet et dans la nouvelle phase, le manque de ressources a limité sa participation au niveau opérationnel, bien que les opportunités d'intervention et les besoins soient multiples. Par exemple, la diversification de l'offre des produits pour les cantines scolaires est un domaine potentiel d'expansion du programme sur lequel la FAO pourrait donner son appui. Le programme du PAM est largement en expansion en termes de nombre de cantines qui en bénéficieront.
- 202 Au niveau national, une stratégie pour les achats locaux a été développée. Le PAM est l'agence chef de file de cette stratégie lors des discussions avec le gouvernement et la FAO s'est impliquée dans les aspects liés à la production.

ii) Systèmes sur les prix

- 203 Le Niger dispose de deux systèmes de diffusion de l'information sur les prix des principaux produits agricoles et pastoraux: le Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA) et le système d'information sur les marchés à Bétail (SIM-Bétail). Le SIMA publie chaque semaine une note de deux pages d'analyse des prix des céréales (mil, sorgho, maïs et riz) sur quelques marchés nigériens et diffuse également tous les mois une note de synthèse de la situation des marchés agricoles au Niger. Quant au SIM-Bétail, il publie chaque semaine une note «Flash Info», sur les prix moyens du bétail, l'offre et la demande du bétail et les prix des cuirs et peaux, de la viande et de la volaille. Ces informations sont aussi diffusées par la Radio nationale et à travers des SMS. La FAO a appuyé le SIM-Bétail

62 Éthiopie, Malawi, Mozambique, Niger et Sénégal.

dans la collecte des prix sur les marchés. Cependant, les populations rurales n'ont pas toujours accès à ces moyens de communication. Les radios communautaires semblent être les moyens de diffusion les plus proches des producteurs.

4.3 Domaine prioritaire 3: Renforcement des capacités des institutions du secteur rural

4.3.1 Effet 6: Des stratégies, programmes et projets de développement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont élaborés

4.3.1.1 Les capacités de formulation des politiques, programmes et projets des institutions publiques sont renforcées

Constatation principale

L'appui de la FAO à l'i3N a été central depuis sa création à travers la contribution au développement de son Plan d'investissement et à la mise à disposition de quatre experts au niveau de l'HC-i3N. La FAO a également contribué à une réflexion sur l'opérationnalisation de l'i3N à travers l'approche Faim zéro qui a souligné la nécessité d'articuler les interventions des différents acteurs dans les mêmes communes. Cette réflexion fait partie des apports qui ont contribué à la naissance de l'A2C au niveau des agences du SNU.

- 204 La FAO a fourni son appui à l'i3N depuis le début de cette initiative. En particulier, la Division du Centre d'investissement (TCI) a mis à disposition un expert pour coordonner une équipe de consultants nationaux pour le développement du plan d'investissement et l'estimation des coûts de l'i3N. La FAO a également apporté un appui technique à la table ronde des bailleurs de fonds, qui a eu lieu à Paris, pour la mobilisation des ressources pour le financement du programme d'investissement.
- 205 L'appui de TCI est apprécié par le HC-i3N qui exprime un besoin de partager des expériences en matière d'élaborations de politiques et programmes indiquant que les ministères et le HC-i3N ont des capacités réduites pour développer des projets financables rentrant dans le cadre de la stratégie 3N.
- 206 En janvier 2013, dans le cadre de l'initiative Faim zéro, une équipe de cadres techniques FAO de haut niveau aux profils complémentaires ont réalisé une étude concernant l'opérationnalisation de l'i3N à travers l'approche Faim zéro. Dans ce document, la nécessité d'articuler les interventions des différents acteurs (Ministères, PTF, ONG, OP, privés) dans les mêmes communes (ComdeCon) est évoquée. Ce document a ensuite contribué à la réflexion des trois agences (PAM, UNICEF et FAO) pour la mise en place de l'A2C.
- 207 Sur la base des résultats de cette mission, la FAO a également apporté un appui institutionnel à travers la mise à disposition de quatre experts à l'i3N financé sur un PCT. Bien que leur mandat soit plus large, ces experts ont été fortement sollicités sur l'A2C; ce qui a été souligné à plusieurs reprises par des cadres du HC-i3N comme une limite de cet appui. Ces experts ont eu, entre autres, pour fonction le renforcement des cadres de concertation au niveau décentralisé et en particulier des Cadres régionaux de concertation des acteurs, des Comités techniques régionaux et départementaux et des Cadres communaux de concertation des acteurs. L'insuffisance des ressources pour le déplacement des experts sur le terrain, et le fait même que ces experts soient basés au niveau de la capitale, limitent leur contribution au renforcement des capacités de ces cadres.
- 208 Si dans la première phase la FAO est intervenue «seule» au niveau de l'appui au HC-i3N sur les ComdeCon, aujourd'hui les agences du SNU évoquent la possibilité de mettre en place une cellule de coordination de l'A2C au niveau du HC-i3N qui pourrait se déployer en région.
- 209 Le Niger est parmi les pays bénéficiant de l'initiative FIRST, un programme de partenariat entre la FAO et l'UE. Ce programme vise à renforcer les capacités des gouvernements

et des organisations régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que de mise en œuvre de politiques agricoles durables, sous la forme d'un appui aux politiques et au renforcement de capacités. Au Niger FIRST mettra à disposition du Gouvernement un expert international sur la nutrition et un fonctionnaire international en charge de politiques (P4) qui seront basés à l'HC3N. FIRST permettra à la FAO et à l'UE de mieux supporter le Gouvernement dans ce domaine.

210 Au-delà de l'appui à l'i3N, les interlocuteurs rencontrés dans les ministères techniques ont également mentionné l'appui de la FAO à la formulation de la Stratégie nationale et plan d'action en matière de foresterie urbaine et périurbaine (2013) et aux efforts initiaux pour la mobilisation des ressources. Au total, neuf projets ont été développés pour la mise en œuvre de la Stratégie, mais aujourd'hui cette initiative n'est plus que marginalement financée.

i) Prise en compte de la nutrition dans les politiques, programmes et projets de développement agricole

Constataion principale

La FAO a contribué à une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques et programmes nationaux à travers plusieurs activités. Les ateliers organisés dans le cadre du programme régional «Développer les capacités pour l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire» sont souvent mentionnés par les interlocuteurs comme très pertinents et répondant à des besoins existants, mais leur mise en pratique reste faible. L'implication des universités ou des centres de formation présents au niveau national aurait pu accroître la pérennité de l'action.

211 Plusieurs activités réalisées à l'échelle du pays et de la région au cours de la période évaluée contribuent à une meilleure prise en compte de la nutrition dans les politiques et programmes nationaux.

212 En juin 2014, dans le cadre du programme régional «Développer les capacités pour l'intégration de la nutrition et la sécurité alimentaire⁶³», sept techniciens⁶⁴ intervenant dans le champ de la sécurité alimentaire au Niger et l'AT-Nutrition du Bureau de pays ont participé, avec d'autres cadres de la sous-région, à un atelier concernant l'intégration de la nutrition dans les programmes de sécurité alimentaire. Par la suite, ces participants, appuyés par la FAO ont contribué à décliner cet atelier régional au Niger: trois ateliers (à Niamey en octobre 2014 et à Maradi et Zinder en avril 2015) ont regroupé une centaine de partenaires chargés de planifier ou de mettre en œuvre des projets de sécurité alimentaire.⁶⁵

213 Ces ateliers ont été mentionnés par certains interlocuteurs qui estiment qu'ils répondent à un besoin existant. Cependant, ils reconnaissent que leur mise en pratique reste faible. Il serait pertinent de pouvoir assurer un suivi de ce projet afin de maintenir la dynamique enclenchée. Concernant les modalités de mise en œuvre, on peut regretter que les universités et centres de formation et d'études qui proposent depuis quelques années des formations en nutrition au Niger n'aient pas été associés à l'organisation et l'animation des ateliers. Une telle démarche aurait pu accroître la pérennité de l'action en transmettant à des formateurs nationaux la méthodologie adoptée lors des ateliers, leur permettant de la reproduire ou de l'adapter pour des publics étudiants ou professionnels.

214 La FAO, à travers l'AT-Nutrition du Bureau de pays, a également contribué à faciliter l'élaboration de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) qui inclut les dimensions de prévention portées par les secteurs de développement rural (agriculture et élevage).

63 OSRO-GLO-303

64 5 techniciens d'ONG internationales, 1 technicien du SAP et 1 de Fewsnat.

65 14 techniciens des ministères, 23 des services déconcentrés, 16 représentants des collectivités territoriales, et 74 techniciens des ONG et des agences du SNU.

215 En juin 2014, la FAO a également conduit une évaluation des besoins en renforcement des capacités en nutrition⁶⁶ des différents secteurs contributeurs aux niveaux central et périphériques. Le rapport qui en a suivi répertorie les besoins de formation existants et permet de développer un cadre coordonné de renforcement des capacités. Un suivi est nécessaire pour que ce plan de renforcement puisse être opérationnalisé.

ii) Amélioration de la qualité et disponibilité des données dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire

Constataions principales

- La mise en place du CountrySTAT a contribué à améliorer la disponibilité et accessibilité des données statistiques concernant le secteur rural. Malgré la pertinence du projet et les résultats obtenus, son appropriation par les institutions nationales reste limitée.
- L'évaluation note une appréciation des actions de la FAO de renforcement des capacités dans le domaine des statistiques et une demande pour continuer ces activités.

216 Durant la période analysée, l'initiative principale dans le domaine de la statistique a été la mise en place de CountrySTAT. Bien que le projet ait produit des résultats, que le système soit opérationnel, que les données pour les différents secteurs soient disponibles en ligne, et que l'initiative soit reconnue comme pertinente par les interlocuteurs rencontrés, la durabilité du projet apparaît faible. En effet, la mise à jour des données n'a pas été faite depuis la fin du projet. Des ressources n'ont pas été mises à disposition par le Ministère de l'agriculture pour financer l'atelier annuel nécessaire pour la validation des données.

217 En 2014, la FAO a financé une enquête sur le score de diversité alimentaire des femmes âgées de 15 à 49 ans⁶⁷ réalisée par l'INS. La maîtrise de cet outil par l'INS peut compléter les informations apportées par les enquêtes sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cependant, l'INS souligne que sa participation à cette enquête n'a pas été accompagnée de formations (à l'exception d'une formation en ligne). En général, l'INS exprime son appréciation pour d'autres formations reçues au niveau de différentes interventions de la FAO (telles que la formation concernant l'utilisation du logiciel ADePT-FSM, très apprécié, capable d'offrir des indicateurs structurels sur la sécurité alimentaire) et exprime la pertinence de continuer ces activités de renforcement de capacités.

4.3.1.2 Les capacités des organisations paysannes en matière d'analyse et de mise en œuvre des politiques et programmes sont renforcées

La contribution de la FAO au renforcement de capacités des organisations paysannes (OP) a été remarquable. Les OP perçoivent la FAO comme un partenaire clé capable de proposer des actions sur la durée répondant à leurs besoins.

218 Plusieurs partenaires rencontrés reconnaissent le rôle joué par la FAO dans l'accompagnement des organisations paysannes (OP). Durant la période évaluée, principalement dans le cadre des projets Intrants, IARBIC et Capitalisation, la FAO a largement supporté les OP au niveau local à travers la mise en place des boutiques d'intrants et plusieurs activités de renforcement de capacités parmi lesquelles on peut citer, encore une fois, la transmission de nouvelles technologies à travers les CEP, les commandes groupées de intrants, le warrantage, la culture en bande, les achats locaux, le genre, la gestion...et vers la fin du projet IARBIC à travers la mise en place d'un fonds de garantie pour faciliter l'accès au crédit (voir encadré ci-dessous).

66 Rapport d'évaluation des besoins pour le renforcement des capacités en nutrition au Niger

67 L'enquête a été conduite dans les 35 ComdeCon

Fonds de garantie IARBIC

Le projet IARBIC prévoyait la création d'un Fonds de garantie intrants (FGI) pour faciliter l'accès des OP au crédit, mais ce fonds n'a pu être mis en place qu'en 2013, à la fin du projet. Le total du FGI est d'environ 432 millions de FCFA. Les huit fédérations paysannes qui ont été sélectionnées pour accéder au fonds se sont regroupées au sein d'une organisation faitière unique dénommée GATANCI. L'idée du FGI était de créer des liens entre les OP (qui en général n'ont pas accès au crédit) et les institutions financières.

Le principe de base du fonctionnement du fonds est de garantir les crédits contractés par les fédérations au niveau des banques. Le FGI garantit 50 pour cent du prêt. Le risque résiduel est négocié entre les banques et les fédérations. Le projet estime que les fédérations ont une garantie suffisante pour couvrir 20 pour cent du prêt et que le risque restant doit être pris en compte par les banques.

Chaque fédération avec l'appui de la FAO a développé un plan d'investissement. Dans la plupart des cas les plans d'investissement déposés par les OP ont concerné des activités de commercialisation, un besoin très fort parmi les OP. Sur huit fédérations, seulement trois ont obtenu un prêt bancaire. Des actions de renforcement des capacités sur des thématiques de management des projets d'investissement, ciblées sur les besoins spécifiques de chaque organisation, sont en cours.

- 219 Durant la période évaluée, le programme CoOPéquité a également concentré ses actions sur le renforcement de capacités des OP. Cette initiative avait comme objectif: «le développement d'organisations de producteurs et productrices agricoles efficaces et performantes au Niger qui intègrent les principes d'équité, et de bonne gouvernance» (voir l'encadré ci-dessous pour une description des activités).

CoOPéquité⁶⁸

Axe 1: Promotion d'un environnement favorable aux organisations de producteurs et productrices (OP) et à leur participation aux processus décisionnels

Le projet a permis la participation des OP à travers le Cadre de collaboration et de dialogue des organisations paysannes du Niger (CCD-OPN) au dialogue politique sur la Loi d'orientation agricole. En particulier, le projet a facilité la coordination entre OP pour la préparation d'une «Position commune sur l'avant-projet de Loi d'orientation agricole» (le projet a financé un consultant pour l'analyse de la loi et des ateliers au niveau national). Le projet s'est appuyé sur le CCD-G9, une plateforme de coordination récente, et a contribué à la renforcer et la rendre opérationnelle.

Axe 2: Accompagnement des processus de changement organisationnel pour le renforcement de la performance, de l'équité et de la gouvernance des OP

En novembre 2013 le projet a organisé une formation de formateurs sur «la gouvernance, le genre et l'équité au sein des OP» au profit des techniciens des réseaux et faitières du CCD-OPN et des responsables départementaux de la DAC/POR et a contribué au développement d'un module de formation sur «l'analyse organisationnelle sensible au genre et à l'équité» en collaboration avec la DAC/POR.

Axe 3: Création de liens avec d'autres initiatives participatives pour l'autonomisation des hommes et des femmes, et pour une action collective efficace

Le projet est également actif dans deux ComdeCon où des synergies ont été créées avec d'autres programmes de la FAO tel que RWEE. Ainsi, le programme CoOPéquité a réalisé en 2015 la formation des encadreurs des CEP et s'est appuyé sur les Clubs Dimitra pour faire des formations sur la «gouvernance et l'équité». Le projet a également facilité la mise en contact des OP avec le projet PAA Africa et a conduit des activités pour renforcer leurs capacités afin de leur permettre de répondre aux appels d'offre.

- 220 L'équipe d'évaluation a préparé un questionnaire destiné aux membres de l'Union des fédérations des producteurs du Niger «GATANCI» (structure mise en place par les fédérations qui ont bénéficié du FGI) et du CCD-OPN (plateforme soutenue par CoOPéquité). Au total, l'équipe d'évaluation a recueilli les avis de toutes les fédérations

68 http://www.fao.org/fileadmin/templates/dimitra/pdf/dim_24_f_p14-15.pdf
http://www.fao.org/fileadmin/templates/dimitra/pdf/dim_23_f_p12-13.pdf

membres de GATANCI (8),⁶⁹ du CCD-OPN et d'autres structures membres du CCD-OPN. Une bonne partie de ces fédérations et leurs membres ont été également largement impliqués dans les différentes activités mises en place par la FAO dans les projets Intrants, IARBIC et Capitalisation qui ont été également couverts par le questionnaire.

- 221 Il ressort de ce questionnaire une appréciation très positive du partenariat avec la FAO. En exemple quelques extraits des réponses aux questions: «nos remerciements à la FAO et nous pouvons dire que notre fédération est un produit 100 pour cent de la FAO»; «la collaboration avec la FAO est parfaite pour nous d'autant qu'elle met l'accent sur le faire-faire, pas de top down»; «la FAO demeure pour notre fédération un partenaire stratégique»; «nous voulons que le partenariat avec la FAO continue et que le projet IARBIC soit de nouveau opérationnel».
- 222 Les répondants au questionnaire ont pour la plupart bénéficié d'actions pour une meilleure prise en compte du **genre** dans le cadre du projet IARBIC/Capitalisation ou dans le cadre du projet plus récent Coopéquité. Des exemples de résultats⁷⁰ mentionnés par les OP incluent: «l'élaboration d'une politique interne en matière de genre qui a permis de prendre en compte la dimension genre aussi bien sur les lieux de travail que dans les instances décisionnelles au niveau national (par le biais du conseil d'administration) et à la base (bureaux des Unions et des sections régionales)» ou «l'augmentation de la représentation des femmes dans le conseil d'administration de la fédération» et «le pilotage d'un projet de recherche destiné à améliorer la productivité des champs de femmes financé par la fondation Mcknight depuis 2013». Cependant, l'évaluation note que des efforts restent à faire en termes de prise en compte des questions liées au genre (voir section 4.3.2).
- 223 Concernant la **gouvernance**, les fédérations mentionnent plusieurs fois comme acquis une meilleure connaissance des rôles et responsabilités au sein de leurs organisations; la révision des procédures; la gestion comptable ou encore le diagnostic de leurs capacités.
- 224 Le programme **CoOPéquité** est perçu comme très pertinent par tous les acteurs. En effet, ce projet a permis le renforcement du CCD-OPN et la définition d'une position commune concernant la Loi d'orientation agricole à travers la mise à disposition d'un expert pour l'analyse de celle-ci et le financement d'ateliers de discussion. Cela est indiqué par les répondants au questionnaire comme un succès du projet. Au moment de l'évaluation la Loi n'avait pas encore été finalisée et adoptée par le gouvernement et pour cela n'était pas possible de savoir si les observations des OP seront effectivement prises en compte.
- 225 De l'analyse des réponses au questionnaire, il apparaît que la création du **fonds de garantie FGI** est perçue comme pertinente et est indiquée par certains comme étant l'activité la plus déterminante pour ces structures. Elle est vue comme une action qui pourrait permettre l'autonomisation des fédérations et qui devrait « rapprocher les fédérations au système financier formel en leur permettant d'assurer de façon durable l'accès au crédit». Cependant, certains points négatifs ont été mentionnés, tels que: l'obligation de fournir une garantie financière et/ou matérielle (titre foncier) pour 50 pour cent du crédit; le paiement de 1 pour cent pour l'émission d'une lettre de garantie dans une autre banque en dehors de ECOBANK; les lenteurs dans le traitement des demandes au niveau d'ECOBANK. Un exemple donné par une fédération montre que l'arrivée tardive des fonds à cause des procédures de la banque a eu un impact sur les bénéficiaires du plan d'investissement proposé. Ce mécanisme est en évolution et les termes et conditions pourront changer sur la base des négociations entre les différents acteurs. En effet, la banque a supprimé la commission de 1 pour cent pour l'émission de la lettre de garantie.
- 226 Les plans d'investissement proposés par cinq fédérations n'ont pas été financés. Une fédération suggère que la mise à disposition au niveau du CCD-OPN d'expertises dans le domaine financier aurait permis d'accompagner les fédérations dans cette démarche. Cela indique que des synergies au niveau de CoOPéquité et IARBIC auraient pu faciliter l'accès au fonds.
- 227 Pour ce qui concerne l'initiative **PAA** Africa, les fédérations estiment dans leur ensemble qu'il s'agit d'une intervention pertinente qui répond à un besoin de commercialisation de la

69 Les avis ont été recueillis par email (6), par téléphone (1) et dans une réunion (1).

70 Ces résultats n'ont pas été vérifiés par l'équipe d'évaluation.

production. On peut citer comme commentaires: «un marché sûr aux petits producteurs pour écouler leurs produits agricoles à un prix rémunérateur» ou encore «apporte un début de solution au problème de production et de commercialisation».

228 Au niveau central, les fédérations émergent comme des structures dynamiques. Cela est un élément positif car des fédérations fortes peuvent influencer leurs membres pour qu'ils soient dynamiques au niveau local. Cependant, il faut noter la faiblesse des capacités des OP sur le terrain (avec un taux d'alphabétisation des membres assez faible) et le besoin d'un appui en termes de renforcement des capacités et d'amélioration de la gouvernance et de la transparence. Par exemple, dans les ComdeCon, les OP devraient être des membres actifs des ateliers de coordination ou de planification. Or, l'équipe d'évaluation a constaté lors des visites sur le terrain que cela n'est pas toujours le cas. Le programme CoOPéquité et le fonds de garantie sont des actions importantes mais qui ont concerné principalement le niveau central (des fédérations et des plateformes) qui devront être complétées par des actions au niveau local. Cela a été le cas pour le programme CoOPéquité, mais sur une échelle limitée.

4.4 Thématiques transversales

4.4.1 Le genre

Constatations principales

- L'évaluation note la faible orientation de la FAO Niger sur la thématique du genre. En général, les interventions de la FAO ciblent des ménages gérés par des hommes et des femmes et certaines actions sont spécifiquement réservées aux femmes, mais les questions de genre ne sont pas prises en compte de façon systématique dans la formulation des projets/programmes
- L'évaluation note sur le terrain des acquis relatifs à cette thématique des certains projets qui se sont intéressés aux inégalités de genre en agriculture, tels que les projets «IARBIC» et «Capitalisation des bonnes pratiques». Un autre projet qui a obtenu des résultats importants en termes d'égalité entre hommes et femmes est Dimitra, grâce à l'approche des clubs d'écoute.

229 Sur le plan des ressources humaines, le Bureau de pays totalise, tout poste confondu y compris le personnel d'appui, 55 personnes dont 12 femmes; avec près d'une vingtaine de consultants d'expertises diverses. Deux femmes font partie du comité de management qui est composé de sept membres.

230 Aucune personne ressource n'a été spécialement affectée aux questions du genre. Le point focal désigné en 2015 ne consacre que 20 pour cent de son temps à cette question et reconnaît ne pas pouvoir assumer cette responsabilité comme souhaité, du fait de la charge de travail. Un comité dédié à la thématique du genre composé de cinq personnes (hommes et femmes) a été également mis en place pour appuyer le point focal; mais il n'est pas encore fonctionnel. Hormis une sensibilisation interne et des formations de certains membres de l'équipe, aucune action significative n'a pu se réaliser au sein du Bureau de pays. De plus, il est difficile pour le point focal de veiller à l'assurance qualité en matière de genre quand les projets s'inscrivent dans l'urgence.

231 Selon les résultats de l'audit relatif à la prise en compte des questions du genre dans les CPP conduit par l'expert genre du Bureau sous régional à Accra en 2015, la FAO Niger fait partie des Bureaux de pays n'ayant pas inclus cette thématique dans l'analyse de la situation lors de l'élaboration du CPP. Cette lacune se traduit dans le document CPP par des allusions vagues à ce thème sans stratégie claire et à travers des interventions sur le terrain basées davantage sur une «intégration des femmes» dans les différentes activités que sur une approche genre.

232 En général, les hommes et les femmes participent et bénéficient, à des degrés divers en fonction des sites et des types d'activités, des différentes interventions du programme résilience de la FAO. Certaines actions sont spécifiquement réservées aux femmes telles que les distributions de petits ruminants qui ne ciblent en principe que les femmes chefs de ménages vulnérables; et, dans certaines localités, le maraîchage.

- 233 En dépit des certaines contraintes, évoquées dans les sections précédentes du rapport, qui ont jalonné la mise en œuvre des projets, les femmes rencontrées sur le terrain par l'équipe d'évaluation ont déclaré avoir tiré des avantages/bénéfices des actions entreprises, tels que: i) l'augmentation de leurs revenus (à travers la promotion d'activités rémunératrices comme la vente des produits maraîchers et des surplus des productions pluviales); ii) l'amélioration de la situation alimentaire du ménage; et iii) dans certains cas, l'amélioration de leur condition économique et sociale grâce aux actions des clubs d'écoute communautaires.
- 234 En général, on note que les différents projets n'ont pas adopté de manière explicite une approche «genre» comme recommandé dans les documents de référence tant au niveau du Niger que de la FAO. L'adoption d'une telle approche, prévoyant une évaluation initiale sensible au genre, aurait permis d'identifier de manière participative les besoins et contraintes (communs et spécifiques) des femmes et des hommes et leurs centres d'intérêts respectifs et de concevoir les stratégies d'interventions adéquates pour y faire face. Ceci est la condition principale pour que les résultats positifs enregistrés par les différents projets soient durables et constituent des facteurs de changement socio-économique dans les communautés, surtout au niveau des femmes.
- 235 Par exemple, à travers son intervention de distribution de moutons pour l'embouche aux femmes de KALFOU (région de Tahoua), la FAO a voulu renforcer leurs capacités à faire face économiquement aux crises alimentaires successives dans la zone. Cette aide, bien qu'appréciée par les bénéficiaires, leur a néanmoins posé quelques difficultés dont des problèmes de surveillance et d'alimentation des ruminants (notamment pour les femmes n'ayant pas de main d'œuvre familiale). En effet, il est difficile de trouver du fourrage dans cette zone pendant certaines périodes de l'année et laisser paître librement les petits ruminants comporte des risques de vol. Les femmes rencontrées par l'équipe d'évaluation ont déclaré être plus intéressées par la réalisation de petits commerces que par l'embouche ovine.
- 236 Appuyer des femmes à acquérir provisoirement des terres pour leurs productions (de contre saison par exemple) à travers des négociations ou des contractualisations est pertinente mais cette stratégie ne les met pas à l'abri de la précarité en matière foncière. Le problème foncier des femmes demeure une contrainte au niveau des activités de production pluviale et de contre saison et mérite, de ce fait, d'être courageusement appréhendé.
- 237 La stratégie souvent privilégiée pour résoudre le problème de la surcharge de travail des femmes rurales est l'octroi d'équipements d'allègement des tâches (moulin, plateforme multifonctionnelle, forages, petits matériels agricoles, etc.). Cependant, adopter une telle stratégie ne doit pas occulter la réflexion sur les fondements et les conséquences d'une répartition inégale des tâches entre hommes et femmes dans la communauté et les mesures correctives durables nécessaires.
- 238 Des projets spécifiques concernant la promotion du genre mis en œuvre sur la période, et déjà mentionnés dans ce rapport, incluent les clubs d'écoute DIMITRA, Coopéquité, la Gestion de connaissance/Capitalisation de bonnes pratiques et plus récemment RWEE. L'encadré ci-dessous présente les constats faits lors des visites de terrain à 3 sites qui ont bénéficié du projet Dimitra.

DIMITRA

Les clubs d'écoute communautaires Dimitra ont été mis en place par la FAO dans plusieurs pays, pour promouvoir l'autonomisation des populations rurales – femmes et jeunes en particulier – afin qu'elles puissent devenir actrices de leur propre développement socio-économique, à travers l'accès à l'information et la communication participative, et jouer pleinement leur rôle pour assurer la sécurité alimentaire.

Les clubs sont des espaces d'échanges, de partages institués dans une communauté donnée pour favoriser la participation des femmes et des hommes (tout âge confondu) aux actions de développement. Les clubs sont dotés de radios solaires et de téléphones portables afin de leur permettre d'écouter et surtout de participer aux émissions portant sur des thèmes qui les intéressent. Selon les témoignages reçus, ces partages d'informations et d'idées entre membres de différents clubs ont été sources d'enrichissement.

Au Niger, l'initiative a été lancée en 2006 à la faveur du projet « Gestion des terroirs » financé par la coopération Belge et mis en œuvre par la FAO. L'expérience pilote menée dans les régions de Tillabéri et Dosso ayant été jugée positive en terme de mobilisation sociale autour des problèmes de développement local a conduit la FAO à promouvoir et étendre cette approche au Niger.

Des évaluations antérieures conduites à l'initiative de la FAO (évaluation du rôle et du travail de la FAO sur le thème Genre et Développement; Évaluation de Dimitra, mars 2011; évaluation des projets financés par les fonds FMM, juillet 2015) ont été dans l'ensemble positives.

En termes de résultats, les clubs d'écoute ont permis surtout aux femmes d'occuper des espaces de discussion sur les problèmes communautaires à l'échelle du village et de participer aux côtés des hommes à des activités d'intérêt général telles que l'assainissement, la réfection d'écoles, les actions de prévention des populations sur les grandes maladies actuelles (SIDA, EBOLA) et la scolarisation des enfants (notamment des filles). La participation aux clubs d'écoute a permis aux femmes de développer une confiance en elles-mêmes qui a permis à certaines d'entre elles de revendiquer (individuellement ou collectivement) des droits qu'elles ignoraient, notamment sur le foncier. Les acquis et impacts de cet instrument, illustrés par l'histoire des clubs d'écoute de Gasseda et de Banizoumbou dans la région de Tillabéri, ont été déjà abondamment documentés et publiés par la FAO à travers divers canaux de communication dont un Bulletin Dimitra.

Les mêmes constats ont été faits lors des visites de terrain par l'équipe d'évaluation. En fonction de leur âge, du dynamisme des leaders et des membres, diverses initiatives/réalisations sont inscrites à l'actif des clubs d'écoutes. A Falwel (une ComdeCon de la région de Dosso), Badaraka (village de la commune de Gafati, dans la région de Zinder) et Danja (village de la ComdeCon de Jiratawa dans la région de Maradi), les femmes et les hommes membres des clubs Dimitra que l'équipe d'évaluation a rencontrés reconnaissent unanimement que les clubs ont induits des changements positifs dans leurs communautés.

Ces changements se traduisent par exemple par:

- une certaine cohésion sociale: hommes et femmes exécutent ensemble des travaux d'intérêts collectifs (le nettoyage des rues dans toutes les localités visitées; la réalisation de puits maraîchers et plantation d'arbre dans la cour de l'école à Badaraka, la restauration de l'école de Danja, etc.);
- une plus grande participation des femmes à la prise de décision dans les villages: les femmes prennent la parole en public lors des rencontres villageoises pour donner leur point de vue sur des sujets de réflexion au niveau local;
- une réduction de la charge de travail ou de la pénibilité des tâches attribuées généralement aux femmes à travers, dans certains cas, une contribution des hommes à l'approvisionnement en eau, en bois de chauffe, à l'assainissement, etc.

Un état des lieux des clubs Dimitra a été récemment commandité par la FAO en vue de faire le point sur cet instrument (nombre, niveau de fonctionnement,...). Les résultats provisoires montrent que, en décembre 2015, plus de 1 000 clubs ont été mis en place dont 980 jugés fonctionnels, concernant plus de 25 000 ménages. Ces clubs sont disséminés dans cinq régions (Tillabéri, Dosso, Maradi, Zinder, Tahoua) 27 communes et 248 villages et ont une adhésion essentiellement féminine (65 pour cent des membres). Ces statistiques montrent que les clubs Dimitra forment un réseau couvrant tout le pays.

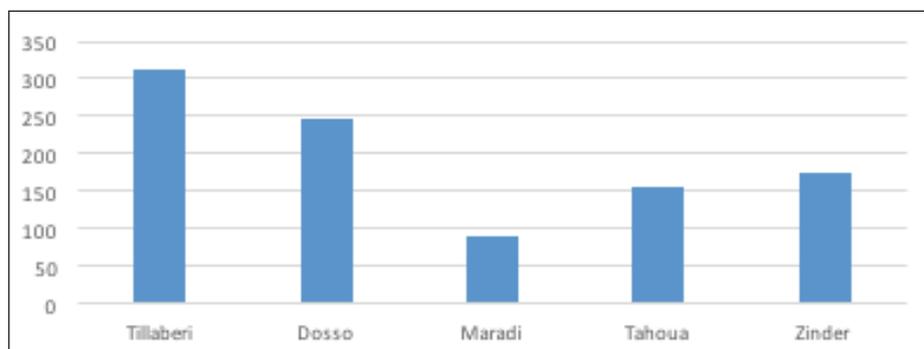


Figure 12: Nombre clubs Dimitra par région

- 239 Convaincu des acquis des clubs d'écoute Dimitra, les quatre agences de l'ONU impliquées dans le programme conjoint (RWEE) (FAO, PAM, FIDA et ONU-Femmes) ont retenu les Clubs Dimitra comme points d'entrée du programme dans les quatre ComdeCon bénéficiaires de l'intervention. Des perspectives d'utilisation des clubs d'écoute comme porte d'entrée pour d'autres interventions existeraient au niveau d'autres agences du SNU (FNUAP) et des partenaires techniques et financiers (Banque mondiale).
- 240 Chaque partenaire, en fonction de son champ d'action, utilise son propre instrument de mobilisation sociale sur le terrain. Par exemple, L'UNICEF utilise des «réseaux locaux» constitués d'hommes et de femmes pour la sensibilisation/animation dans les villages; l'UNFPA a mis en place les centres «Amis des jeunes» ainsi que «L'école des maris»; et, les ONG et les services techniques étatiques travaillent avec des groupements villageois, des OP d'hommes et de femmes. Pour une plus grande efficacité et efficience sur le terrain, une mise en réseau et/ou une harmonisation de ces différentes organisations d'interface pour les différentes interventions s'avère nécessaire. En effet, les mêmes cibles peuvent se retrouver dans différents regroupements en fonction des problèmes abordés. Un exemple positif est donné par le projet SWEPP (qui commencera cette année) où l'UNFPA envisage d'accroître les synergies entre «l'école de maris» et «les amis des jeunes» et les clubs d'écoutes Dimitra.
- 241 L'équipe d'évaluation a constaté que dans les clubs visités, certains thèmes de discussion ou de réflexion reviennent systématiquement. Ces thèmes sont importants et pertinents et certaines préoccupations sont intimement liées à la thématique du genre. Bien qu'il s'agisse de questions délicates dans le contexte nigérien, il est nécessaire de les aborder si l'on veut obtenir des résultats durables sur cette question. Par exemple à Gasséda dans la région de Tillabéri,⁷¹ les clubs ont soulevé la question de la surcharge de travail des femmes comme contrainte à leur pleine participation à certaines actions de développement dans le village. Pour y faire face, des hommes aident les femmes dans la corvée de collecte d'eau et bois de chauffe. Il faut s'assurer que cela ne soit pas perçu comme une faveur faite aux femmes. Les femmes ne sont pas prédestinées à ces tâches domestiques; c'est leur statut social qui les confine dans certaines responsabilités. Si l'on veut mettre fin à cette situation de manière durable, il est nécessaire de faire comprendre à la communauté les fondements et les conséquences de la répartition inégale des tâches entre hommes et femmes. Les clubs Dimitra qui s'intéressent à cette thématique pourraient les approfondir davantage pour mettre en évidence les causes sous-jacentes de ces inégalités.
- 242 De même, l'équipe d'évaluation a constaté que, malgré les formations/informations reçues lors de projets antérieurs ayant pris en compte les questions de genre, les femmes prennent toujours peu de place dans les instances de décisions des OP mixtes. Le manque de temps et/ou de liberté de mouvement pour se rendre à des rencontres quand celles-ci se tiennent dans d'autres localités est souvent évoquée pour justifier cet état de fait. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes femmes. C'est ainsi que l'on remarque que certaines femmes occupant des postes de responsabilités dans des bureaux d'OP mixtes sont d'un certain âge. Bien qu'elles aient plus d'autonomie dans leurs déplacements, elles présentent d'autres handicaps (tels que le manque ou la faiblesse de leur niveau d'alphabétisation/scolarisation) ne leur permettant de jouer pleinement leur rôle au sein de ces organisations. A Kornaka (département de Dakoro région de Maradi) le bureau de l'Union compte peu de femmes et à Danja (commune de Jiratawa) les femmes ont préféré développer leur propre OP pour éviter d'être «dominées».

4.4.2 Le foncier

- 243 La sécurisation foncière est à la base d'un développement durable de l'agriculture qui exige un investissement sur le long terme dans la ressource sol. Or, une agriculture durable est le gage, le socle même de la sécurité alimentaire dans un pays comme le Niger. Malgré la pertinence de cette thématique au Niger, le foncier n'occupe pas une place très importante dans le CPP. Néanmoins, la FAO a conduit plusieurs actions dans ce domaine:
- a. Appui au Secrétariat permanent du code rural: soutien à l'organisation d'un Atelier national sur la gouvernance foncière en janvier 2014 qui a permis de faire le bilan de 20

71 Sites visités dans le cadre de l'évaluation FMM.

ans de mise en œuvre du code rural et de présenter les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers.

- b. Appui aux organisations de la société civile et en particulier au Rassemblement démocratique des femmes du Niger: financement en 2015 d'un projet de renforcement des capacités de la société civile qui a permis la formation de 15 formateurs au niveau national et 50 formateurs au niveau des régions de Dosso et Tillabéri concernant les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers au Niger.
- c. Appui au Cadre de collaboration et de dialogue entre les organisations paysannes du Niger (CCD-OPN): soutien à l'organisation, en novembre 2015, d'un atelier national de renforcement des capacités des responsables du code rural du Niger et des OP concernant les Directives volontaires. L'atelier a permis de former 45 responsables des OP APEX de toutes les régions du Niger, des responsables régionaux du code rural et du Ministère de l'Agriculture.

4.4.3 Le travail des enfants dans l'agriculture

- 4 Dans le cadre de l'Objectif Stratégique 3, un portefeuille d'activités sur le travail des enfants dans l'agriculture a été mis en œuvre dans le cadre du mécanisme de soutien au programme multipartenaires (FMM) de mai 2013 à décembre 2015.⁷² Ce thème n'est pas intégré dans le CPP.
- 5 Le Niger avait été identifié comme un pays prioritaire, faisant partie du défi faim zéro. Les activités se sont concentrées sur trois axes : l'institutionnalisation de la problématique, la sensibilisation et le plaidoyer, et le renforcement des capacités. Un atelier national de réflexion sur le travail des enfants dans l'agriculture s'est tenu en 2014 et a permis de présenter les résultats d'une étude de cas sur le travail des enfants le long du fleuve Niger dans les filières rizicoles et maraichères. Cette étude de cas a été officiellement distribuée par le Ministère de l'Agriculture. Les recommandations issues de l'atelier ont permis l'accélération de l'institutionnalisation de la problématique. Un comité de pilotage rassemblant les points focaux de trois ministères (Agriculture, Travail, Promotion de la femme et protection de l'enfant) a été créé par décret ministériel en octobre 2014. Outre ce dispositif opérationnel de coordination interministériel, un comité national de concertation réunissant 70 acteurs a été créé en mars 2015 et une cellule dédiée au travail des enfants au sein du ministère de l'Agriculture est sur le point d'être entérinée.
- 6 Ces activités relatives à une problématique nouvelle pour le bureau du Niger ont pu représenter un défi mais ont mené à un engagement sur le long terme : le bureau du Niger, sur demande de soutien technique émanant du Ministère de l'Agriculture, vient de recevoir l'appui du bureau régional pour la mise en œuvre d'un PCTf sur le travail des enfants dans l'agriculture pour une durée de 22 mois (TCP/NER/3601: *réduire le travail des enfants pour une agriculture soutenable au Niger*).

72 Cette initiative a été prise en compte par l'évaluation du mécanisme d'appui aux programmes multi-donateurs de la FAO (FMM).

5. D'autres thématiques

5.1 Comment l'Organisation travaille ensemble

Constatation principale

Le Niger bénéficie d'une attention particulière de l'Organisation avec plusieurs contributions provenant du siège ou du Bureau régional d'Accra. Cette attention contribue à enrichir le programme, mais représente un défi pour la Représentation qui doit coordonner ces différents intervenants. La stratégie adoptée par l'OS1 avec son IR1 offre un exemple positif d'un véritable effort pour renforcer l'équipe pays.

- 247 Durant la période analysée, le Niger a bénéficié d'une attention particulière de l'Organisation avec plusieurs projets et initiatives régionaux qui ont été mis en place au niveau du pays. Bien que ces interventions rentrent dans les priorités identifiées par le CPP, cette attention particulière pose en même temps des défis au niveau de la Représentation pour la gestion et la coordination des différentes contributions provenant du Siège ou du Bureau Régional d' Accra.
- 248 L'équipe d'évaluation note des synergies positives entre différents Objectifs stratégiques. Des efforts de coordination ont été mis en place pour ce qui concerne l'OS1 et l'OS5, avec les deux Initiatives régionales IR1 et IR3, qui bénéficieront à partir de 2016 d'un plan d'action commun. En outre, la FAO Niger est en train de se positionner dans le domaine de la protection sociale (OS3) et intervient au niveau pays en synergie avec l'IR1. Par contre, l'équipe d'évaluation note que plusieurs initiatives au niveau pays tels que Dimitra, travail des enfants dans l'agriculture, RWEE et CoOPéquité, qui rentrent dans le cadre de l'OS3, sont mises en œuvre comme des projets distincts. Ceci pourrait s'expliquer par l'absence d'une Initiative régionale dédiée à l'OS3. L'évaluation note également une opportunité de synergies manquée entre le programme CoOPéquité et le projet IARBIC pour le renforcement des organisations paysannes. En effet, ces deux interventions ciblent parfois les mêmes acteurs, mais sont mises en œuvre séparément dans le cadre de l'OS2 et l'OS3.
- 249 Au niveau des modalités de mise en œuvre, les projets pilotés par Rome ont tendance à créer un poste de point focal spécifique pour la mise en œuvre du projet. Cette approche ne renforce pas nécessairement de manière pertinente la Représentation et présente le risque d'affaiblir le programme de l'Organisation dans le pays en le segmentant en une multitude de projets. La question n'est pas seulement d'avoir des interventions qui rentrent dans le CPP, mais également de renforcer l'équipe pays afin qu'elle puisse mettre en œuvre son programme (le CPP). Un exemple positif est donné par l'OS1 et son IR1 qui a contribué à créer et financer le poste d'un Chargé des politiques et d'un nutritionniste. Pour la Représentation, la valeur ajoutée de ces postes (qui ont une fonction transversale) est supérieure à celle d'un point focal rattaché à une initiative spécifique. Il faudrait assurer la continuation du financement de ces deux postes.
- 250 La FAO a eu par le passé, et aura probablement encore dans l'avenir, un rôle à jouer dans l'accompagnement des OP au niveau national. Il est donc naturel qu'un des produits du CPP soit le renforcement des capacités des OP. Ainsi, il semblerait pertinent qu'un expert puisse travailler à plein temps sur ce produit du CPP, en coordonnant les différentes initiatives dans ce domaine et en recherchant des synergies avec les autres effets et produits du CPP.
- 251 L'IR1 a également fourni un appui pour le renforcement de capacités du Bureau de pays en termes de mobilisation de ressources. En particulier, un consultant international expert dans ce domaine a donné des formations et a également accompagné l'équipe pays dans les réunions avec les donateurs. Cette initiative est extrêmement pertinente, elle répond à un besoin important, et rentre dans une action plus globale de OS1/IR1 de renforcement de la Représentation dans son ensemble.

5.2 L'intégration de l'Unité des urgences dans la Représentation et les défis à venir

Constatation principale

L'intégration de l'Unité des urgences dans la Représentation est en phase avec le débat au niveau national mettant l'accent sur la nécessité d'une meilleure intégration des urgences et du développement pour un véritable renforcement de la résilience. Les effets de cette réforme ne sont pas encore suffisamment visibles dans le programme de la FAO.

- 252 L'évaluation couvre une période durant laquelle la FAO s'est engagée dans un processus de décentralisation accompagné d'une délégation des pouvoirs au niveau régional et national. En outre, l'Unité des urgences, qui avait été créée en 2006, a été intégrée dans la Représentation. Cette intégration est très pertinente et en phase avec le contexte national dans lequel les acteurs souhaitent une meilleure intégration de l'urgence et du développement pour le renforcement de la résilience.
- 253 Depuis cette intégration, l'organigramme de la Représentation est organisé autour de trois Unités: programme, administration et opérations. L'Unité des opérations, qui a ses origines dans l'unité des urgences, sert aujourd'hui tout le Bureau de pays. Malgré le volume des opérations, l'unité compte une seule personne (qui en est responsable). Le Coordinateur des opérations, qui était également coordinateur du Cluster SA, est parti et n'a pas été remplacé. Or, la gestion du Cluster SA rentre dans les tâches de l'Unité des opérations mais sa faiblesse l'empêche de pouvoir y accorder le temps adéquat.
- 254 L'Unité des urgences a apporté à la Représentation une équipe de techniciens points focaux pour les différents secteurs d'interventions (sécurité alimentaire, élevage, cultures irriguées et cultures pluviales) qui ont aujourd'hui intégré la Représentation et constituent un potentiel technique qui est au service de toute le Bureau. L'organisation des experts par secteur, même s'ils sont financés sur des projets, est un autre point positif qui vient de l'Unité des urgences. En effet, cela correspond à l'adoption d'une approche programme qui semble plus indiquée pour mettre en œuvre une stratégie comme le CPP. La réduction de ressources mobilisées sur la période évaluée affecte la possibilité de la FAO de continuer à financer ces experts techniques.
- 255 Par le passé, l'existence de «deux FAO» (selon les termes de l'équipe pays) avait créé des incohérences dans les interventions de l'Organisation au Niger. Les modalités d'intervention étaient également très différentes. Aujourd'hui, les effets de la réforme ne sont pas encore évidents et des contradictions subsistent. Le nouveau CPP doit être conçu pour asseoir une stratégie qui intègre davantage les deux dimensions de l'Organisation, permettant de clarifier l'image de la FAO au Niger, et de faciliter la mobilisation de ressources.
- 256 Les sous-bureaux à Tahoua, Zinder et Diffa constituent pour la FAO un avantage lui permettant de mieux collaborer avec les partenaires au niveau décentralisé et suivre les interventions sur le terrain. Les capacités de ces bureaux sont très limitées. En outre, on note une faible décentralisation des responsabilités et un besoin d'améliorer la communication entre le niveau central et régional: «Certains partenaires sont plus informés sur les actions de la FAO que les personnes du sous-bureau» (source: agence du SNU au niveau régional). Dans les régions où la FAO n'a pas de bureau, comme à Agadez, Dosso ou Tillabéri, il est difficile de suivre les activités des partenaires. Dans ce cas, la FAO devrait réfléchir à la possibilité d'avoir un point focal national.
- 257 Plusieurs partenaires pensent que la FAO a un rôle important à jouer, mais indiquent qu'elle n'est pas suffisamment agressive dans la recherche de financements. Malgré les opportunités existantes au niveau du pays pour la mobilisation de ressources, la FAO éprouve des difficultés à se positionner.

6. Conclusions et Recommandations

6.1 Conclusions

Conclusion 1: Le Niger - un pays prioritaire pour la FAO

Pays parmi les plus pauvres du monde selon l'IDH, au Niger, la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeure un défi central. Ce défi est identifié comme une priorité nationale et le gouvernement s'est fortement engagé pour le relever. Le Niger est un pays prioritaire pour la FAO et bénéficie d'une attention particulière du siège et du Bureau régional qui se traduit par son inclusion dans plusieurs initiatives régionales et internationales. Dans sa configuration actuelle, la représentation de la FAO apparaît en manque de ressources humaines et financières pour être en mesure d'accompagner de manière pertinente le pays dans sa démarche. La capacité limitée au sein de la Représentation au niveau de la mobilisation de ressources, de la conception de projets et de la gestion des opérations limitent fortement la capacité de la FAO à jouer le rôle technique de référence que les partenaires attendent d'elle.

Conclusion 2: Appui i3N

La FAO a su accompagner les changements institutionnels marqués par l'adoption de la stratégie de l'i3N. Elle a également contribué à la conceptualisation de l'approche «Communes de convergence», qui constitue une démarche concrète des agences de SNU (et d'autres partenaires) pour la mise en œuvre de l'i3N portée par la volonté de créer des synergies en faveur du renforcement de la résilience et d'harmoniser leurs interventions. Les ComdeCo bénéficient d'une forte visibilité et constitue une opportunité pour montrer les expertises que l'Organisation peut offrir. Cela devrait faciliter la mobilisation de ressources additionnelles qui est nécessaire pour une participation accrue de la FAO dans l'opérationnalisation de cette approche.

Conclusion 3: Contribution à la coordination des acteurs œuvrant dans la sécurité alimentaire et le développement rural

La FAO a efficacement contribué à la facilitation du cluster sécurité alimentaire, mais sa contribution dans d'autres groupes de concertation dans ce domaine a été plus diluée. L'Organisation n'a pas été capable d'assurer une participation consistante et à un niveau suffisamment élevé pour la prise de positions ou décisions. Une participation active dans les cadres de concertations est essentielle pour assurer la visibilité de la FAO et contribue également à la perception que les partenaires ont de l'Organisation. La FAO a également un rôle à jouer dans la redynamisation des espaces de discussion relatives aux enjeux du développement rural au niveau de l'i3N.

Conclusion 4: Des domaines de travaux émergents - la nutrition et la protection sociale

La nutrition et la protection sociale sont des domaines de travail émergents au Niger. Dans le domaine de la nutrition, la FAO a su, au cours de la période analysée, se positionner parmi les acteurs au niveau national. Des efforts doivent encore être réalisés pour assurer l'intégration de la nutrition dans les interventions de la FAO et pour faciliter l'implication des partenaires du secteur rural. Dans le domaine de la protection sociale, qui devient de plus en plus important au Niger, la FAO n'a pas encore défini son rôle et sa valeur ajoutée par rapport aux autres intervenants.

Conclusion 5: Un capital d'expériences à valoriser

Le Niger a constitué pour l'Organisation un laboratoire de développement et diffusion de bonnes pratiques et d'innovations pendant plusieurs années à travers des projets de développement pluriannuels. La richesse des expériences de la FAO au Niger est reconnue par les acteurs nationaux du développement rural, mais ignorée par d'autres (par exemple par les acteurs impliqués principalement dans la réponse aux crises ou par certains bailleurs de fonds). Cela nuit à la construction de l'image de la FAO, à la mobilisation de fonds et à l'établissement de partenariats équilibrés. Les acquis de la FAO dans les projets de développement sont insuffisamment utilisés pour proposer des approches intégrées pour le renforcement de la résilience.

Conclusion 6: Élevage et pastoralisme – un secteur central au Niger

Les appuis de la FAO en faveur de l'élevage et du pastoralisme, secteur clé pour l'économie nationale et pour la résilience des populations, se sont principalement limités à des actions d'urgence. Un investissement conséquent dans des projets plus structurants et une meilleure articulation entre les actions d'urgence et de développement sont nécessaires pour assurer la durabilité, avoir plus d'impacts et renforcer la résilience des communautés vulnérables. Les Champs écoles pastoraux sont une approche très pertinente par rapport au contexte du Niger, mais leur diffusion a été limitée.

Conclusion 7: Les partenariats

La FAO n'a pas de stratégie partenariale établie avec les ONG. Les collaborations sont limitées à des activités ponctuelles. Des collaborations de plus longue durée, ouverte à l'avis et aux propositions des partenaires dans un dialogue sur l'ensemble du cycle de projet permettraient d'améliorer les résultats des interventions. La contractualisation avec le même partenaire opérationnel que le PAM, lorsque les deux organisations travaillent sur les mêmes terrains, est une stratégie pertinente qui a donné des résultats positifs et a facilité les synergies sur le terrain.

Conclusion 8 : L'intégration du genre dans le programme de la FAO

Plusieurs projets de la FAO se sont attaqués aux inégalités de genre en agriculture et les femmes ont été quelques fois seules bénéficiaires de certaines initiatives. Cependant, malgré les acquis, la prise en compte des questions de genre dans la formulation de projets/programme n'est pas systématique. Des analyses genre ne sont pas conduites dans la phase de conception des projets. En outre, les capacités de l'équipe pays dans ce domaine nécessite d'être renforcées.

6.2 Recommandations

Huit recommandations ont été développées sur la base des constatations principales et des conclusions.

Recommandation 1: Le Niger – un pays prioritaire pour la FAO

En tant que pays prioritaire, l'Organisation devrait renforcer les capacités du Bureau pays dans la mobilisation de ressources, le développement du programme ainsi qu'au niveau opérationnel. Cet investissement pourrait permettre à terme à la FAONE d'accéder davantage aux ressources disponibles au niveau pays et de jouer pleinement son rôle. Dans la mise en place des initiatives/projets mondiaux et régionaux, les divisions au Siège et le Bureau régional devraient améliorer les synergies et privilégier la création de postes dans des domaines transversaux (comme par exemple le genre ou l'accompagnement des organisations paysannes) à la place de points focaux de projets individuels.

La première recommandation, qui concerne le renforcement du Bureau pays, est une priorité qui conditionne la mise en œuvre des autres recommandations émises par l'évaluation. Le Niger est un contexte complexe où intervient une multiplicité d'acteurs humanitaires et de développement. Il bénéficie d'une attention des bailleurs de fonds qui se traduit par des opportunités en termes de mobilisation de ressources. Le Bureau pays devrait tirer profit de ces opportunités pour mieux appuyer le pays. Pour ce faire, le renforcement de capacités dans la mobilisation de ressources, la conception de projets et la gestion des opérations est essentiel. Dans certains pays, ces fonctions sont généralement supportées par le Représentant adjoint, mais ce poste ne figure pas actuellement dans l'organigramme du Bureau de la FAONE.

Recommandation 2: Appui i3N

2a: Le nouveau CPP devrait continuer à s'aligner sur l'i3N. Le document devrait explicitement faire la distinction entre vulnérabilité chronique, faisant recours à des interventions de développement à long terme ou à des actions de protection sociale, et vulnérabilité conjoncturelle, qui nécessite des réponses d'urgence. La mobilisation de financements pluriannuels devrait être une priorité pour mettre en œuvre des interventions adaptées.

2b: Le nouveau CPP devrait prendre en compte les ComdeCo. La FAO devrait maintenir son appui au HC-i3N tout en renforçant son positionnement opérationnel. Les ComdeCo bénéficiant d'une

grande visibilité, la FAO devrait présenter les interventions favorables à la résilience qu'elle peut programmer à l'échelle communale dans une démarche active de recherche de financement. L'approche ComdeCo ne doit pas être une approche exclusivement onusienne. La FAO devrait favoriser l'implication des ministères techniques du secteur rural dans les ComdeCo; continuer, en collaboration avec les autres agences du SNU, à supporter l'i3N dans le renforcement des cadres de concertation au niveau local ; et encourager la venue d'autres intervenants.

Recommandation 3: Contribution à la coordination des acteurs œuvrant dans la sécurité alimentaire et le développement rural

La FAO devrait s'impliquer davantage dans l'animation des espaces de dialogue sur les questions du développement rural. Elle devrait mobiliser plus fortement ses partenaires du développement rural dans les mécanismes de coordination de l'i3N. En outre, la FAO devrait renforcer sa participation dans les groupes de coordination sur la sécurité alimentaire au niveau central, en assurant une participation active et continue. Enfin, la FAO devrait continuer à supporter les efforts de coordination au niveau décentralisé.

Recommandation 4: Des domaines de travaux émergents - la nutrition et la protection sociale

La FAO devrait consolider son positionnement au niveau national dans le domaine de la nutrition. Pour cela, la présence de d'AT-Nutrition est essentielle pour assurer la participation dans les cadres nationaux de coordination et les groupes de travail pour la nutrition. L'AT-Nutrition devrait être impliqué dans la formulation des projets de sécurité alimentaire et de développement rural, et du prochain CPP. La FAO devrait continuer à encourager les ministères des secteurs ruraux à prendre en considération la nutrition dans leur politique et programmes sectoriels. En outre, elle devrait essayer de mobiliser des financements dédiés spécifiquement à la nutrition dans ses interventions au niveau du terrain. Dans le domaine de la protection sociale, la FAO devrait définir, avec ses partenaires du secteur rural, son positionnement stratégique, sa déclinaison opérationnelle et prendre sa place parmi les différents acteurs en défendant sa valeur ajoutée et le rôle qu'elle compte jouer. La protection sociale devrait être prise en compte dans le nouveau CPP.

Recommandation 5: Un capital d'expériences à valoriser

La FAO devrait utiliser les acquis de son programme au Niger pour proposer des approches intégrées pour renforcer la résilience des populations. La FAO devrait continuer à capitaliser les bonnes pratiques et diffuser les leçons apprises. Elle devrait également maintenir un dialogue constant et assidu avec les bailleurs de fonds présents au Niger pour promouvoir les compétences de l'Organisation.

Recommandation 6: Élevage et pastoralisme – un secteur central au Niger

La FAO devrait s'investir davantage dans le secteur du pastoralisme à travers la promotion dans le temps d'une meilleure articulation entre les interventions d'urgence et de développement. Elle devrait soutenir davantage les Institutions nationales dans ce domaine à travers l'accompagnement des politiques et stratégies nationales par exemple en matière de santé animale, de sécurisation du foncier pastoral, de sécurisation de la mobilité pastorale et des ménages pastoraux et promouvoir des filières animales innovants. En outre, elle devrait réintroduire l'approche Champs école pastoraux vu sa pertinence par rapport au contexte national.

Recommandation 7: Les partenariats

La FAO devrait revoir la modalité de sélection et d'engagement avec les partenaires opérationnels. Elle devrait investir davantage dans une stratégie partenariale, s'engager dans des collaborations pluriannuelles et évaluer les performances et besoins de renforcement de capacités de ses partenaires. Dans le domaine de la nutrition, la FAO devrait rechercher des partenaires présents dans les zones d'intervention, ayant déjà des capacités en nutrition et mobiliser leurs compétences. Dans les communes de convergences, la contractualisation avec les opérateurs déjà impliqués sur des initiatives du PAM devrait être favorisée. La FAO devrait également s'assurer que ses partenaires aient les compétences nécessaires dans le domaine du genre et que ces compétences soient valorisées dans la collaboration.

Recommandation 8 : L'intégration du genre dans le programme de la FAO

La FAO devrait veiller à une prise en compte des questions de genre dans toutes les étapes du processus de conception et mise en place des projets et songer à diffuser sa politique et ses stratégies «genre» au sein de la Représentation ainsi qu'au niveau des partenaires de mise en œuvre des programmes et projets. Pour assurer l'adoption d'une approche genre dans ses interventions, la FAO devrait renforcer les capacités de l'équipe pays, par exemple à travers des formations. Elle pourrait également créer des synergies avec les structures nationales existantes pour bénéficier de leurs capacités dans ce domaine.

Appendices

Appendice 1: Bibliographie

- 1 Assane Dagna Moumouni. 2012. La démarche liée à l'origine du Violet de Galmi, Etude de cas. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Niamey.
- 2 FAO. 2013. Cadre de Programmation Pays Niger 2013-2016. Niamey.
- 3 FAO. 2015. Nutrition Progress Report 2013-2015. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Niamey.
- 4 FAO. 2016. Bilan et performance des boutiques d'intrants et des organisations de producteurs du Niger (Draft). Etude équipe projet IARBIC. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome.
- 5 HC3N. 2012. Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », Plan d'investissement 2012-2015. Haut Commissariat à l'Initiative 3N. Niamey.
- 6 HC3N. 2012. Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », Cadre Stratégique. Haut Commissariat à l'Initiative 3N. Niamey.
- 7 HC3N. 2015. Bilan 2011-2015 de mise en oeuvre de l'initiative 3N "les Nigériens nourrissent les Nigériens". Haut Commissariat à l'Initiative 3N. Niamey.
- 8 HC3N. 2015. Note d'orientation pour l'élaboration du Plan d'Action 2016-2020 de la Strategie de l'Initiative 3N, "les Nigériens nourrissent les Nigériens". Haut Commissariat à l'Initiative 3N. Niamey.
- 9 HC3N. 2016. Note sur le nouvel Axe 4 de l'I3N et ses programmes stratégiques. Haut Commissariat à l'Initiative 3N. Niamey.
- 10 HC3N/FAO. 2015. Rapport d'appréciation générale de l'Etat de mise en oeuvre de l'appui institutionnel de la FAO au HC3N (TCP/NER/3501) dans le cadre du projet FAO Faim Zéro. Saley Mahamadou coordonnateur TCP/NER/3501.
- 11 HC3N/FAO. Initiative 3N pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement agricole durable « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », Contribution à l'opérationnalisation de l'Initiative 3N par l'approche Faim Zéro. Haut Commissariat à l'Initiative 3N. Niamey.
- 12 INS. 2012. Recensement Général de la Population et de l'Habitat. Institute National de la Statistique. Niamey.
- 13 INS. 2013. Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSN-MICS IV) 2012. Institut National de la Statistique. Niamey.
- 14 INS. 2015. Enquête nationale sur la nutrition des Enfants de 6 à 59 mois. Rapport synthétique. Institut National de la Statistique. Niamey.
- 15 Matteo Cortese & Jonathan Coulter. 2014. Etude de cas du warrantage au Niger. <http://www.reca-niger.org/spip.php?article919>
- 16 MPPFPE. 2011. Politique National de Protection Sociale. Ministère de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, République du Niger. Niamey.
- 17 OCHA. 2015. Plan de Réponse Stratégique Niger. Niamey.
- 18 OCHA. 2015. Tendances des financements humanitaires 2011 à 2015. Niamey.
- 19 REACH. 2014. Analyse de la situation nutritionnelle (Draft). Renewed Efforts Against Child Hunger and undernutrition. Niamey.
- 20 UN. 2014. Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF), 2014 – 2018. Agences du Système des Nations Unies. Niamey.
- 21 WHO. 2009. Global prevalence of vitamin A deficiency in populations at risk 1995–2005. WHO Global Database on Vitamin A Deficiency. World Health Organization. Geneva.

Appendice 2: Liste de projets 2011-2015

Projets nationaux

Symbole du projet	Titre du projet	Dates de début et de fin du projet		Budget total
GCSP/NER/043/MNC	Programme spécial de sécurité alimentaire au Niger: Assistance à la mise en œuvre de la Coopération sud-sud Maroc/Niger, Phase 2 (GCSP/NER/039/MNC)	2005-07-01	2015-06-30	\$182,707
GCP /NER/044/ITA	Promotion de la coopération décentralisée entre Niger et l'Italie dans le domaine de l'élevage et des industries animales	2005-10-01	2011-06-30	\$730,000
GCP /NER/048/SPA	Projet de petite hydraulique pour la sécurité alimentaire dans les régions de Zinder et de Tahoua	2008-03-15	2014-05-30	\$3,189,792
GCP /NER/047/MUL	Intensification de l'agriculture par le Renforcement des Boutiques d'intrants Coopératives (IARBIC) -INTRANTS II	2008-09-01	2013-06-30	\$7,009,395
TCP/NER/3201	TCP Facility	2009-01-01	2011-02-28	\$113,654
TCP/NER/3201 BABY01	Assistance technique pour une étude sur la mécanisation agricole au Niger	2009-01-01	2011-02-28	\$0
GCP /NER/042/EC	Intensification de l'agriculture par le Renforcement des Boutiques d'intrants Coopératives: Réhabilitation et renforcement des moyens de subsistance des populations rurales du Niger face à la flambée des prix des denrées alimentaires et intrants agricoles	2009-05-01	2011-07-31	\$4,093,165
GCP /NER/049/SPA	Appui à la consolidation et pérennisation des résultats du Recensement Général de l'agriculture et du Cheptel	2009-05-01	2011-12-31	\$1,537,368
UNJP/NER/050/SPA	Niger Childhood, food security and nutrition Program (MDGF-2010)	2010-01-25	2012-12-31	\$366,001
GCP /NER/054/EC	Assistance pour le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables au Niger face à la flambée des prix	2010-02-01	2011-08-31	\$3,733,318
OSRO/NER/002/BEL	Appui d'urgence à la sauvegarde des moyens de subsistance des populations vulnérables situées dans les zones à déficit pastoral au Niger	2010-02-24	2011-06-24	\$1,303,802
OSRO/NER/004/UK	Emergency distribution of food crop seeds to vulnerable households affected by critical agricultural production deficit in Niger	2010-03-01	2011-02-28	\$1,359,540
TCP/NER/3301	Appui à la réhabilitation et à la relance de la production maraîchère et du petit élevage des ménages victimes des inondations à Agadez	2010-03-01	2011-03-31	\$394,711
OSRO/NER/003/EC	Assistance d'urgence aux éleveurs affectés par le déficit fourrager 2009.	2010-03-18	2011-03-18	\$4,188,628
OSRO/NER/005/SPA	Assistance d'urgence à la sauvegarde des moyens de subsistance des populations vulnérables situées dans les zones à déficit agro-pastoral au Niger.	2010-04-05	2011-10-05	\$1,221,000
TCP/NER/3302	TCP Facility	2010-05-01	2012-02-29	\$128,455

Symbole du projet	Titre du projet	Dates de début et de fin du projet		Budget total
TCP/NER/3302 BABY01	Appui pour l'élaboration d'une Stratégie nationale de développement de l'horticulture au Niger	2010-05-01	2011-12-31	\$0
TCP/NER/3302 BABY02	Appui à l'élaboration d'un plan pour le renforcement des capacités des services vétérinaires du Niger	2010-05-01	2012-02-29	\$0
TCP/NER/3302 BABY03	Appui à la formulation d'un projet de coopération technique (PCT) en foresterie urbaine et périurbaine au Niger	2010-05-01	2011-12-31	\$0
OSRO/NER/009/USA	Strengthening Field-Level Food Security Assessment and Coordination Capacity in Response to the Food Crisis in Niger	2010-07-20	2011-06-30	\$500,000
OSRO/NER/006/BEL	Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables par le renforcement de la production et de l'utilisation de semences améliorées	2010-10-01	2013-12-31	\$3,377,700
OSRO/NER/010/SWE	Assistance d'urgence à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages victimes de la crise alimentaire 2010	2010-10-01	2012-12-31	\$3,608,515
OSRO/NER/010/SWE BABY01	Assistance d'urgence à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages victimes de la crise alimentaire 2010	2010-10-01	2012-12-31	\$0
OSRO/NER/101/AUS	Appui à la coordination des interventions d'urgence et de réhabilitation agricole et pastorale au Niger	2011-03-01	2012-03-01	\$206,044
OSRO/NER/102/FIN	Renforcement des moyens de subsistance des ménages vulnérables d'agriculteurs et éleveurs affectés par la crise alimentaire 2010	2011-03-01	2012-02-28	\$961,538
TCP/NER/3303	Projet de Promotion de la Foresterie Urbaine et Péri urbaine dans la Lutte contre les Changements Climatiques au Niger	2011-06-01	2013-05-31	\$274,221
OSRO/NER/104/USA	Prevention of food insecurity and malnutrition and support to the Emergency Response Coordination Unit	2011-06-02	2012-11-30	\$400,000
OSRO/NER/105/CHA	Assistance for vulnerable pastoralist household livelihood rehabilitation in Niger	2011-10-07	2012-06-30	\$2,600,000
OSRO/NER/106/BEL	Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages par le renforcement des capacités de résilience des pasteurs et agro-pasteurs vulnérables	2011-12-01	2012-06-30	\$300,000
OSRO/NER/107/CHA	Emergency assistance to vulnerable herders affected by 2011 fodder deficit	2011-12-01	2012-05-30	\$700,000
UNJP/NER/052/UNJ	Programme conjoint d'appui au développement de la Région de Maradi	2012-02-15	2016-12-31	\$979,689
OSRO/NER/201/FIN	Assistance d'urgence à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages victimes de la crise alimentaire 2011.	2012-03-02	2013-03-02	\$1,062,417
OSRO/NER/202/CHA	Emergency assistance to vulnerable pastoralist households livelihood affected by the fodder deficit and Emergency assistance to agricultural households victims of the 2011 food crisis	2012-04-20	2012-10-20	\$2,412,896

Symbole du projet	Titre du projet	Dates de début et de fin du projet		Budget total
OSRO/NER/203/USA	Emergency assistance to farmers and herders households affected by the 2011 agro pastoral crisis in Niger	2012-05-01	2013-04-30	\$1,100,000
OSRO/NER/204/SWE	Assistance d'urgence à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages victimes de la crise alimentaire 2011	2012-05-01	2014-04-30	\$1,000,000
TCP/NER/3401	Assistance d'urgence aux ménages vulnérables affectés par le déficit pluviométrique - (Recoded from Entity no. 629446 from biennium of funding 2012-13 to 2010-11)	2012-05-19	2012-12-31	\$484,278
OSRO/NER/205/BEL	Assistance d'urgence aux ménages vulnérables par l'amélioration de la production vivrière au Niger	2012-07-05	2013-01-04	\$450,000
TCP/NER/3402 BABY01	Développement Pastorale	2012-08-01	2013-12-31	\$0
TCP/NER/3402	TCP Facility	2012-08-02	2013-12-31	\$94,062
UNJP/NER/053/UNJ	Contribution à la sécurité alimentaire par la valorisation des résultats de recherche et le renforcement des capacités des petits producteurs	2012-08-23	2013-01-22	\$82,011
OSRO/NER/207/UNJ	Accélération de l'OMD1 : Renforcement de la capacité de résilience des populations vulnérables affectées par les crises récurrentes et les catastrophes au Niger	2012-11-29	2013-12-31	\$1,550,113
OSRO/NER/302/USA	Households recovery reinforcement and support to Emergency response Coordination	2013-01-01	2014-03-31	\$500,001
OSRO/NER/303/GER	Assistance d'urgence en semences de qualité aux ménages vulnérables affectés par le déficit céréalier en 2012 au Niger	2013-06-01	2013-12-15	\$930,239
OSRO/NER/301/WFP	Renforcement de la résilience des populations vulnérables de la commune de Ouallam	2013-06-06	2014-03-01	\$649,999
OSRO/NER/304/USA	Emergency assistance to vulnerable households affected by the 2012 cereal deficit in Niger	2013-06-17	2014-03-31	\$500,000
OSRO/NER/306/FRA	Renforcement de la Résilience Communautaire	2013-07-09	2014-07-08	\$312,000
TCP/NER/3403	Projet d'appui à la conservation et la transformation des produits maraichers au Niger	2013-09-01	2015-12-31	\$347,000
OSRO/NER/305/NOR	Renforcement de la résilience des ménages vulnérables affectés par les déficits céréalier et pastoral au Niger	2013-09-20	2014-12-31	\$819,470
OSRO/NER/307/CHA	Contribution to resilience capacity development for pastoralists and agro-pastoralists in Niger - 13-UF-FAO-029	2013-10-01	2014-06-30	\$2,499,999
GCP /NER/055/LDF	Integrating climate resilience into agricultural and pastoral production for food security in vulnerable rural areas through the Farmers Field School approach in Niger (PPG)	2013-10-08	2014-06-30	\$50,000
OSRO/NER/308/UNJ	Renforcement de la résilience des petites exploitations agricoles face aux chocs climatiques.	2013-10-10	2015-05-31	\$2,000,000

Symbole du projet	Titre du projet	Dates de début et de fin du projet		Budget total
OSRO/NER/402/NOR	Contribution au renforcement de la résilience des communautés des communes rurales de convergence	2013-12-01	2015-03-31	\$800,000
GCP /NER/056/MUL	Support au processus d'appui aux Communes de Convergences	2014-03-01	2015-12-31	\$2,000,000
OSRO/NER/401/FRA	Renforcement de la Résilience des populations vulnérables au Niger	2014-03-01	2015-02-28	\$328,317
OSRO/NER/403/USA	Improve coordination and food security and nutrition for better resilience of vulnerable households in the Niger	2014-04-14	2015-03-31	\$1,000,000
TCP/NER/3404	Appui en semences d'urgence aux ménages vulnérables affectés par les aléas climatiques	2014-04-17	2014-12-31	\$500,000
OSRO/NER/405/USA	Operationalizing Partnerships for Resilience Building in Niger	2014-05-14	2016-03-31	\$1,500,000
OSRO/NER/404/SWE	Emergency support to vulnerable households affected by the 2013 food crop shortage	2014-06-01	2016-12-31	\$1,664,907
TCP/NER/3501	Appui à la mise en œuvre du Programme faim zéro de l'IGN	2014-06-26	2016-05-31	\$447,000
OSRO/NER/407/HCR	Appui aux Réfugiés / Retournés et Communautés Hôtes à Diffa	2014-09-01	2015-02-28	\$250,000
OSRO/NER/406/FRA	Renforcement de la Résilience	2014-09-06	2015-07-31	\$187,165
OSRO/NER/408/CHA	Assistance aux ménages de pasteurs et agro pasteurs vulnérables des zones affectées par les crises et catastrophes naturelles récurrentes	2014-10-01	2015-06-30	\$2,500,000
GCP /NER/043/LDF	Integrating climate resilience into agricultural and pastoral production for food security in vulnerable rural areas through the Farmers Field School approach in Niger (FSP)	2015-01-15	2019-01-14	\$3,800,000
UNJP/NER/057/UNJ	Programme Conjoint d'accélération de l'autonomisation Economique des Femmes Rurales - Niger	2015-02-01	2016-12-31	\$475,488
TCP/NER/3502	TCP Facility	2015-03-02	2015-12-31	\$93,946
TCP/NER/3502 BABY01	Lancement d'une réflexion sur les laboratoires vétérinaires et préparation d'un Plan d'action et d'un programme d'investissement en faveur du Laboratoire Central Vétérinaire du Niger (LABOCEL)	2015-03-02	2015-12-31	\$0
OSRO/NER/502/USA	Strengthening the resilience of vulnerable households in the Niger by improving their food and nutrition security	2015-06-04	2015-12-31	\$600,001
OSRO/NER/503/HCR	Appui aux réfugiés maliens dans la région de Tahoua	2015-07-01	2015-12-31	\$250,000
TCP/NER/3503	Assistance d'urgence aux éleveurs transhumants réfugiés, retournés et hôtes affectés par la crise du Nord-est Nigeria dans la région de Diffa	2015-07-13	2016-02-28	\$500,000
OSRO/NER/501/FRA	Renforcement de la résilience	2015-08-03	2016-08-02	\$325,353

Projets régionaux et mondiaux

Symbole du projet	Titre du projet	Dates de début et de fin du projet		Budget total
TCP/RAF/3302	Implementation of the Great Green Wall for the Sahara and Sahel Initiative	2010-11-30	2013-02-28	424,435
TCP/RAF/3507	Support to the regional initiative on resilience in the Sahel and Horn of Africa	2015-08-15	2017-01-15	495,000
GCP /RAF/495/MUL	Africa's South-South Cooperation Facility for Agriculture and Food Security	2015-03-19	2017-02-28	1,000,000
OSRO/NER/010/SWE BABY01	Assistance d'urgence à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages victimes de la crise alimentaire 2010	2010-10-01	2012-12-31	-
OSRO/RAF/110/BEL BABY01	Programme régional de renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables affectés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition - Niger	2011-06-01	2012-05-31	670,846
OSRO/RAF/202/BRA BABY06	Baby 06: Niger - Promoting local food purchases for food assistance on the African continent	2012-12-14	2016-01-31	470,241
OSRO/RAF/207/SWE	Regional Programme for local capacity building in Disaster Risk Management (DRM) in West Africa and in the Sahel	2012-05-01	2014-08-31	1,438,567
OSRO/RAF/211/FIN	Renforcement de la résilience des ménages vulnérables au Mali et Niger affectés par la crise alimentaire de 2012	2012-07-01	2012-12-31	620,000
OSRO/RAF/306/FIN BABY01	Strengthening resilience of vulnerable herders in the Sahel	2013-06-01	2014-05-31	670,364
OSRO/RAF/309/EC BABY02	Programme de renforcement de la résilience des ménages vulnérables au Sahel - Niger	2013-04-15	2014-12-31	1,164,545
OSRO/RAF/312/BEL BABY01	Baby 01: Niger	2013-08-01	2014-04-30	407,056
OSRO/RAF/501/BEL	Emergency assistance to vulnerable households affected by North East Nigeria crisis	2015-04-01	2015-12-31	520,000
GCP /RAF/410/ITA	Appui aux acteurs et leurs organisations pour le développement d'unités semi industrielles de transformation agroalimentaire pour la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire	2008-05-01	2013-12-31	797,780
GCP /RAF/422/FRA	Traitement environnemental de la lutte antiacridienne en Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest	2008-06-01	2013-12-31	1,498,000
GCP /RAF/428/SPA	Unité de Coordination et de gestion de l'information inter-projet - (GCP/ BKF/049/SPA, GCP /GUI/018/SPA, GCP /MLI/029/SPA, GCP/MLI/030/SPA, GCP /NER/048/SPA and GCP /SEN/059)	2008-04-01	2014-06-16	2,012,086
GCP /RAF/453/SPA	Amélioration de la Production de riz en Afrique de l'Ouest en Réponse à la Flambée des Prix des denrées Alimentaires (Initiative to Boost Rice Production in Sub-Saharan Africa)	2010-09-01	2013-12-31	5,829,016
GCP /RAF/464/SPA	Initiative Eau et Sécurité Alimentaire en Afrique, Phase II (IESA II) Composante I- Mali-Niger	2014-05-30	2015-12-31	1,234,441
GCP /RAF/464/SPA BABY02	IESA II-Component I-NIGER	2014-04-01	2015-12-31	460,000
GCP /RAF/496/NOR	Support Transition Towards Climate Smart Agriculture Food Systems	2015-06-01	2017-05-31	1,300,000

Symbole du projet	Titre du projet	Dates de début et de fin du projet		Budget total
UTF /UEM/001/UEM	Mise en Oeuvre du Programme Spécial Régional pour la Sécurité Alimentaire des Membres de l`UEMOA	2002-02-01	2015-05-31	4,913,596
UTF /UEM/002/UEM	Appui à la mise en œuvre et au développement du Système CountrySTAT en Guinée-Bissau, Niger, Togo et au siège de la Commission de l`UEMOA	2010-11-17	2015-03-31	994,712
EP /INT/503/GEF	Integrated Natural Resources Management of the Fouta Djallon Highlands (FULL-SIZE PROJECT): Follow up of EP/INT/108/GEF - (Ex-UN 58/2.116)	2009-07-01	2021-12-31	5,000,000
EP /INT/606/GEF	Reducing Dependence on POPs and other Agro-Chemicals in the Senegal and Niger River Basins through Integrated Production, Pest and Pollution Management (FSP)	2009-03-10	2014-12-31	4,105,329
FBPP/GLO/002/BEL	FAO/Belgium Partnership Programme 2008-2012 in the Field of Knowledge Management and Gender - Capitalisation des bonnes pratiques en appui à la production agricole et à la sécurité alimentaire	2008-10-06	2013-06-01	2,999,979
FMM/GLO/100/MUL	FMM support to SO3 - 002 (MTP 2014-2017) - The rural poor have greater opportunities to access decent farm and non-farm employment	2013-05-01	2017-12-31	4,399,998
FMM/GLO/112/MUL BABY01	Baby 1 - An integrated approach to sustainable intensification of agriculture through efficient use of resources - Strategic support to Country Programming Framework in Burundi and Niger	2014-07-01	2017-12-31	800,001
GCP /INT/958/AFB	Projet d'appui à la lutte préventive contre le Criquet Pèlerin dans Quatre États Membres de la CLCPRO	2006-06-01	2011-12-31	6,265,169
GCP /GLO/540/ITA	Strengthening the Capacity to Monitor Food Insecurity in the Sahel	2014-06-30	2016-07-31	1,001,877

Appendice 3: Analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces)

Points forts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Une expérience de longue durée au Niger et une bonne connaissance du territoire; • Intégration de l'unité des urgences dans la Représentation ; • Experts techniques dans des domaines clés travaillant pour la FAO depuis long temps financés à travers des projets d'urgence ; • Trois antennes régionales permettant la coordination des partenaires et le suivi des projets sur le terrain; • AT Nutrition qui a permis de positionner la FAO au niveau institutionnel (à traves sa participation dans les cadres de concertations, la contribution au développement de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) ...); • Bonne visibilité du projet régional sur le renforcement de capacités des partenaires pour l'intégration de la nutrition dans les programmes/ projets de SA ; • La FAO Niger a été un laboratoire d'innovations et bonnes pratiques (introduction de l'approche CEP, clubs d'écoute DIMITRA, Warrantage, achats groupés, utilisation de la micro-dose, création d'un fonds de garantie ...); • Des efforts de capitalisation de bonnes pratiques permettant de documenter et diffuser les acquis ; • Des exemples d'interventions intégrées utilisant les différentes approches développées (RWEE, Coopéquité, l'intégration récente entre CEP et DIMITRA) ; • Fort lien avec les organisations paysannes ; • Communes de Convergence : <ul style="list-style-type: none"> - La FAO a été impliquée depuis la conception de l'approche ; - Une initiative concrète pour améliorer les synergies d'actions entre les agences du SNU ; - La Maison de paysan est un thème central de l'initiative et correspond aux expertises de la FAO ; • FAO acteur clé dans la mise en place de la filière semencière et du réseau de boutiques d'intrants ; • Expertise technique à travers TCl dans l'appui au développement de programmes/politiques et à leur budgétisation; • Rôle dans la coordination des partenaires à travers le Cluster SA ; • Plusieurs stratégies, plans d'action développés par la FAO dans des domaines sectorielles; 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible visibilité au niveau pays ; • RH limitées et incertitude des postes ; • Création de points focaux pour la mise en place de projets mondiaux au niveau pays par le Siège à la place de postes transversaux ; • Synergies pas suffisamment explorées entre les interventions pilotées par le Siège; • Délégation de responsabilités et communication avec les antennes régionales limitées ; • Collaboration avec les partenaires opérationnels : collaborations de courte durée ; faible utilisation des compétences existants (ex. genre et nutrition); critères de sélection des partenaires opérationnels à repenser ; fonds protocoles d'accord parfois insuffisants ; modalités de décaissement pas adaptées aux capacités des partenaires ; pour le ciblage temps disponible insuffisant et procédures des partenaires pas standardisées; • Faiblesses dans la communication entre la FAO, les partenaires opérationnels et les services techniques et entre les différents niveaux des services techniques déconcentrés ; • Intégration urgences et programme de développement : la FAO n'a pas pleinement profité des synergies possibles ; dichotomie entre résilience et production dans le CPP ne facilite pas l'intégration ; • Programme de résilience : <ul style="list-style-type: none"> - les distributions annuelles sont des activités de court durée, non prévisibles, avec un impact limité sur la résilience; pas de stratégies de sortie; besoin d'améliorer l'analyse des besoins pour mieux définir la stratégie d'intervention (manque de moyens économiques ou manque de disponibilité de semences à proximité ?) ; - Les distributions d'animaux ont des effets durables, mais faible suivi sanitaire et nécessité de renforcement de capacités des bénéficiaires, choix des races ne répond pas toujours aux préférences des bénéficiaires, alimentation des animaux pas toujours garantie après les distributions ; - Communes de convergence: convergence géographique, mais synergies d'action avec les autres agences à améliorer, coordination au niveau des communes est un enjeu, nombre limité de communes par rapport au total (35/265), implication limitée des ministères techniques, délégation limitée de responsabilités de la part des agences aux communes ; • Faible accent sur la nutrition dans les interventions de la FAO: objectifs favorables à la nutrition pas toujours associés à des activités ou budgets spécifiques ou à des indicateurs pour permettre le suivi. • Manque d'analyse genre dans la phase de conception des projets (difficultés d'accès à la terre et l'éloignement des sites peuvent constituer un facteur réduisant l'impact, distribution des animaux pour l'embouche = activité qui ne correspondait pas aux préférences des femmes rencontrées) ; • Investissement limité dans le domaine de la maitrise d'eau, la transformation et la commercialisation des produits; • Manque d'un système intégré pour le suivi (monitoring) des activités ;

Opportunités (ou avantages potentiels pas encore avérés)	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Niger pays focus pour la FAO - attention particulière du Siège • Initiative 3N en tant que stratégie multisectorielle œuvre à des domaines d'intervention dans lesquels la FAO n'est pas traditionnellement impliquée comme la protection sociale (important la prise en compte de la protection sociale et la distinction entre vulnérabilité chronique et conjoncturelle dans le nouveau CPP) ; • Communes de convergence : <ul style="list-style-type: none"> - Visibilité de l'initiative constitue une opportunité pour la mobilisation de ressources ; - L'Organisation techniquement en mesure de proposer une large palette d'interventions au niveau des communes ; - implication d'autres PTF et des autres ministères techniques ; • Les bonnes pratiques et innovations développées et diffusées par le passé sont une opportunité pour développer des approches intégrées pour la résilience. L'approche caisses de résilience promue au niveau régional support cette démarche (exemple : les distributions de chèvres ont des impacts durables mais il faudrait les intégrer avec par exemple des activités d'éducation nutritionnelle et les clubs DIMITRA pour prendre en compte des aspects qui vont au-delà des besoins pratiques des femmes) ; • Attention internationale sur le changement climatique, domaine dans lequel la FAO a une expertise internationale et au niveau pays ; • Les Achats Locaux (PAA) est une initiative pertinente dans laquelle la FAO devrait ultérieurement s'investir au niveau opérationnel ; • Repenser les distributions pour avoir des interventions multi-annuelles et pour associer les bénéficiaires avec les producteurs et distributeurs de semences (par exemple à travers l'utilisation de vouchers) ; • Implication des OP et des acteurs privés dans la mise en place de circuits d'approvisionnement et de commercialisation de semences de qualité au niveau des villages pour améliorer la durabilité ; • Implication des acteurs privés dans la gestion des boutiques d'intrant et des maisons de paysan ; • Compétences techniques de la FAO dans différents domaines qui devront être utilisées davantage au niveau pays : conservation et restauration des sols ; le foncier au milieu rural ; et la promotion des aliments nutritifs issus de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la cueillette ; • Jardins scolaires comme porte d'entrée aux innovations et aux changements de comportements (en particulier concernant la nutrition) ; • Clubs d'écoute DIMITRA pour la diffusion d'informations et bonnes pratiques ; • Existence de structures nationales avec des expertises dans le domaine de la nutrition et du genre avec qui la FAO pourrait développer des synergies ; • Présence d'un expert dans le Suivi et Evaluation au niveau de l'équipe pays qui pourra permettre le développement d'un système intégré pour le monitoring/ suivi des activités ; • La FAO devrait recentrer son intervention dans le développement des filières, tels que la production animale ; • Réintroduire les cadres de concertation FAO-Gouvernement ; • Promouvoir et supporter la production d'aliments à haute valeur nutritive. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible mobilisation de ressources et par conséquence : <ul style="list-style-type: none"> - impossibilité de renforcer l'équipe pays et financier le programme future de la FAO ; - d'autres agences et acteurs exercent des fonctions qui traditionnellement relèvent des compétences de la FAO ; - Le bureau de la FAO risque de perdre de la compétitivité, de l'efficacité, de l'efficience et des liens cohérents tant en termes de capacité technique qu'en termes de planification ; • Manque de flexibilité dans les procédures.

Appendice 4: Liste Personnes Rencontrées

Gouvernement

- 1 Abdou Maina, Direction Enquête, Institut National de la Statistique
- 2 Abdou Mamadou, Directeur des Opérations Techniques, Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA)
- 3 Abdou Omar, DEP, Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable
- 4 Abdou Oumani, Directeur Général, Direction Générale de l'Agriculture (DGA/MAG)
- 5 Abdou Issakou, Directeur Régional, Direction Régional Elevage Zinder
- 6 Abdou Maina, DER/INS-Niger, Institut National de la Statistique
- 7 Abdou Moumouni, Directeur, Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA)
- 8 Abdoulaye Alassane, Coordonnateur Régional, Initiative 3N Zinder
- 9 Abdoukader, Directeur, Direction Départementale de l'Agriculture Maradi
- 10 Abdulaye Hamadou, Expert National, HC3N
- 11 Adamou Danguioua, DPEP, HC3N
- 12 Adamou Moussa, Directeur, Direction Génie Rural Madarounfa
- 13 Adamou Nafoga, Chef Département Statistiques et Informatique SAP, DNPGCCA
- 14 Ado Kanta, Chef Division Promotion des intrants, Direction Générale de l'Agriculture (DGA/MAG)
- 15 Aissatou Hassane Cissé, Chef Division de l'Alimentation et de la Nutrition, Ministère de l'Agriculture
- 16 Alassane Makadassou, Député Secrétaire Général, Ministère de l'Environnement
- 17 Alfarouk Effelan, Secrétaire Général 3N, Gouvernorat Tahoua
- 18 Ali Mamane, Ingénieur d'Agriculture, DAC/POR, Ministère de l'Agriculture
- 19 Ali Mory Maidoka, Coordonnateur Cellule Filets Sociaux (CFS), DNPGCCA
- 20 Ali Seydou, Point focal régional, DNPGCCA Zinder
- 21 Ali Yacouba, Chef Service Protection des Végétaux, Direction Agriculture Mirriah
- 22 Almansour Roumar, Directeur, Direction Elevage Gouré
- 23 Amadou Boubacar Sanda, Animateur DDA, Direction Agriculture Say
- 24 Amadou Boureima, DPP/DGPIA, Ministère de l'Elevage
- 25 Amadou Oumarou, Directeur Départemental, Direction Départemental de l'Environnement Gothèye
- 26 Andrahamane Mamane, Chef Service Forestier, Service Communal Maradi
- 27 Arimi Mamadou, DSEC, HC3N
- 28 Assane Dagna, Expert National, HC3N
- 29 Ate Sanoussi, Directeur, Direction de la Nutrition
- 30 Atté Issa, Docteur Vétérinaire/Directeur des Statistiques/SIM bétail, Ministère de l'Elevage
- 31 Ayouba Tankari, DDEIA, Direction Elevage Bouza
- 32 Balla Bathe, Président Conseil Régional, Conseil Régional Maradi
- 33 Balla Hamissou, Directeur, Direction Génie Rural Maradi
- 34 Barkiré Bourahima, Conseiller Technique, HC3N
- 35 Bila Mania, Secrétaire Général, Ministère de l'Environnement

- 36 Binguel Bello, Direction de la Pêche et de l'aquaculture, Ministère de l'Environnement
- 37 Boubacar Goube Illiassou, Secrétaire Général Adjoint, Ministère de l'Agriculture
- 38 Boubacar Hamani, Directeur, Direction Elevage Dakoro
- 39 Boubé Abdou, DRE/statistique, Direction Elevage Tillabéri
- 40 Boukar Yagana, Directrice de la Salubrité Urbaine et des Aménagements Paysagers, Ministère de l'Environnement
- 41 Boukari Diamoitou, Secrétaire Général, Ministère de l'Elevage
- 42 Boureima Mamadou, DDA, Direction Agriculture Say
- 43 Boureima Moussa, DDE, Direction Elevage Tèra
- 44 Boureima Nouhou, DRE, Direction Elevage Tillabéri
- 45 Colonel Almadjir Mamane Badamassi, Directeur régional, Direction Régionale de l'Environnement Zinder
- 46 Colonel Maisharou Abdou, Directeur Général, Agence Nationale Grande Muraille Verte
- 47 Dagira Moumouni, Consultant Senior, HC3N
- 48 Djibey Ramatou, DEP, Ministère de l'Agriculture
- 49 Djibrilla Karimoune, Secrétaire Permanent, SPR Foncier Tillabéri
- 50 Djibrilla Sadou, Responsable Informatique SIMA, Ministère de l'Agriculture
- 51 Bachir, Surveillance Epidémiologique, LABOCEL
- 52 Djibo Garba, Directeur régional, Direction Régionale de la Santé Publique Zinder
- 53 Haladou Gagara, Diagnostic, LABOCEL
- 54 Elhadj Aboubacar Abdou, Directeur Régional, Direction Régionale du Génie Rural Zinder
- 55 Fode Camara Sanoussi, Directeur Développement Pastoral, Coordonnateur PRAPS, Ministère de l'Elevage
- 56 Gondah Neino, Expert, Ministère de l'Agriculture
- 57 Goni Boulama, Secrétaire Permanent, DNPGCCA
- 58 Guéro Hamidou, Assistant Technique FAO, HC3N
- 59 Halidou Oumarou, Chef Service, CDA Torodi
- 60 Haliko Abdou Jekafada, Directeur Adjoint, Direction de l'Environnement Maradi
- 61 Halimatou, Directrice, Direction Générale de la Protection des Végétaux (DGPV)
- 62 Hamidou Guéro, Expert National, HC3N
- 63 Hassan Combari, Chef Service, CDA Ouallam
- 64 Hassimi, Service Production Animale, Direction Elevage Maradi
- 65 Ibrahim Bangana, DGSV, Ministère de l'Elevage
- 66 Ibrahim Gamatché, DDA, Direction Agriculture Torodi
- 67 Idi Yacouba, DDGR, Direction Génie Rural Bouza
- 68 Idrissa Younoussa, Directeur Petite irrigation, Direction Générale du Génie Rural (DGGR)
- 69 Iro Mamane, Coordonnateur Régional, Initiative 3N Tillabéri
- 70 Issa Avzika, SPR, DNPGCCA Tahoua
- 71 Issa Moussa, Secrétaire Général Adjoint, Gouvernorat Zinder
- 72 Issaka Yahaya, Directeur Adjoint des Etudes et de la Programmation, Ministère de l'Agriculture
- 73 Issoufou Kader, Directeur d'Etude et la Programmation, Ministère de l'Elevage
- 74 Issoufou Oumarou, Secrétaire Permanent, Code Rural Régional Tillabéri
- 75 Kanfo Harouna, Assistant Coordonnateur Régional, Initiative 3N Maradi

- 76 Kossoukoye Aboubacar, Coordonnateur Régional, Initiative 3N Tahoua
- 77 Madeleine Diakité, Assistante Technique, HC3N
- 78 Madougou Maidouga, Directeur, Direction Elevage Mirriah
- 79 Magi Chémaou, Directeur, Direction Agriculture Mirriah
- 80 Mahamadou Hassan, Chef Service, CDA Kalfou
- 81 Mahamadou Moussa, DE, Direction Environnement Bouza
- 82 Mahamadou Saley, Directeur Mobilisation Sociale et Renforcement des Capacités, HC3N
- 83 Mahaman Moussa, DDA, Direction Agriculture Bouza
- 84 Maida Hadou, Adjoint, Directrice de la Salubrité Urbaine, Ministère de l'Environnement
- 85 Maikano Issoufou, DSV ancien DG LABOCEL, Ministère de l'Elevage
- 86 Malick Haido, Directeur DSV, Ministère de l'Elevage
- 87 Maman bako, Directeur, Direction Environnement Mirriah
- 88 Maman Djigo, Suivi et Evaluation, DNPGCCA Tahoua
- 89 Maman Labbo, DEP, Ministère de l'Elevage
- 90 Maman Moussa, Chef de Service, CDA Oualalléwa
- 91 Maman Sani, Expert Suivi-Evaluation, Code Rural
- 92 Maman Tinaou, DDA, Direction Agriculture Tahoua
- 93 Mamane Batouré, Responsable Cellule S&E, Ministère de la Santé
- 94 Mamane Salé, Expert, Direction Régional Élevage
- 95 Mamane Sani Abdou, Secrétaire Général, HC3N
- 96 Mamane Sani Issoufou Majadou, Ingénieur Génie Rural, Direction Régional Génie Rural
- 97 Mamane Siradji, Vice-président, Conseil Régional Maradi
- 98 Mamoudou Grégoire, Directeur régional, Direction Régionale du Génie Rural Tillabéri
- 99 Mani Issoufou, SP, DNPGCCA Maradi
- 100 Mariama Abdoussalami, Assistante Technique FAO/Chargé S&E, HC3N
- 101 Mariama Ousseini, Coordonnatrice Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes (SAP), DNPGCCA
- 102 Marie Madeleine Sacko, Représentant Sous-bureau Tillabéri, UNHCR
- 103 Mathieu Bello Hassane, Direction de la Pêche et de l'aquaculture, Ministère de l'Environnement
- 104 Maty Mahamne, Directeur Adjoint, LABOCEL
- 105 Djibo Zeinabou, Animateur DDA, Direction Agriculture Say
- 106 Moumouni Abdou, Secrétaire Général, Préfecture Mirriah
- 107 Moumouni Ousseini, SIM, Ministère de l'Elevage
- 108 Moumouni Zakari yaou, Analyse Marchés Agricoles et SA, Ministère de l'Agriculture
- 109 Moussa Djibey, DEP, Ministère de l'Environnement
- 110 Moussa Diallo, DDA, Direction Agriculture Tèra
- 111 Moussa Hassane, DG Statistiques, Ministère de l'Agriculture
- 112 Nassirou Ousmane, Directeur de la Nutrition, Ministère de la Santé
- 113 Nourou Mariama, Point focal Nutrition, Direction Régionale de la Santé Publique Zinder
- 114 Oumani Attou Abdou, Directeur Général de l'Agriculture, Ministère de l'Agriculture
- 115 Oumara Harouna, Directeur, Développement Communautaire Zinder
- 116 Oumarou Harouna, Directeur de l'Economie Environnementale et de la Promotion des PFNL, Ministère de l'Environnement

- 117 Oumarou Amadou, Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce et de Prévention des Catastrophes (SAP), DNPGCCA
- 118 Ousmane Elh Seydou, Directeur, Direction Génie Rural Mirriah
- 119 Ousmane Issaka, Chef de Division Statistiques Agricoles, Direction Régionale de l'Agriculture Zinder
- 120 Ousmane Rabo, Conseiller Pédagogique, Direction Régionale de l'Education National Mirriah
- 121 Saidou Salifou, Chargé du Programme, Ministère de l'Environnement
- 122 Salifou Ibrahim, Secrétaire Général Adjoint, Préfecture Gouré
- 123 Salifou Issiakou, Directeur, Direction Elevage Maradi
- 124 Salifou Ousmane, DDA/Cofodep, Direction Agriculture Ballayara
- 125 Saliou Habi, Directeur des Enquêtes et Recensement, Institut National de la Statistique
- 126 Sami Kakallé, Dircteur, ONAHA Maradi
- 127 Sani Mahazou, Directeur Général de l'Environnement et du Développement Durable, Ministère de l'Environnement
- 128 Seyni Tawassi, DRA/ancien IARBIC, Direction Agriculture Tillabéri
- 129 Siddo Ibrahim, Directeur, ONAHA Tillabéri
- 130 Sidi Yahajan, Expert, Minisère de l'Elevage
- 131 Siradji Issa, DDA, Direction Agriculture Gothèye
- 132 Souleymane Alzouma, Chef Division des Enquêtes, Institut National de la Statistique
- 133 Soumaila Moussa, Directeur, Direction Agriculture Madarounfa
- 134 Stephan Degueurce, Assistant Technique Cellule Crise Alimentaire et Gestion des Catastrophes (CCA), DNPGCCA
- 135 Talatou Harouna, Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture, Ministère de l'Environnement
- 136 Tankari Oubandawaki, Expert, Direction Régional Agriculture
- 137 Yabilan Maman, Coordonnateur Cellule Crise Alimentaire et Gestion des Catastrophes (CCA), DNPGCCA
- 138 Yahaha Godi, Secrétaire Général, Gouvernorat Maradi
- 139 Yahaya Bounia, Directeur régional, Direction Régionale de l'Agriculture Zinder
- 140 Yahaya Saadatou Mallam Barmou, Coordonnatrice Cellule de Coordination Humanitaire (CCH), DNPGCCA
- 141 Yéro Amadou, Chef Service, CDA Soubdou
- 142 Zakariyaou Seydou, DRA, Direction Agriculture Tillabéri
- 143 Zodi Haroua, Directeur Adjoint, Direction Départementale de l'Agriculture Maradi, Secrétaire Général Adjoint, Gouvernorat Tillabéri

Organisations non-gouvernementales

- 1 Abdou Yacouba Hama, Coordonnateur Technique National, FEWS NET
- 2 Abdoulaye Sarga, Chergé de Programme, CRAC-GRN
- 3 Abdourahamane Mahaman, Assistant Technique, Santé Animale et DRM Programme, VSF Belgique
- 4 Aichatou Kadri, Animatrice, IBD
- 5 Albert Kodjo, Directeur, Vision Mondiale
- 6 Alhassane Abdoulaye, Coordonnateur, Adkoul
- 7 Ali Bello, Chef de Projet, GADED

- 8 Balla Aboubacar, Superviseur, Arc en ciel
- 9 Basso Yalouba, Emergency Food Security and Livelihood Coordinator, Oxfam
- 10 Boubé, Président ONG, GADED
- 11 Chekaraou Yaou, Chef Equipe Sécurité Alimentaire, Oxfam
- 12 Cherif Lavvan, Responsable, CONCERN
- 13 Djimraou Aboubacar, Agronome, Directeur Adjoint Qualité et Impact des Programmes, CARE
- 14 Fall Ahamed, Coordonnateur, ESF
- 15 Fatma Zennou, Chef de Programme Leadership et Empowerment des Femmes et des Filles, CARE
- 16 Fatouma Abdou, Secrétaire, Kungi Fondo - Femmes Unies contre la malnutrition
- 17 Hassane Djambouto, Chef de Projet, IBD
- 18 Harouna Yacouba, Coordonnateur, GOAL
- 19 Illia Harou, Coordonnateur, World Vision
- 20 Illiassou Moussa, Assistant Programme, Adkoul
- 21 Issaka Dan Dano, Chef Programme Gestion des Ressources Naturelles, CARE
- 22 Kadri Assoumane, Chargé du Programme, Adkoul
- 23 Lucas Honauer, Directeur Pays, ACF Action Contre la Faim
- 24 Maman Laminou Sani, Chef de Programme SA/ Nutrition et Coordonnateur Humanitaire, CARE
- 25 Mar Pozuelo Castilla, Coordinatrice FSL, ACF Action Contre la Faim
- 26 Mohamad Kalakal, Expert, Adkoul
- 27 Moussa Bondaba Abdou, Livelihoods and Food Security, World Vision
- 28 Naisser Boubacar, Directeur, Idela
- 29 Oumarou Ango, Coordonnateur, IBD
- 30 Philippe Bassniga, Directeur Programme Humanitaire, Oxfam
- 31 Pozuelo Castillo Mar, Coordinatrice SAME, ACF Action Contre la Faim
- 32 Saadatou Saley, Présidente, Kungi Fondo - Femmes Unies contre la malnutrition
- 33 Saley Boukari, Chef de Programme, CRS
- 34 Sani Harouna, Directeur, ACF Action Contre la Faim
- 35 Sani Mamane, Coordonnateur, CADEL
- 36 Soumaila Halidou, animateur, ILAF Tondikiwindi

Donateurs

- 1 Amadou Alzouma, Program Officer, ECHO
- 2 Amadou Ba, Agroéconomiste Principal, Banque Mondiale
- 3 Andreas Muller, Responsable PROMAP, GIZ
- 4 Céline Gropp, Attachée de Coopération, Ambassade de France
- 5 Federica Pretolani, Field Expert, ECHO
- 6 Jennifer Karsner, Responsable Développement Rural, USAID
- 7 Karimou Idrissa, FFP, USAID
- 8 Mariama Diallo, FFP, USAID
- 9 Mariama Aïtchédji Diallo, Expert, USAID

- 10 Mora Martin Eusebio, Responsable Antenne du Niger, Lux Dev
- 11 Moussa Bouda, Chargé de programme, Section Développement Rural, SA et Décentralisation, EU
- 12 Peter Pieck, Conseiller Technique Principal, GIZ
- 13 Pierre Henri Dohogne, Expert, Lux Dev
- 14 Wim Shalenbourg, Premier Secrétaire, Bureau de la Coopération au Développement, Ambassade Belgique

Agences des Nations Unies

- 1 Abdou Soumaila, Team Leader Résilience, PNUD
- 2 Ahmadou Barry, Expert, UNHCR
- 3 Aissa Manga, PAA, PAM
- 4 Allakasso Boubacar, Représentant Sous-bureau Tillabéri, OCHA
- 5 Antonio Avella, Directeur Adjoint, PAM
- 6 Ari Mai Tanimoune, Chef Sous-bureau Zinder, OCHA
- 7 Bakary Dosso, UNDAF, PNUD
- 8 Caroline Schaefer, Programme Policy Officer, PAM
- 9 Diallo Boubacar, Chef Sous-régional, PAM
- 10 Djibril Sani, Responsable Analyse Vulnérabilité Zinder, PAM
- 11 Fitsum Assefa, Responsable Nutrition, UNICEF
- 12 Fodé N'Diaye, Coordonnateur Résident SNU, PNUD
- 13 Hadjara Galadima, Expert, OCHA
- 14 Ibrahim Aboubacar, Expert, OCHA
- 15 Katy Thiam, Communication et Plaidoyer, OCHA
- 16 Leïla Masson, Responsable Nutrition, PAM
- 17 Lise Dal Sacco, UNDAF, PNUD
- 18 Mahamane Lawali, Chargé Programme Environnement/Energie, PNUD
- 19 Makama Abdoussalam, Assistant Cash and Washer Zinder, PAM
- 20 Maman Saley, Responsable Sous-bureau Maradi, PAM
- 21 Mamane Sani Sayabou, Assistant Chargé des Affaires Humanitaires, OCHA
- 22 Mariama Baissa, Responsable Nutrition, OMS
- 23 Martine Therer, Chargé Programme, PNUD
- 24 Mohamed El Bachir, Social Policy, UNICEF
- 25 Moustapha Ali, M&E Associate, PNUD
- 26 Moustapha Touré, VAM et CSA, PAM
- 27 Nounou Mamane, Chef d'Antenne Zinder, UNFPA
- 28 Olivier Louis dit Guerin, Protection Sociale, BIT
- 29 Pierre Camara, Responsable Programme Niger, UNHCR
- 30 Rina Uchida, Chargée Programme (Résilience), PAM
- 31 Sanoussi Naam, Chef a.i. Zinder, PAM
- 32 Sidichi Traou Boubacar, Expert, PAM
- 33 Soulaymane Diallo, Facilitateur National, REACH
- 34 Youssouf Langui, Responsable Sous-bureau Maradi, PAM

- 35 Zayaba Ango, Chargé Programme, PAM
- 36 Responsable Maradi, UNICEF

Autres

- 1 Abdou Maiguero, Maire, Mairie Mayahi
- 2 Abdou Marou, Trésorier, Union Madda Ben
- 3 Abdoussalam Moussa, Secrétaire Général, Coopérative Toula
- 4 Abou Zakari, Coordonnateur, CSEAO Maradi
- 5 Aboubacar Ichaou, Directeur Général, Institut National de la Recherche Agronomique (INRAN)
- 6 Adam Mamadou, Expert, Institut National de la Recherche Agronomique (INRAN) - DÉCOR
- 7 Adamou Kaoucenne, Représentant, Chef de Falwel
- 8 Amadou Danguï, Chargé Communication CCD, AREN
- 9 Amadou Mossi, Trésorier Général CCD, Président Mooriben
- 10 Amadou Nagagué, Chef, Groupement Peul Yari
- 11 Amadou Ousmane dit Belko, Président CCD-OPN, FCMN Niyya
- 12 Amir Siddo, Sélectionneur Riz, Institut National de la Recherche agronomique du Niger (INRAN)
- 13 Antoinz, Volontaire Nations Unies, Mairie Mayahi
- 14 Asamane Babayé, Gestionnaire, Centre de Conservation de Pomme de Terre Bonkougou
- 15 Ataher Dodo, Président AEP, Ecole de Laouteye Gafati
- 16 Bachir Abba Lélé, Encadreur, Site mare de Gafati
- 17 Bako, Vice Maire, Mairie Tibir Maradi
- 18 Balki Garba, Président Club d'écoute, Badaraka Gafati
- 19 Boukary Habsatou, Expert, Institut National de la Recherche Agronomique (INRAN) - DÉCOR
- 20 Chaibou Garba, Vice Maire, Mairie Djirataoua
- 21 Hadjo Alphari, Animatrice, Union Madda Ben
- 22 Hamani Halidou, Directeur, Radio
- 23 Harouna Mounkaila, Chef de Village, Village Talé
- 24 Hassan Issa, Chargé d'Approvisionnement, Union Madda Ben
- 25 Ibrahim Habi, Ingénieur des Techniques Agricoles, Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA)
- 26 Ibrahim Salissou, Président Club d'écoute hommes, Badaraka Gafati
- 27 Ibrahim Seydou, Vice Maire, Mairie Tondikiwindi
- 28 Idrissa Saidou Djibo, Chargé de Programmes Humanitaires, Mooriben
- 29 Illassou Dandakoye, Chargé de Programme Sécurité Alimentaire, Mooriben
- 30 Issa Abdoulaye, Directeur, Projet résilience Dakoro
- 31 Issa Garba, Expert Agropastoral, AGRHYMET
- 32 Issaka Karim, Maire, Mairie Simiri
- 33 Mahamane Zourkilou, Enseignant, Ecole de Laouteye Gafati
- 34 Manou Ai, Chargée de Programme, FCMN Niyya
- 35 Miko, Directeur, Union Producteurs Kaskia Kornaka
- 36 Mohamadou Magha, Consultant Senior, PASEC/3N

- 37 Mountaka Djibo, Membre Club d'écoute hommes, Badaraka Gafati
- 38 Moussa Amadou, Représentant FNEN Daddo, Fédération Nationale des Éleveurs du Niger, Gouré
- 39 Nafissa Sanda, Secrétaire Général Club d'écoute, Badaraka Gafati
- 40 Nassirou Ousmane, Maire, Mairie Gafati
- 41 Papa Oumar Dieye, Responsable de la Communication, AGRHYMET
- 42 Patrick Delmas, Assistant Technique PECEA, Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA)
- 43 Rabilou Sani, Président, Fédération FUMA
- 44 Rakiatou Gazibo, Coordinatrice CCD, SNV
- 45 Rhissa, Fondateur, Ferme Tabaghor Tabla
- 46 Salissou Idi, Directeur, Fédération SA'A
- 47 Sani Gambo, Secrétaire Général COGES, Site mare de Gafati
- 48 Sanoussi Atta, Chef du Département Formation et Recherche, Intérim DG, AGRHYMET
- 49 Souley Nomao, Directeur, Aménagement Rizicole Toula
- 50 Tahirou Halidou, Président, Coopérative Toula
- 51 Tanimoune Mamane, Président CGDES, Ecole de Laouteye Gafati
- 52 Tidjani Ousmane, Président COGES, Site mare de Gafati
- 53 Waziri, Représentant Chef de Canton Gouré, Canton Gafati
- 54 Yero Kadidiatou, Spécialiste Gestion Durable des terres, AGRHYMET

FAO

- 1 Amadou Ouattara, Représentant Résident a.i., FAO Niger
- 2 Amadou Saley, Chargé du Programme, FAO Niger
- 3 Bagoudou Maidagi, Expert Elevage, FAO Niger
- 4 Benjamin Ambwa, Responsable Tahoua, FAO Niger
- 5 Blum Magdalena, Agricultural Training, FAO AGD
- 6 Boubacar Arié, Expert, FAO Niger
- 7 Djibo Banaou, Expert Agronome, FAO Niger
- 8 Djibo Garba, Expert, FAO Niger
- 9 Halimatou Moussa, RWEE, FAO Niger
- 10 Ibrahim Farmo, Coordonnateur Clubs DIMITRA, FAO Niger
- 11 Ibrahim Hama, Coordonnateur Projet GEF, FAO Niger
- 12 Ibrahim Maman, Chargé de la Communication, FAO Niger
- 13 Ibrahim Omarou, Coordinateur Projet Efficacité des Ressources, FAO Niger
- 14 Illya Miko, Expert Semences, FAO Niger
- 15 Jelensperger Johanna, Programme Officer, FAO SP1
- 16 Julien Vallet, Economist Investement Centre, FAO TCI
- 17 Juvanon Du Vachat Etienne, Responsable Sahel, FAO TCE
- 18 Laouali Garba, Expert Elevage Tahoua, FAO Niger
- 19 Maliki Bashir, Associé au Programme, FAO Niger
- 20 Mamadou Mariama, AFAOR/Admin, FAO Niger
- 21 Mondovi Stefano, Technical Officer, FAO AGP

- 22 Moussa Dan Malam, Chargé de Suivi Evaluation, FAO Niger
- 23 Moussa Garba, Expert Agronome/Cultures Irriguées, FAO Niger
- 24 Moustapha Niasse, Conseiller, FAO Niger
- 25 Pazou Judicael, Chargé des opérations, FAO Niger
- 26 Salifou Abdou, Coordonnateur Coopéquité, FAO Niger
- 27 Serigne Mbodji, Policy Officer, FAO Niger
- 28 Solange Heise, Chargé de Nutrition et Sécurité Alimentaire, Point Focal Genre, FAO Niger
- 29 Souley Salifou, Assistant aux Operations, FAO Niger
- 30 Treinen Sophie, Knowledge/Information Management Officer, FAO OPC
- 31 Expert GIPD, FAO Niger



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

BUREAU DE L'ÉVALUATION
www.fao.org/evaluation